

# JICA 2021

AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE RAPPORT ANNUEL



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), institution administrative indépendante chargée de mettre en œuvre l'APD du Japon, est l'un des plus grands organismes d'aide bilatérale du monde à soutenir le développement socio-économique des pays en développement dans différentes régions du monde. Conformément à sa nouvelle vision énoncée en juillet 2017, la JICA soutient la résolution des problèmes dans les pays en développement en combinant avec souplesse différents instruments de coopération.

## Vision

# Guider le monde en tissant des liens de confiance

La JICA, avec ses partenaires, jouera un rôle moteur pour tisser des liens de confiance à travers le monde, aspirant à un monde libre, pacifique et prospère où chacun peut espérer un avenir meilleur et réaliser son potentiel unique.



## Mission

La JICA, conformément à la Charte de la coopération au développement japonaise, œuvrera à la *sécurité humaine*<sup>1</sup> et à une *croissance de qualité*.



## Actions

1

### Engagement :

S'engager avec fierté et passion à réaliser notre mission et notre vision.

2

### Gemba :

Aller sur le terrain (« gemba ») et travailler de concert avec la population.

3

### Stratégies :

Penser et agir de manière stratégique avec de larges perspectives à long terme.

4

### Co-création :

Réunir la sagesse et les ressources de divers horizons.

5

### Innovation :

Innover pour avoir un impact sans précédent.



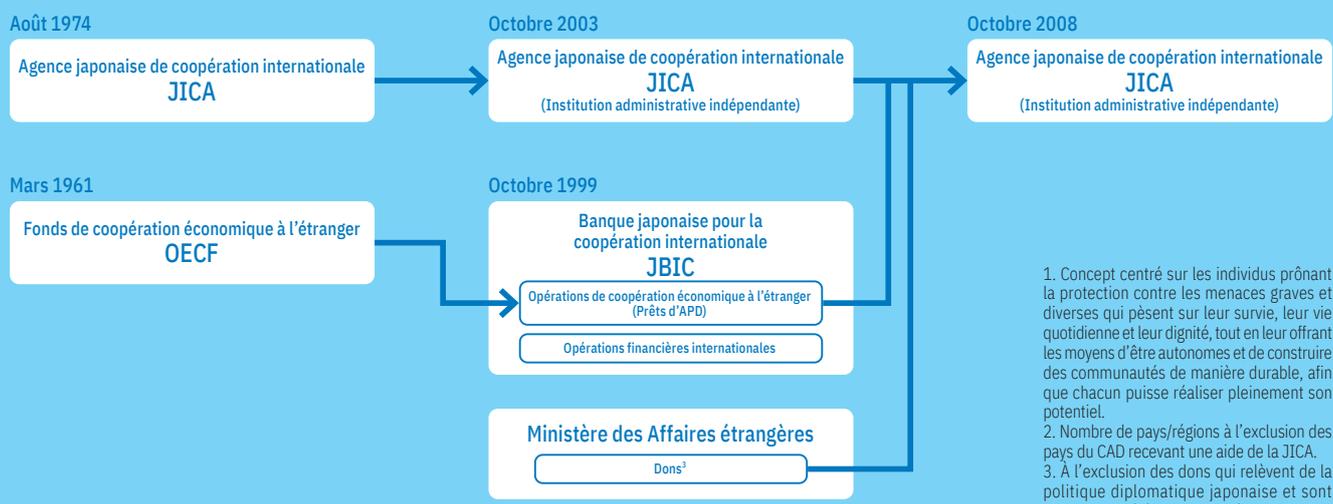
**143**  
**Pays et régions en développement**  
**bénéficiaires d'une aide<sup>2</sup>**  
 pendant l'exercice 2020

**96**  
**Bureaux à l'étranger**  
 au 1<sup>er</sup> juillet 2021

**14**  
**Antennes au Japon**  
 au 1<sup>er</sup> juillet 2021



**Histoire**



1. Concept centré sur les individus prônant la protection contre les menaces graves et diverses qui pèsent sur leur survie, leur vie quotidienne et leur dignité, tout en leur offrant les moyens d'être autonomes et de construire des communautés de manière durable, afin que chacun puisse réaliser pleinement son potentiel.  
 2. Nombre de pays/régions à l'exclusion des pays du CAD recevant une aide de la JICA.  
 3. À l'exclusion des dons qui relèvent de la politique diplomatique japonaise et sont directement gérés par le ministère des Affaires étrangères.

# Message



## Réaliser un monde libre et prospère par l'aide publique au développement (APD)

Le monde a été durement touché par la pandémie de COVID-19. Une crise de cette ampleur peut accélérer les changements structurels mondiaux. L'autoritarisme gagne du terrain, tandis que la confiance dans la démocratie est ébranlée. Dans ces circonstances, le Japon doit redoubler ses efforts et travailler en étroite collaboration avec les démocraties partageant ses idéaux pour réaliser un monde libre et prospère. Avec ces éléments à l'esprit, le Japon a fait de la vision d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » un pilier central de sa politique étrangère. Cette vision consiste à atteindre la paix, la prospérité et un ordre international fondé sur l'État de droit dans une région qui s'étend de l'océan Pacifique à l'océan Indien et au-delà jusqu'à l'Afrique, sur la base de valeurs communes de liberté et de démocratie. La communauté internationale soutient également cette vision. À cette fin, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) utilise l'APD du Japon pour développer les ressources humaines et les infrastructures dans les pays partenaires. Ces activités ont été cruciales pour établir des liens de confiance entre le Japon et la communauté internationale.

La COVID-19 ne met pas seulement en danger la vie des personnes, elle menace également la sécurité humaine en affectant de manière disproportionnée les plus vulnérables. Dans le cadre de sa mission consistant à réaliser la sécurité humaine, la JICA a lancé son initiative pour la santé et la médecine mondiales en juillet 2020. Cette initiative se concentre sur le renforcement des systèmes de santé nationaux dans les pays partenaires afin de mieux protéger les populations contre la COVID-19 et d'autres maladies infectieuses. La JICA fournit également une aide financière d'urgence aux pays qui ont été gravement touchés par la pandémie à travers ses prêts de soutien d'urgence en réponse à la crise de la COVID-19.

Au Japon, la JICA s'associe à diverses parties prenantes, notamment des gouvernements locaux, des ONG, des universitaires, des avocats et des acteurs du secteur privé pour promouvoir des initiatives favorisant l'accueil des travailleurs étrangers dans les communautés locales. Pour ce faire, nous avons lancé la plateforme japonaise pour les travailleurs migrants vers une société responsable et inclusive (JP-MIRAI) en novembre 2020. Au cours de notre histoire, de nombreux Japonais ont migré vers d'autres pays. La JICA était d'ailleurs chargée d'un programme d'émigration. Plus tard, la JICA a invité au Japon de nombreux universitaires et participants à des formations issus de pays en développement. Nous partageons notre expérience de travail dans des contextes

multiculturels afin d'approfondir les relations du Japon avec le monde en développement.

En outre, la JICA s'engage à améliorer ses relations avec les pays partenaires en renforçant nos liens de confiance mutuelle. La JICA insiste de longue date sur l'importance des investissements dans les ressources humaines pour une construction réussie de la nation. Ainsi, depuis de nombreuses années, nous mettons en œuvre des programmes de formation en appui au développement socio-économique mondial en ciblant les professionnels et administrateurs des pays partenaires dans un large éventail de secteurs, notamment l'agriculture, l'éducation, les infrastructures et le développement industriel. En tant que représentante de la première nation non occidentale à devenir un pays développé, la JICA partage dorénavant des informations sur l'expérience unique du Japon en matière de modernisation avec d'autres nations – par le biais du programme JICA d'études du développement au Japon et de la Chaire JICA (programme JICA d'études du Japon) dans les pays en développement – afin de leur fournir des éléments de réflexion.

Par ailleurs, la JICA étend sa coopération pour une croissance de qualité dans les pays partenaires à travers un dialogue mutuel afin de développer les systèmes économiques et les infrastructures sous-jacentes et d'assurer ainsi leur durabilité, leur inclusivité et leur résilience. Nous nous appuyons également sur la confiance que nous avons établie avec nos pays partenaires depuis de nombreuses années pour relever certains des plus grands défis des décennies à venir, tels que la transformation numérique (DX) et le changement climatique.

À l'avenir, la JICA continuera à travailler main dans la main avec les populations du monde en développement, plus que jamais fidèle à nos aspirations vers une société démocratique juste, libre et inclusive. En faisant tout ce que nous pouvons pour assurer le progrès de l'ensemble des nations, nous nous engageons à renforcer la paix et la prospérité mondiales dans le cadre de notre vision consistant à « guider le monde en tissant des liens de confiance ».

Septembre 2021

KITAOKA Shinichi  
Président

Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

# La JICA Surmonter la pandémie ensemble en un clin d'œil

La pandémie mondiale de COVID-19 est un événement historique qui continue de dévaster non seulement la vie et la santé des populations, mais aussi les sociétés et leurs économies. La solidarité et la coopération internationales seront indispensables pour surmonter cette calamité. La JICA intensifie ses efforts pour surmonter la pandémie et créer une société résiliente aux maladies infectieuses d'aujourd'hui et de demain dans le cadre de son initiative pour la santé et la médecine mondiales.



Ghana

## Coopération pour l'Institut Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR)

La JICA offre une aide matérielle et immatérielle à l'Institut Noguchi pour la recherche médicale, un centre de recherche d'excellence du Ghana, depuis sa fondation en 1979. Dans le contexte de la pandémie, cette aide comprend la fourniture d'équipements et de matériels tels que des équipements de test PCR et des réactifs, ainsi qu'une coopération pour la mise en œuvre d'un programme de formation pour les pays tiers ciblant des techniciens de laboratoires de neuf pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Ghana.



Palestine

## Soutien du dernier kilomètre\*

La JICA a fourni des équipements de chaîne du froid pour le transport des vaccins ainsi que des équipements de laboratoire à la pointe de la technologie pour le dépistage de la COVID-19. Le seul laboratoire d'analyse médicale de la bande de Gaza ayant subi de graves dommages suite à des frappes aériennes en mai 2021, la JICA a réagi rapidement pour livrer les équipements nécessaires dans les meilleurs délais.



Vietnam

## Coopération pour l'Institut national d'hygiène et d'épidémiologie (NIHE)

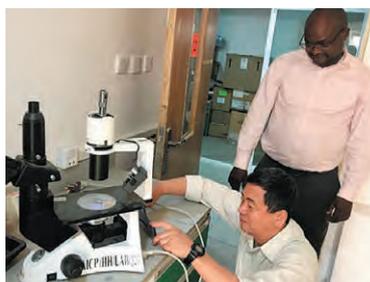
La JICA aide l'Institut national d'hygiène et d'épidémiologie à développer son laboratoire et ses capacités depuis 2006. L'Institut a tiré parti de son réseau de laboratoires provinciaux pour mettre en place un système national de tests PCR rapides dès les premiers stades de la pandémie. La JICA a également fourni des équipements de laboratoire.



Nigéria

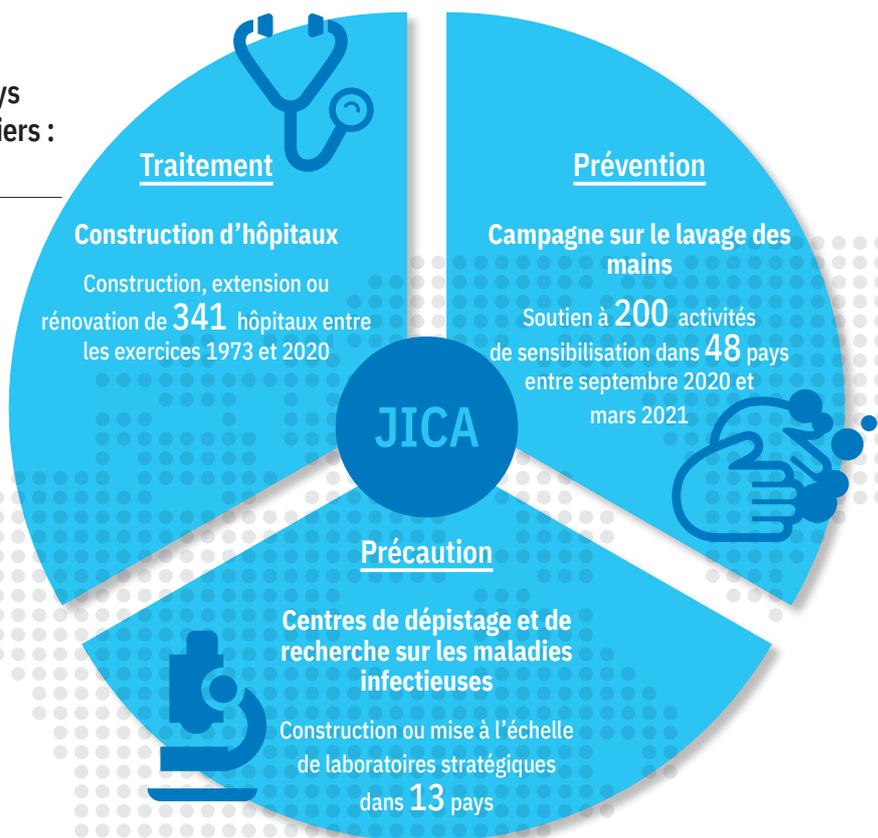
## Coopération pour le Centre de contrôle des maladies du Nigéria (NCDC)

La JICA a construit des installations et fourni des équipements de laboratoire de pointe pour le Centre de contrôle des maladies du Nigéria et son réseau de laboratoires de santé publique. La JICA a également aidé le Centre à renforcer ses capacités de gestion et de laboratoire ainsi qu'à former ses ressources humaines pour la préparation aux urgences de santé publique.



\*Initiative du gouvernement japonais visant à aider les pays partenaires à améliorer l'accès à la vaccination afin d'atteindre tous les individus.

**Assurer une coopération dans les pays partenaires en se basant sur trois piliers : Prévention, précaution et traitement**



**Mongolie  
Coopération pour l'hôpital universitaire  
Mongolie-Japon**

Après avoir soutenu la construction de l'hôpital et fourni des équipements médicaux, la JICA a mis en œuvre un projet de coopération technique visant à instaurer une gestion hospitalière optimale et un système de prestation de services médicaux de haute qualité. Depuis que l'hôpital accepte des patients atteints de la COVID-19, la JICA fournit une coopération technique et des équipements de protection individuelle pour prévenir les infections nosocomiales.



**Un dessin animé japonais pour la prévention de la COVID-19 et le lavage des mains diffusé en 32 langues**

Dans le cadre de sa campagne « Handwashing for Health and Life » (Se laver les mains pour la santé et la vie), la JICA a conçu un dessin animé sur le lavage des mains à l'intention des enfants des pays en développement. Le dessin animé a obtenu un grand succès. En juillet 2021, il avait déjà été traduit en 32 langues. Il a également été adapté en spot télévisé dans certains pays.



**Brésil  
Coopération de suivi pour l'hôpital  
Japonês Santa Cruz**

La JICA a mis en place une coopération de suivi pour les anciens participants à son programme de formation pour les descendants de Japonais travaillant à l'hôpital Japonês Santa Cruz. Les anciens participants jouent un rôle central dans la conduite d'activités visant à prévenir les infections nosocomiales, notamment l'élaboration de lignes directrices pertinentes sur la COVID-19.



Concernant l'initiative de la JICA pour la santé et la médecine mondiales, l'Action 2 de la JICA, page 18.

Voir également le [site internet de la JICA](https://www.jica.go.jp/COVID-19/en/index.html) « Way Forward, Working Together Against COVID-19 » (en anglais) <https://www.jica.go.jp/COVID-19/en/index.html>.

# Aller de l'avant

Initiatives emblématiques de l'exercice 2020

# Store

2 713  
startups de  
19 pays  
d'Afrique francophone  
ont participé au concours  
de plans d'affaires NINJA

## Soutien aux entrepreneurs durant la pandémie



Quatre entreprises japonaises ont décroché un prix spécial à And Africa, une entreprise sud-africaine qui fournit des services de livraison avec des casiers IdO (connectés à internet). Ces casiers permettent d'envoyer et de recevoir des colis 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 sans contact humain direct. Les entreprises japonaises ont manifesté leur intérêt pour une collaboration commerciale avec cette société.



## Encourager les quêtes innovantes

### Projet NINJA (Next Innovation with Japan)

La JICA a organisé un concours de plans d'affaires visant à soutenir les startups de 19 pays africains qui créent des modèles d'affaires et des technologies innovantes en phase avec les contraintes imposées par la pandémie de COVID-19. Au total, 2 713 entreprises ont posé leurs candidatures. La grande finale entre les 10 meilleurs concurrents a eu lieu en ligne en février 2021. Les plus prometteurs ont bénéficié d'un programme de jumelage avec des entreprises japonaises et d'une assistance technique de la part de ces entreprises.

## Développement d'infrastructures de qualité

pour les populations et l'environnement

5,06

millions de personnes

ont utilisé quotidiennement le métro de Delhi en moyenne en 2019<sup>1</sup>

390 km

Longueur totale du métro de Delhi en août 2021<sup>2</sup>

### Réduire les embouteillages grâce à un moyen de transport public populaire

Projet de système de transport en commun rapide de Delhi (métro de Delhi)

La JICA coopère de longue date au projet de système de transport en commun rapide de Delhi à travers des prêts d'APD. Le projet finance la construction du métro, un système de transport en commun rapide constitué de voies ferrées souterraines et aériennes à Delhi, la capitale de l'Inde. Des technologies et des produits développés par des entreprises japonaises ont été utilisés pour ce réseau qui couvre l'ensemble de la zone métropolitaine de Delhi. La JICA poursuivra sa coopération pour le métro de Delhi, où plusieurs initiatives novatrices ont vu le jour, notamment des voitures réservées aux femmes et des sièges prioritaires, et qui contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le métro de Delhi a considérablement changé la vie des habitants de la capitale en offrant des services de transport confortables et ponctuels. Il fait également bon usage de l'expertise institutionnelle japonaise, notamment au niveau du savoir-faire opérationnel et de certaines pratiques telles que les files d'attente pour accéder au métro.  
(Photo : Osamu Funao)

Source : Delhi Metro Rail Corporation Ltd. pour les chiffres sur le métro de Delhi

1. Total cumulé des utilisateurs de l'ensemble des lignes.

2. Près de 257 kilomètres ont été construits ou sont en cours de construction dans le cadre de projets de la JICA.

## Préserver le patrimoine culturel mondial

### Transférer les techniques de restauration avec respect et fierté

Projet de conservation conjointe du Grand Musée Égyptien et autres

Lorsqu'il sera achevé, le Grand Musée Égyptien (GEM) sera le plus grand musée du monde consacré à une seule civilisation. Parallèlement à sa coopération financière pour la construction du GEM, la JICA participe à la formation des conservateurs du patrimoine culturel historique par l'envoi d'experts japonais et des formations techniques au Japon depuis 2008. Par la suite, la JICA a lancé un projet lié où experts égyptiens et japonais ont travaillé ensemble à la conservation et à la restauration d'importants artefacts, notamment ceux découverts dans la tombe du roi Toutankhamon. En novembre 2020, l'équipe du projet a remporté le prix de la coopération internationale Yomiuri pour ces efforts de coopération.

Près de  
**2 250**  
personnes

ont participé à des projets liés au GME entre juin 2008 et mars 2021

Travaux de conservation au centre de conservation du GEM. L'analyse diagnostique non destructive par microscopie à imagerie numérique à haute résolution permet non seulement de comprendre l'état de conservation des artefacts, mais aussi de renouveler complètement la connaissance des trésors archéologiques.



## Continuer à faire ce que nous pouvons ici et maintenant

### Retour temporaire des volontaires de la JICA en raison de la pandémie

La pandémie mondiale de COVID-19 a contraint les volontaires de la JICA à rentrer au Japon en 2020. Ces volontaires ont continué à faire ce qu'ils pouvaient compte tenu de la situation pour les populations des pays partenaires et du Japon. Certains volontaires ont animé des cours à distance ou produit et partagé du matériel pédagogique vidéo pour leur pays d'affectation. D'autres ont lancé des activités pour les ressortissants non japonais résidant au Japon, accompagné des étudiants étrangers, organisé des consultations de santé maternelle et infantile, etc.

Un volontaire apiculteur initialement affecté au Mozambique. Tout en participant à des travaux agricoles au Japon, il envisage d'ouvrir un magasin qui servira de pont entre le Japon et le Mozambique. Il s'est également porté volontaire afin d'effectuer des travaux de restauration pour des agriculteurs touchés par des pluies torrentielles.

## Contributions sociales des volontaires rentrés temporairement

1 564

volontaires de la JICA

ont travaillé sur des problèmes liés au Japon pendant l'exercice 2020

963

volontaires de la JICA

ont travaillé pour leur pays d'affectation depuis le Japon pendant l'exercice 2020



Une volontaire en éducation physique initialement affectée aux Maldives. Elle a produit et partagé des vidéos sur la culture japonaise et la gymnastique pour son pays d'affectation. Elle a également participé à des travaux de récolte pour des exploitants en manque de personnel dans la préfecture de Nagano, au Japon.

## P. 4 La JICA en un clin d'œil

Cette partie présente les initiatives de la JICA pour lutter contre la COVID-19.



## P. 6 Initiatives emblématiques de l'exercice 2020

Cette partie présente quatre initiatives de la JICA, dont un projet de soutien aux entrepreneurs dans le contexte de la pandémie et un projet de préservation du patrimoine culturel mondial.

Pleins feux

## P. 16 Actions de la JICA

Cette partie explique l'orientation des activités de développement de la JICA pour l'exercice 2021 et introduit trois nouvelles initiatives conformes à cette orientation.



## P. 36 Réponse aux problèmes rencontrés par les pays en développement

La JICA a regroupé les problèmes rencontrés par les pays en développement en quatre catégories (4P : prospérité, population, paix et planète). Cette partie explique les enjeux, les stratégies des programmes et les résultats obtenus tout en présentant des cas concrets.

## P. 52 Partenariats pour renforcer l'efficacité du développement

Cette partie introduit la collaboration avec divers partenaires au Japon et à l'étranger, notamment des entreprises privées, des universités et des acteurs de la société civile, afin d'optimiser l'efficacité du développement.



## P. 68 Mesures de sécurité

Lors de la mise en œuvre de ses projets dans les pays en développement, la JICA accorde la priorité à la sécurité du personnel. Cette partie introduit les mesures prises pour garantir la sûreté et la sécurité.

Chiffres du rapport annuel 2021 de la JICA

1. Le présent rapport annuel résume les activités de la JICA au cours de l'exercice 2020 (du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021)

2. Les chiffres figurant dans le rapport sont ceux de l'exercice mentionné ci-dessus dans le cas de la JICA et de l'année civile 2020 (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020) dans le cas de l'APD. À noter que certains chiffres sont des données provisoires susceptibles d'évoluer en fonction du moment et de la méthode de calcul. Les montants suivis de l'abréviation USD sont exprimés en dollar des États-Unis au taux de change moyen annuel du Comité d'aide au développement (CAD) en 2020 : 1,00 USD = 106,7624 JPY.

# Table des matières

## Pages comportant des descriptions des réponses de la JICA à la COVID-19

2	Message du président
4	La JICA en un clin d'œil
6	Soutien aux entrepreneurs durant la pandémie
9	Contributions sociales des volontaires rentrés temporairement
18	Initiative de la JICA pour la santé et la médecine mondiales
48	Planète – Pour une reprise verte
50	Protection des travailleurs essentiels pour lutter contre la pandémie
63	Obligations JICA en tant qu'obligations sociales
68	Mesures de sécurité

## Données chiffrées 2021

Pour les statistiques sur les résultats des programmes, les états financiers et les conditions financières, voir le « Data Book 2021 ».  
<https://www.jica.go.jp/english/publications/reports/annual/index.html>

## Sites internet de la JICA et autres

Pour aller plus loin, veuillez consulter les sites internet de la JICA. La JICA publie également des rapports annuels d'évaluation pour informer sur les activités d'évaluation en cours ainsi que des synthèses des résultats d'évaluation.

### Site internet de la JICA

<https://www.jica.go.jp/french/index.html>



### Rapport annuel d'évaluation 2020 (en anglais)

[https://www.jica.go.jp/english/our\\_work/evaluation/reports/2020/index.html](https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/reports/2020/index.html)



Photo de couverture : Des écolières promeuvent le lavage des mains en formant un cœur avec leurs doigts dans la bande de Gaza, en Palestine. Le savon a été fourni dans le cadre du projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement des mathématiques et des sciences. (Photo : Saher Younis)

1	Profil
2	Message du président
4	La JICA en un clin d'œil
6	Initiatives emblématiques de l'exercice 2020

## À propos de la JICA : Aperçu des programmes et des stratégies

12	La JICA, un acteur clé de l'APD du Japon
14	Coopération de la JICA
14	4 <sup>e</sup> plan à moyen terme
16	Actions de la JICA
22	Aperçu des activités et des états financiers

## Activités et initiatives

26	Approches de la JICA
28	Aperçu par région
28	Asie du Sud-Est et Pacifique
30	Asie de l'Est et Asie centrale
31	Asie du Sud
32	Afrique
33	Maghreb Moyen-Orient et Europe
34	Amérique latine et Caraïbes
36	Réponse aux problèmes rencontrés par les pays en développement
36	PROSPÉRITÉ
40	POPULATION
44	PAIX
48	PLANÈTE
52	Partenariats pour renforcer l'efficacité du développement
52	Coopération avec le secteur privé
56	Collaboration avec la société civile
58	Partenariats avec les universités
60	Recherche
62	Secours d'urgence en cas de catastrophe
63	Obligations JICA en tant qu'obligations sociales

## Efforts en appui à la qualité des opérations

64	Transparence des opérations
65	Stratégie des ressources humaines
68	Mesures de sécurité
70	Gouvernance d'entreprise
74	Efforts de la JICA pour lutter contre le changement climatique

## Informations sur l'organisation

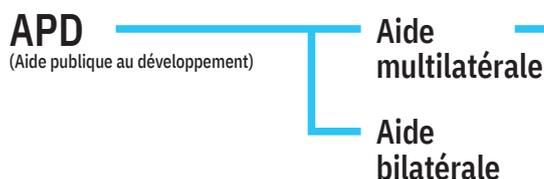
78	Organigramme / Hauts dirigeants et auditeurs
79	Budget
80	Bureaux
82	Organisation

# À propos de la JICA

Aperçu des programmes et  
des stratégies

## La JICA, un acteur clé de l'APD du Japon

Divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées déploient une coopération en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne l'aide technique et financière apportée par les gouvernements aux pays en développement dans le cadre de cette coopération. Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions octroyés aux organisations internationales.



La JICA, chargée de l'exécution de l'APD du Japon, est l'une des plus grandes agences d'aide bilatérale du monde. La JICA soutient le développement socio-économique des pays en développement en combinant avec souplesse différents instruments d'aide tels que la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements, et les dons\*. Elle opère dans près de 150 pays et régions dans le monde.

\*À l'exclusion des dons octroyés par le ministère des Affaires étrangères dans le cadre de son action diplomatique.

## Coopération technique

Une coopération d'individu à individu

La coopération technique soutient le développement des ressources humaines qui contribueront au progrès socio-économique dans les pays en développement et à l'établissement de systèmes administratifs en tirant parti des connaissances, des expériences et des technologies du Japon. Grâce à la formation au Japon de stagiaires de pays en développement et à l'envoi d'experts japonais à l'étranger, la JICA renforce les capacités des pays en développement à résoudre leurs problèmes.

## Coopération pour le financement et les investissements

Investir ou prêter des fonds à des conditions concessionnelles aux pays en développement

Les prêts d'APD sont octroyés à des conditions favorables (périodes de remboursement longues, faibles taux d'intérêt) pour des projets contribuant au développement des pays concernés. Ils sont affectés à la construction d'infrastructures et à d'autres projets et programmes nécessitant des fonds importants. Le financement des investissements du secteur privé fournit quant à lui un soutien financier aux activités du secteur privé dans les pays en développement.

## Dons\*

Développement des infrastructures de base et fourniture d'équipements

Les dons fournissent des fonds sans obligation de remboursement aux pays en développement à faible revenu pour soutenir la construction d'installations nécessaires au développement économique et social, telles que des écoles, des hôpitaux, des puits et des routes, ainsi que la fourniture d'équipements et d'autres matériels.

# JICA

## Participation des citoyens

Élargir la base de la coopération internationale

La JICA travaille en collaboration avec des ONG, des gouvernements locaux, des universités et d'autres organisations qui sont des acteurs de la coopération internationale. Dans le cadre de sa coopération basée sur la participation des citoyens, la JICA envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) dans différents pays. La JICA soutient par ailleurs l'éducation au développement, dans les écoles principalement, avec l'objectif d'améliorer la compréhension des défis à relever par les pays en développement.

## Secours d'urgence en cas de catastrophe

Faire face aux catastrophes naturelles et aux situations d'urgence

Lors de catastrophes de grande ampleur à l'étranger, la JICA envoie des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR) en réponse aux demandes des gouvernements des pays touchés ou des organisations internationales, selon la décision du gouvernement japonais. Ces équipes mènent des opérations de sauvetage, fournissent des soins médicaux aux personnes blessées et malades ainsi que du matériel de secours d'urgence et participent au rétablissement après la catastrophe.

## Recherche

Co-crédation de connaissances pratiques pour la paix et le développement

La JICA travaille avec divers partenaires pour atteindre la paix mondiale et le développement et mène des recherches de qualité qui auront un impact sur les politiques en intégrant une perspective de terrain. Elle réintègre ces résultats de recherche dans ses opérations afin de réaliser la *sécurité humaine*.

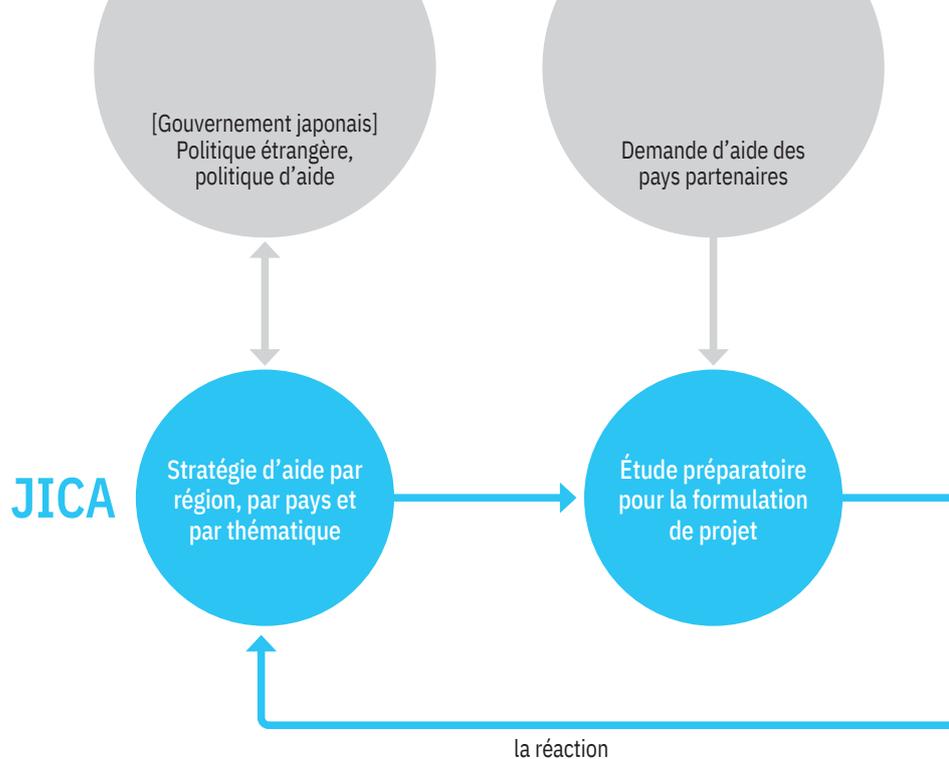
## Partenariats public-privé

Soutenir le développement économique et social à travers les activités des entreprises privées

En soutenant la diffusion des technologies et des produits d'excellence des entreprises privées japonaises et leur participation aux projets, la JICA contribue à relever les défis sociaux et économiques posés aux pays en développement. Cette aide est déployée à travers différents dispositifs tels que le financement des investissements du secteur privé et les programmes de soutien aux activités des PME à l'étranger.

## Coopération de la JICA

La JICA met en œuvre une coopération efficace et efficiente dans le cadre de la politique d'aide du gouvernement japonais, fondée sur une perspective globale et impartiale qui s'étend au-delà des instruments d'aide tels que la coopération technique, la coopération pour le financement et les investissements et les dons. En particulier, la JICA procède rapidement à la formulation et à la mise en œuvre des projets en réalisant des enquêtes préparatoires pour étudier le contenu de la coopération sur les sites des projets avant de traiter les demandes d'aide des pays partenaires.



## 4<sup>e</sup> plan à moyen terme (Exercices 2017-2021)

Comme le prévoit la loi, la JICA mène ses opérations selon des plans à moyen terme établissant des cycles quinquennaux. Pour le 4<sup>e</sup> plan à moyen terme commencé avec l'exercice 2017, la JICA a défini de grandes lignes s'inspirant de la Charte de la coopération au développement et des cadres internationaux tels que les objectifs de développement durable (ODD), portant sur des problématiques de développement telles que les infrastructures et la croissance économique, le développement centré sur l'être humain, les valeurs universelles et la consolidation de la paix, et les enjeux mondiaux, parallèlement aux questions prioritaires régionales, aux partenariats avec divers acteurs et aux contributions aux discussions internationales. La JICA établit également des mesures détaillées pour renforcer ses fondations organisationnelles et opérationnelles, la sécurité et les contrôles internes dans le cadre de ce plan.

Grâce aux efforts déployés pour réaliser ces plans, la JICA continuera de jouer le rôle attendu tant au Japon qu'à l'étranger.

## Résumé du 4<sup>e</sup> plan à moyen terme

### Politiques et initiatives importantes du gouvernement japonais

Charte de la coopération au développement  
Politiques connexes  
Engagements du gouvernement

### Cadre de référence international pour la coopération au développement

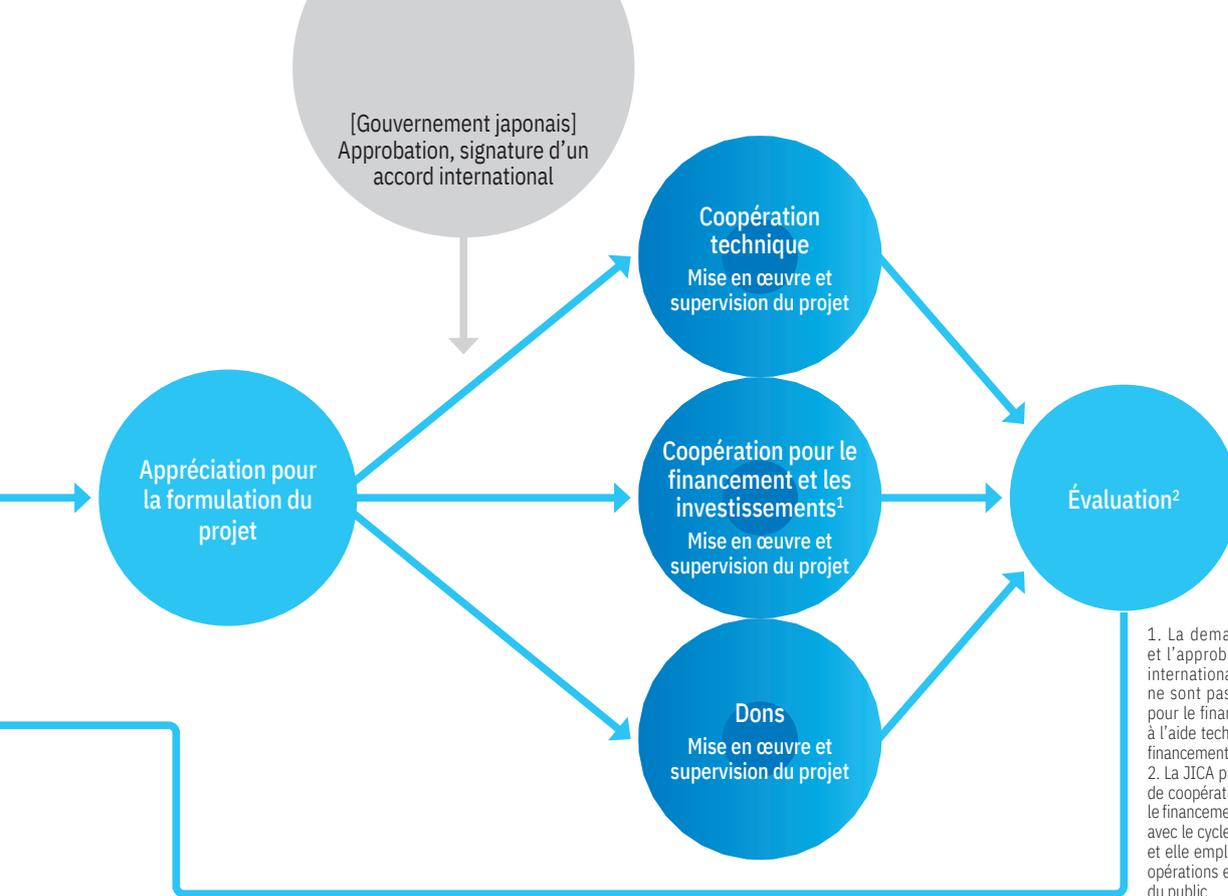
Objectifs de développement durable (ODD)  
Accord de Paris (changement climatique)

### Objectifs phares

- (1) Renforcer les capacités des individus appelés à devenir des acteurs clés du développement de leur pays
- (2) Intensifier les partenariats entre les parties prenantes japonaises de la coopération au développement et de la revitalisation régionale
- (3) Promouvoir les engagements internationaux et jouer un rôle de premier plan au sein de la communauté internationale
- (4) Renforcer les mesures de sécurité

### Approches prioritaires

- (1) Promouvoir une coopération au développement instaurant une relation de confiance réciproque par la mise en relief de l'appropriation et du partenariat
- (2) Promouvoir des approches centrées sur l'être humain selon le concept de *sécurité humaine*
- (3) Renforcer les mesures stratégiques et améliorer la qualité des opérations de la JICA
- (4) Diffuser des informations claires et cohérentes



1. La demande d'aide du pays partenaire et l'approbation et la signature de l'accord international par le gouvernement du Japon ne sont pas des prérequis à la coopération pour le financement et les investissements et à l'aide technique dans le cadre du compte de financement et d'investissement.  
 2. La JICA procède à l'évaluation de ses projets de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements et de dons avec le cycle PFVA (planifier, faire, vérifier, agir) et elle emploie ce système pour améliorer ses opérations et répondre de ses activités auprès du public.

### Initiatives concrètes

#### Efforts sur les enjeux prioritaires

- (1) Soutenir les fondements et les moteurs de la croissance économique
- (2) Promouvoir un développement centré sur l'être humain pour répondre aux besoins fondamentaux des individus
- (3) Partager des valeurs universelles et réaliser une société pacifique et sûre
- (4) Construire une communauté internationale durable et résiliente en relevant les défis mondiaux

#### Renforcer les partenariats japonais

#### Questions prioritaires régionales

#### Renforcer les bases nécessaires à la mise en œuvre

(Relations publiques, recherche, évaluations des projets, etc.)

#### Renforcer les mesures de sécurité

#### Autres questions importantes de gestion opérationnelle

(Promotion d'une coopération au développement efficace et efficiente ; contribution proactive aux discussions internationales et renforcement des partenariats avec les organisations internationales, les donateurs bilatéraux et autres ; et renforcement des contrôles internes)

### Répondre aux problèmes de développement et aux enjeux mondiaux et contribuer aux intérêts nationaux au Japon par la coopération au développement

Réaliser la paix, la sécurité et la prospérité ainsi qu'un environnement international doté d'une stabilité, d'une transparence et d'une prévisibilité élevées

Contribuer à renforcer la confiance de la communauté internationale envers le Japon, à intensifier les relations entre les régions en développement et le Japon, et à définir les règles et les normes de la communauté internationale

Contribuer à la dynamisation de l'économie et de la société japonaises en renforçant les liens entre les régions en développement et le Japon

# Actions de la JICA

La JICA est résolument engagée dans une nouvelle étape de coopération internationale pour répondre aux besoins de l'ère de la COVID-19 et au-delà. Saisissant cette opportunité, la JICA établira de nouvelles procédures opérationnelles et opérations internes impliquant la promotion de la transformation numérique dans toute l'organisation.

## Réponse à la COVID-19 et réalisation de la *sécurité humaine*

## Approches de la JICA pour l'exercice 2021

Étant donné le fort impact exercé par la pandémie sur de nombreux pays, la JICA poursuivra son initiative pour la santé et la médecine mondiales, parallèlement aux mesures de relance économique [→ voir l'Action 2 de la JICA, page 18]. La JICA accélérera ses activités de coopération visant à améliorer la situation des plus vulnérables dans des secteurs tels que l'eau et l'assainissement ainsi que l'alimentation et la nutrition, afin de créer une société où chacun peut vivre dans la dignité.

## Promouvoir un Indo-Pacifique libre et ouvert

Afin de concrétiser la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert promue par le gouvernement japonais, la JICA mènera des activités visant à répondre aux diverses menaces auxquelles la région est confrontée. Dans le cadre de cette vision, la JICA renforcera la confiance entre les parties prenantes à travers le partage de valeurs universelles, notamment en mettant l'accent sur ses relations avec l'ANASE.

## Renforcer la coexistence multiculturelle et la revitalisation économique régionale au Japon

Dans un contexte où le gouvernement japonais accueille des ressources humaines étrangères et promeut une société inclusive, la JICA redoublera ses efforts visant à soutenir la coexistence multiculturelle et la revitalisation économique régionale du Japon afin de rendre le pays plus attractif pour les étrangers [→ voir l'Action 1 de la JICA, page 17]. La JICA va tirer le meilleur parti de son capital humain, notamment de ses anciens volontaires et des réseaux nationaux et internationaux qu'elle a développés au fil des ans.

## Mettre à jour les opérations pour répondre aux besoins du 21<sup>e</sup> siècle

Afin de répondre aux besoins en constante évolution des pays en développement à l'ère de la COVID-19 et après, la JICA va rationaliser ses opérations et maximiser leur impact en encourageant la transformation numérique, en développant les collaborations externes pour mobiliser des fonds supplémentaires et en facilitant le financement des investissements du secteur privé. La JICA va également renforcer ses efforts pour lutter contre le changement climatique afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 [→ voir l'Action 3 de la JICA, page 20].

### Faire du Japon une destination privilégiée pour les travailleurs étrangers

Dans un contexte d'intensification de la concurrence mondiale pour les ressources humaines, le Japon a pour objectif de devenir « une destination sûre et appréciée des travailleurs du monde entier ». En tant qu'organisation disposant de nombreux bureaux au Japon et dans le monde et ayant établi des relations de confiance avec les pays en développement, la JICA peut jouer un rôle unique à cet égard. La JICA soutiendra les travailleurs étrangers avant leur arrivée au Japon, pendant leur séjour au Japon et après leur retour.

Le nombre de travailleurs étrangers au Japon est passé de 0,49 million en 2008 à 1,72 million à la fin du mois d'octobre 2020. Dans ce contexte, plusieurs problèmes tels que le travail forcé, la discrimination et le harcèlement à l'encontre des travailleurs étrangers ont été mis au jour.

Conformément aux ODD et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, la communauté internationale s'est engagée à protéger les droits des travailleurs étrangers et à améliorer leur environnement de travail et de vie. En tant que pays confronté à une pénurie chronique de travailleurs en raison de la baisse du taux de natalité et du vieillissement de la population, le Japon est particulièrement attaché à cet engagement.

#### Lancement de JP-MIRAI

En novembre 2020, la JICA a établi la plateforme japonaise pour les travailleurs migrants vers une société responsable et inclusive (JP-MIRAI) avec divers acteurs publics et privés, notamment des entreprises privées, des associations industrielles, des organisations commerciales, des organisations de la société civile, des syndicats, des avocats et des collectivités locales. La JICA et l'Alliance mondiale pour une chaîne d'approvisionnement durable

(ASSC pour Global Alliance for Sustainable Supply Chain) assurent ensemble le secrétariat de la plateforme. JP-MIRAI a pour ambition de renforcer la communication avec les travailleurs étrangers et de résoudre divers problèmes les concernant. Elle diffuse également des informations, notamment auprès de parties prenantes nationales et internationales. À travers ces efforts, JP-MIRAI entend créer un environnement où les travailleurs étrangers peuvent travailler et vivre en paix au Japon, et par extension, atteindre une croissance économique inclusive et créer une société durable dans le pays.

#### Aide avant l'arrivée, pendant le séjour au Japon et après le retour au pays

Parallèlement à ses activités pour JP-MIRAI, la JICA propose d'autres types d'aide aux ressources humaines étrangères pendant leur séjour au Japon. Elle contribue notamment à la création d'un environnement accueillant pour ces personnes ainsi qu'à la promotion de la coexistence multiculturelle dans les communautés locales. Pour fournir cette aide, la JICA s'appuie sur ses anciens volontaires et travaille notamment avec les gouvernements locaux et les organisations à but non lucratif. Le soutien de la JICA aux ressources humaines étrangères s'étend à la période précédant leur arrivée au Japon. Cela comprend une formation technique visant à leur permettre de trouver un emploi au Japon, des cours de langue et de civilisation japonaises ainsi que des séminaires sur la culture des affaires. Par ailleurs, la JICA veille au renforcement des capacités institutionnelles des organismes liés dans les pays d'origine des travailleurs étrangers. Concernant l'aide après le retour au pays, la JICA déploie une coopération pour que les technologies acquises par les ressources humaines étrangères au Japon prennent racine dans leurs communautés d'origine. La JICA cherche ainsi à encourager les travailleurs étrangers à mettre leurs expériences au Japon au service du développement et de l'avancement de leur pays.

#### Activités de la JICA en appui à l'accueil des ressources humaines étrangères



Note : Ici, le terme « flux bilatéraux de RH » fait référence au processus à travers lequel les ressources humaines qui ont acquis des expériences et des compétences dans un autre pays retournent chez elles pour mettre ces expériences et compétences au service du développement de leur pays. Ces personnes sont appelées « RH bilatérales de retour ».



La conférence inaugurale de JP-MIRAI a accueilli de nombreux participants. En août 2021, JP-MIRAI comptait plus de 300 membres (entreprises, autres organisations et individus).

### Créer des sociétés résilientes aux infections capables de protéger les vies humaines

La COVID-19 n'est pas seulement une menace pour la vie et la santé des personnes partout dans le monde, elle fait également peser un risque sur la *sécurité humaine* dans la mesure où elle bouleverse les sociétés et leurs économies.

Dans ce contexte, la JICA a décidé de renforcer son initiative pour la santé et la médecine mondiales qui vise à protéger les populations face aux crises sanitaires.

La pandémie de COVID-19 s'est rapidement propagée sur toute la planète. Ce n'est pas la première fois que l'humanité est exposée à la menace d'une maladie infectieuse. Cent ans avant la COVID-19, la grippe espagnole a décimé des millions de personnes à travers le monde. Plus récemment, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) ont été à la source d'épidémies inquiétantes. Pourtant, la propagation de la COVID-19 a atteint une ampleur sans précédent et constitue un événement historique qui continue de dévaster la vie et la santé des populations tout en perturbant les sociétés et leurs économies.

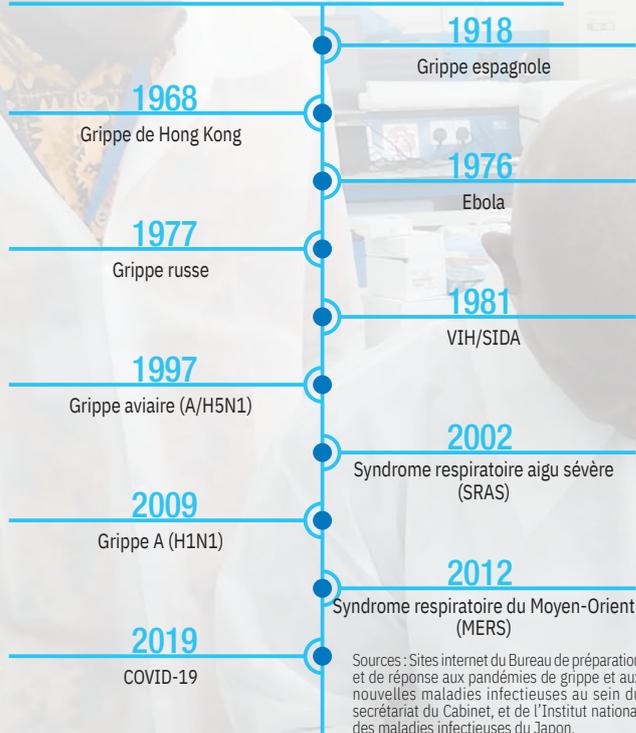
#### Lancement de l'initiative de la JICA pour la santé et la médecine mondiales

La vulnérabilité des systèmes de santé et la lenteur des campagnes de vaccination dans les pays en développement risquent de prolonger l'impact de la COVID-19 et d'entraîner une aggravation de la pauvreté et des disparités économiques.

À ce jour, la JICA a assuré une coopération auprès de 150 pays pour réaliser la *sécurité humaine*. Pour aider à protéger la vie des individus dans un contexte de pandémie mondiale, la JICA a lancé en juillet 2020 l'initiative pour la santé et la médecine mondiales en se basant sur les relations de confiance qu'elle a établies avec les pays partenaires au fil des ans.

Conçue pour soutenir la *sécurité humaine* et la couverture santé universelle (CSU)\*, cette initiative vise à renforcer les systèmes de

#### Principales épidémies de maladies infectieuses depuis le 20<sup>e</sup> siècle



#### Soutien aux soins intensifs à distance via la transformation numérique (DX)

En juillet 2021, la JICA a lancé un projet destiné à fournir une formation et des conseils techniques sur la médecine des soins intensifs à des pays étrangers, notamment d'Asie et d'Amérique latine. Ces conseils techniques sont fournis par le biais d'un système de communication qui met en contact des médecins et des infirmiers japonais spécialisés dans les soins intensifs et des médecins et des infirmiers prodiguant des soins intensifs à des patients atteints de la COVID-19 dans ces pays. Le projet prévoit également la fourniture d'installations médicales, d'équipements et de matériels pour des unités de soins intensifs (USI) temporaires.

Étant donné l'explosion du nombre de patients ayant besoin d'unités de soins intensifs dans le contexte de la pandémie, la JICA travaille au renforcement de la capacité de réponse des médecins et des infirmiers qui traitent les patients gravement malades et au développement d'unités de soins intensifs pour isoler les personnes infectées des autres patients. L'objectif est d'aider les pays partenaires à mieux faire face à la pandémie et à renforcer leurs systèmes de santé.

#### Du Kenya à l'Afrique de l'Est : Établir et renforcer les cadres pour le dépistage et la recherche sur les maladies infectieuses

L'Institut de recherche médicale du Kenya (KEMRI pour Kenya Medical Research Institute) est un centre d'excellence de la recherche sur la santé humaine en Afrique. Cela fait quatre décennies que la JICA est un partenaire clé du KEMRI – depuis sa fondation en 1979.

Le KEMRI est l'un des principaux centres proposant des tests PCR pour la COVID-19 au Kenya. À un moment donné, il effectuait près de la moitié des tests du pays. En outre, le KEMRI est chargé d'évaluer la performance des kits de test fournis par les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC pour Africa Centres for Disease Control and Prevention), une agence spécialisée de l'Union africaine. Le KEMRI a également joué un rôle de premier plan dans la session de formation organisée conjointement par six pays voisins d'Afrique de l'Est et la JICA pour renforcer les capacités de test des maladies infectieuses.

La JICA a fourni au KEMRI, acteur clé du dépistage en Afrique, des kits de test PCR et une formation pour les techniciens de laboratoire chargés de la COVID-19 et d'autres maladies infectieuses.

En outre, en 2020, la JICA a accordé au Kenya des prêts à hauteur de 8 milliards JPY en appui à la politique de santé pour atteindre la CSU. La coopération de la JICA contribue également à la prévention de la propagation des maladies infectieuses au Kenya, notamment (1) en formant des étudiants kenyans au Japon à la lutte contre les maladies infectieuses ; (2) en soutenant le ministère de la Santé par l'intermédiaire d'experts de la JICA ; et (3) en fournissant aux hôpitaux en première ligne des appareils d'imagerie à ultrasons et à rayons X de fabrication japonaise permettant aux médecins d'examiner les patients sans les transporter.

santé des pays partenaires en mettant l'accent sur trois piliers : *la prévention, la précaution et le traitement.*

### Trois piliers pour « rester attentif à la santé de tous »

#### 1. Prévention des maladies infectieuses

De concert avec COVAX – un cadre international pour l'achat collectif de vaccins, la JICA assure une coopération pour l'accès aux vaccins contre la COVID-19 auprès des pays et régions en développement. La JICA coopère également au développement et à la mise à niveau des systèmes de prestation de services de santé et de sécurité médicale en vue d'atteindre la CSU. En outre, la JICA s'efforce d'intégrer la lutte contre les maladies infectieuses dans ses activités de développement dans des secteurs autres que la santé, notamment l'eau et l'assainissement, la planification urbaine, l'éducation, la nutrition et d'autres services sociaux.

#### 2. Renforcement de la recherche et des systèmes d'alerte pour les maladies infectieuses

La JICA utilise le réseau de laboratoires spécialisés dans les maladies infectieuses qu'elle a construits lors de ses activités de coopération pour prévenir la propagation de la COVID-19 et préparer les futures crises sanitaires. La JICA travaille notamment à la construction, l'extension et l'amélioration de ces laboratoires ainsi qu'à la formation des professionnels concernés. Elle soutient également le développement de systèmes de dépistage de la COVID-19 dans le but de faciliter la détection précoce des personnes infectées et l'identification des cas contacts, ainsi que pour renforcer les contrôles aux frontières.



#### 3. Amélioration des systèmes de traitement

La JICA utilise le réseau qu'elle a développé avec les hôpitaux de référence dans ses activités de coopération visant à mettre en place des systèmes de santé de qualité permettant à chacun de recevoir un traitement sûr et fiable. Elle œuvre au renforcement des systèmes de prestation de services de santé par la construction, l'expansion ou l'amélioration d'une centaine de centres hospitaliers ainsi que par la formation de professionnels de santé. En outre, la JICA soutient la gestion des cas (diagnostic, traitement et soins) afin d'éviter que les patients atteints de la COVID-19 ne décèdent ou tombent dans un état grave. Elle aide également les unités de soins intensifs grâce aux technologies de télésanté.

\* La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

### Coopération complète pour le Vietnam, un pays qui a prouvé son efficacité dans la lutte contre la pandémie

La JICA offre une coopération complète en appui à la réponse du Vietnam à la COVID-19 afin que le pays puisse mettre en œuvre plus efficacement ses mesures de prévention, de précaution et de traitement, les trois piliers de l'initiative de la JICA pour la santé et la médecine mondiales.

Depuis de nombreuses années, la JICA soutient 24 hôpitaux – dont trois hôpitaux de référence, à savoir l'hôpital Bach Mai, l'hôpital Hue Central et l'hôpital Cho Ray – ainsi que l'Institut national d'hygiène et d'épidémiologie du Vietnam (NIHE pour National Institute of Hygiene and Epidemiology) en tant qu'organisme de premier plan pour l'étude et le dépistage des maladies infectieuses. Ce soutien a permis de jeter les bases du système de santé national et de former des professionnels de santé.

Parallèlement à cette coopération, dans le cadre des activités de prévention, la JICA a travaillé avec une entreprise pharmaceutique privée japonaise pour transférer la technologie

japonaise de fabrication d'un vaccin combiné contre la rougeole et la rubéole au Centre de recherche et de production de vaccins et de produits biologiques (POLYVAC), à partir de 2003. Sur la base de cette technologie et de l'expérience associée à son utilisation, POLYVAC développe actuellement un vaccin vietnamien contre la COVID-19.

Dans le cadre des activités de précaution, le NIHE a commencé à développer un système de test PCR à l'échelle nationale et à élaborer des lignes directrices pour le dépistage.

Dans le cadre des activités de traitement, les trois hôpitaux de référence acceptent et examinent des patients atteints de la COVID-19, accumulant ainsi une expérience et une expertise solides en matière de lutte contre les infections nosocomiales et sur d'autres aspects. Ils envoient leurs médecins et infirmiers dans les hôpitaux régionaux pour partager cette expérience et cette expertise. Il convient d'ajouter que la fourniture d'urgence par la JICA d'équipements et de matériels



Des techniciens vietnamiens produisent des doses de vaccin contre la rougeole à POLYVAC.

nécessaires au diagnostic et au traitement de la COVID-19 – y compris de réactifs de diagnostic et de machines pour l'oxygénation par membrane extracorporelle (ECMO) – a également contribué à la maîtrise de la pandémie et au renforcement des capacités de gestion des cas graves.

### S'attaquer au défi climatique mondial

Le changement climatique exerce une menace directe sur la stabilité et la prospérité, ainsi que sur la *sécurité humaine* dans tous les pays du monde.

En tant que partenaire des pays en développement, la JICA coopère sur les problèmes liés au changement climatique spécifiques à chaque pays tout en visant la *sécurité humaine* et une *croissance de qualité*.

Le changement climatique devrait intensifier la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes – tels que les canicules, les sécheresses, les pluies torrentielles, les ondes de tempête et la montée du niveau de la mer – minant ainsi les fondements du bien-être humain, y compris les écosystèmes naturels et les activités sociales et économiques. Il s'agit d'une urgence qui menace la *sécurité humaine* et la *croissance de qualité*. La lutte contre ce phénomène est un défi mondial qui doit être relevé par la communauté internationale dans son ensemble.

En décembre 2015, la 21<sup>e</sup> session de la Conférence des parties (COP21) à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques a eu lieu dans la capitale française pour adopter l'accord de Paris, un nouveau cadre international pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et éviter ou atténuer les impacts négatifs du changement climatique. Avec cet accord, les pays développés et les pays en développement ont franchi une nouvelle étape dans la lutte contre le changement climatique.

#### Vers une société zéro carbone et résiliente au changement climatique

En tant que partenaire des pays en développement, la JICA soutient la transition vers une société zéro carbone et résiliente au changement climatique. Profondément attachée aux principes du développement durable, la JICA contribue à la réalisation des objectifs de l'accord de Paris, du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)<sup>1</sup> et des ODD. Elle accorde une attention particulière à « la mise en œuvre de l'accord de Paris » ainsi qu'à « l'approche des co-bénéfices climatiques » qui vise à aider les pays en développement à

poursuivre le développement de leur économie et de leur société tout en s'attaquant au changement climatique.

#### Soutenir la mise en œuvre de l'accord de Paris

La JICA renforce la capacité individuelle et institutionnelle des gouvernements centraux et locaux à développer, réviser, mettre en œuvre et surveiller les plans d'action climatique tels que les contributions déterminées au niveau national pour réduire les émissions de GES et les stratégies de développement à long terme à faibles émissions de gaz à effet de serre, conformément à l'accord de Paris. La JICA prend en compte le contexte et les progrès de chaque pays pour relever ce défi mondial.

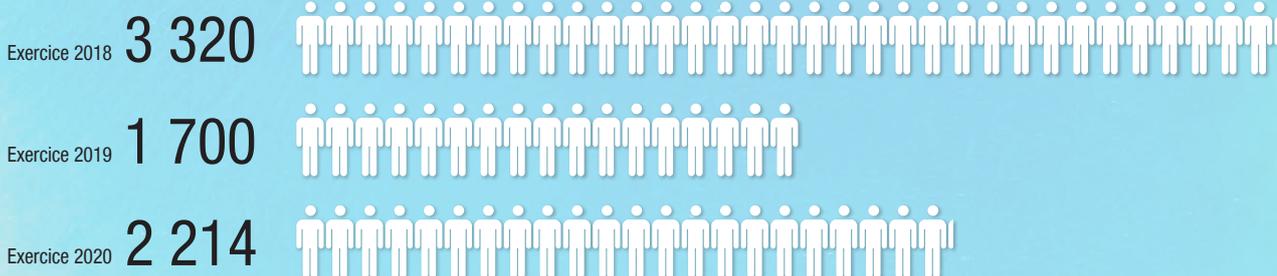


Mongolie : La JICA a cofinancé le parc éolien de Tsetsii, un projet privé, avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dans le cadre de son programme de financement des investissements du secteur privé. Il s'agit du deuxième projet consacré aux énergies renouvelables dans le pays.

Montant total du financement climatique de la JICA durant l'année civile 2020



#### Développement de ressources humaines pour le climat (nombre de personnes formées par la JICA)



## Les trois impératifs de l'action climatique de la JICA

Renforcer l'action climatique au niveau de la structure et de la gestion organisationnelles de la JICA

Promouvoir la diffusion de l'information

Mobiliser divers fonds

### Renforcer l'approche des co-bénéfices climatiques

La JICA promeut l'approche des co-bénéfices qui vise à résoudre les problèmes de développement (bénéfices de développement) tout en contribuant à l'action climatique (bénéfices climatiques). La JICA cherche à intensifier les actions climatiques dans un certain nombre de secteurs, notamment l'énergie, le développement urbain, les transports, la réduction des risques de catastrophe (RRC), les ressources en eau, la protection des forêts et de la nature, et l'agriculture.

### Gouvernance, finance et transparence

Pour faire face au changement climatique, la JICA accorde une attention particulière à trois aspects détaillés ci-dessous :

#### 1. Renforcer l'action climatique au niveau de la structure et de la gestion organisationnelles

La JICA fixe des mesures de lutte contre le changement climatique avec des cibles clairement définies dans ses objectifs à moyen terme, son plan à moyen terme et son plan annuel, et elle renforce le suivi de leurs progrès et de leurs performances. La JICA utilise des moyens tels que son outil d'évaluation de l'impact du financement climatique (JICA Climate-FIT) [ → voir page 76 ] dans la phase de planification des projets pour y intégrer des composantes d'atténuation et d'adaptation, en particulier dans les secteurs tels que l'énergie, les transports, le développement urbain, l'agriculture, la RRC et la protection des forêts.

#### 2. Mobiliser diverses ressources

Dans le cadre de son engagement visant à promouvoir le développement durable dans les pays en développement, la JICA cherche à renforcer son impact sur le développement en mobilisant divers fonds climatiques en plus de l'APD conventionnelle. Par exemple, la JICA tire parti de fonds externes tels que le Fonds vert pour le climat<sup>2</sup> et encourage la formulation de projets en partenariat avec le secteur privé.

## Le Fonds vert pour le climat approuve son premier projet proposé par la JICA



Des habitants reçoivent une formation sur la production de plants.

En mars 2021, le Fonds vert pour le climat a approuvé son premier projet JICA intitulé « Gestion communautaire du paysage pour une meilleure résilience climatique et une réduction de la déforestation dans les bassins versants critiques du Timor-Est ».

Le pays est de plus en plus confronté à la dégradation des forêts ainsi qu'aux inondations et aux sécheresses dues au changement climatique, ce qui exerce une menace croissante sur la vie des résidents locaux. Ce projet doit améliorer les moyens de subsistance des membres de 74 communautés dans quatre bassins versants (environ 48 000 personnes) en diminuant les émissions de GES par la réduction de la déforestation et le reboisement, ainsi que par l'introduction d'une agriculture durable qui s'adapte aux impacts du changement climatique. À cette fin, la JICA s'appuie sur les relations de confiance, les réseaux et le savoir-faire qu'elle a développés dans le cadre de ses activités de coopération passées.

#### 3. Promouvoir la diffusion d'informations liées au changement climatique

Pour les parties prenantes nationales et internationales, la JICA diffuse des informations sur ses responsabilités en matière de promotion de la durabilité et de contribution à l'action climatique. Par exemple, la JICA partage publiquement des informations telles que le montant du financement climatique et la réduction des émissions de GES par le biais de ses projets d'atténuation dans son rapport sur la durabilité.

1. Le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 est un ensemble de lignes directrices internationales en matière de RRC adoptées lors de la troisième conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue en mars 2015 à Sendai, au Japon.

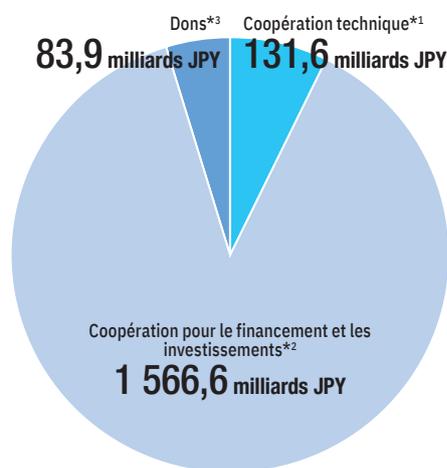
2. Le Fonds vert pour le climat (GCF pour Green Climate Fund) est l'entité opérationnelle du mécanisme financier de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Créé en 2010, le GCF soutient la réduction des émissions de GES (atténuation) et la gestion des impacts du changement climatique (adaptation) dans les pays en développement.

# Aperçu des activités et des états financiers

## Situation générale

Parmi les activités de la JICA durant l'exercice 2020 (figures 1 et 2), la coopération technique s'élève à 131,6 milliards JPY et affiche un recul de 24,8 % par rapport à l'exercice précédent ; les dons représentent 83,9 milliards JPY répartis entre 155 projets (montant des accords de dons) ; la coopération pour le financement et les investissements atteint 1 493,2 milliards JPY de prêts d'APD pour 43 projets (sur la base des engagements) et 73,4 milliards JPY de financement des investissements du secteur privé pour 10 organisations.

Figure 1 Montant des opérations durant l'exercice 2020



Note : Taux de change moyen annuel pour les membres du CAD en 2020 : 1,00 USD = 106,8 JPY

\*1 Les dépenses de coopération technique comprennent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, hors frais administratifs.

\*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

\*3 Le montant est calculé sur la base du budget de l'exercice 2020 ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A pour Grant Agreement) conclus durant ce même exercice.

Figure 2 Répartition des opérations durant l'exercice 2020 (Unité : milliards JPY)

	Ex. 2020	Ex. 2019
<b>Coopération technique *1</b>	<b>131,6</b>	<b>175,1</b>
Formation de participants étrangers	8,5	17,0
Envoi d'experts	43,1	57,2
Envoi de missions d'étude	24,7	36,3
Fourniture d'équipements	0,6	1,5
Envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger	3,8	8,2
Envoi d'autres volontaires	0,8	1,8
Autres	50,1	53,1
<b>Coopération pour le financement et les investissements *2</b>	<b>1 566,6</b>	<b>1 523,2</b>
<b>Dons *3</b>	<b>83,9</b>	<b>85,6</b>

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

\*1 Les dépenses de coopération technique incluent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, hors frais administratifs.

\*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

\*3 Le montant est calculé sur la base du budget ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A pour Grant Agreement) conclus durant chaque exercice.

## Aperçu des tendances des dix dernières années

Les figures 3 à 5 montrent l'évolution des programmes de coopération technique, de coopération pour le financement et les investissements, et de dons de la JICA sur les 10 dernières années.

Les montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements ont augmenté de 2,8 % par rapport à l'exercice précédent et atteint 1 566,6 milliards JPY durant l'exercice 2020. Les dons enregistrent un recul de 2,0 %, totalisant 83,9 milliards JPY en 2020.

Figure 3 Dépenses de coopération technique des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)

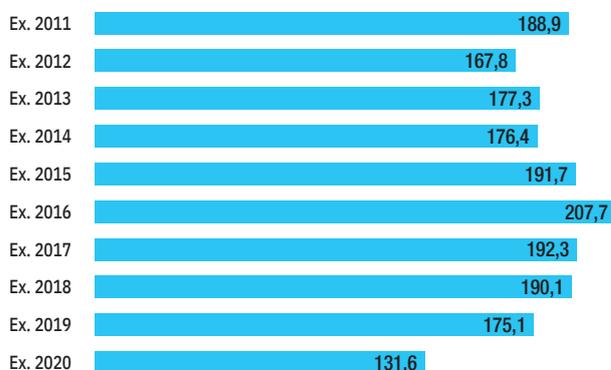
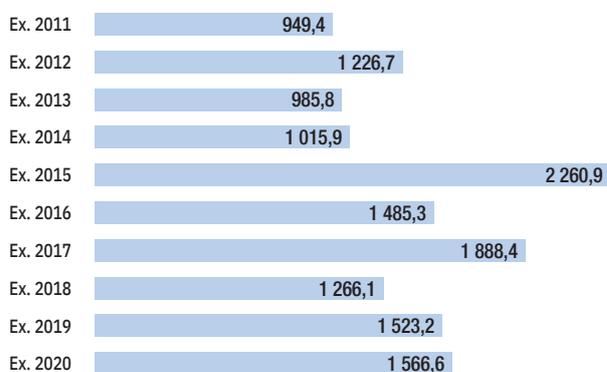
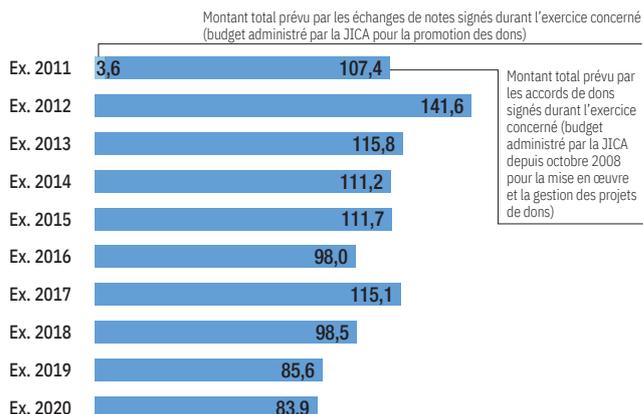


Figure 4 Montant des engagements de coopération pour le financement et les investissements des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)



Note : Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.

Figure 5 Montant des dons des 10 derniers exercices (Unité : milliards JPY)



## Aide par région

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant, entre l'Asie (32,1 %), l'Afrique (17,3 %), et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine (5,6 %).

Concernant les nouveaux montants engagés au titre de la coopération pour le financement et les investissements, l'Asie totalise 83,0 %, le Maghreb Moyen-Orient 4,4 % et l'Afrique 2,9 %. Depuis l'exercice 2019, la part de l'Asie reste considérablement élevée.

S'agissant des dons, l'Asie représente 46,4 %, l'Afrique 44,9 % et la région Pacifique 3,4 %. L'Asie et l'Afrique continuent d'absorber la plus large part des dons, comme pour l'exercice 2019.

« Autres » représente les engagements et les décaissements en faveur des institutions internationales et pour les projets multi-pays ou multi-régions.

## Aide par secteur

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : travaux et services publics 19,7 %, ressources humaines 10,3 %, agriculture, forêts et pêche 9,7 %.

La coopération pour le financement et les investissements s'est principalement concentrée sur le secteur des transports (45,6 %). Viennent ensuite les prêts-programmes (39,3 %) et les services sociaux (8,4 %).

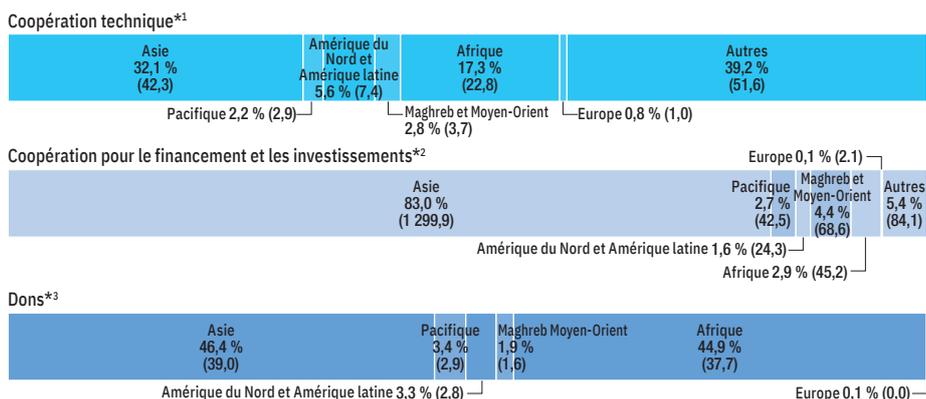
En ce qui concerne les dons, la part la plus importante revient aux travaux et services publics (48,0 %), suivis de la santé et des soins médicaux (21,1 %) et des ressources humaines (15,7 %).

## Évolution des effectifs par type de coopération technique

Pour l'exercice 2020, les nouveaux effectifs des programmes de coopération technique de la JICA se répartissent comme suit : 5 290 participants à des formations techniques, 553 experts, 238 membres de missions d'étude, 10 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 10 autres volontaires. Au 31 mars 2021, la JICA a assuré au total la formation technique de 654 304 participants et envoyé à l'étranger 197 342 experts, 303 950 membres de missions d'étude, 46 181 JOCV et 7 955 autres volontaires\*.

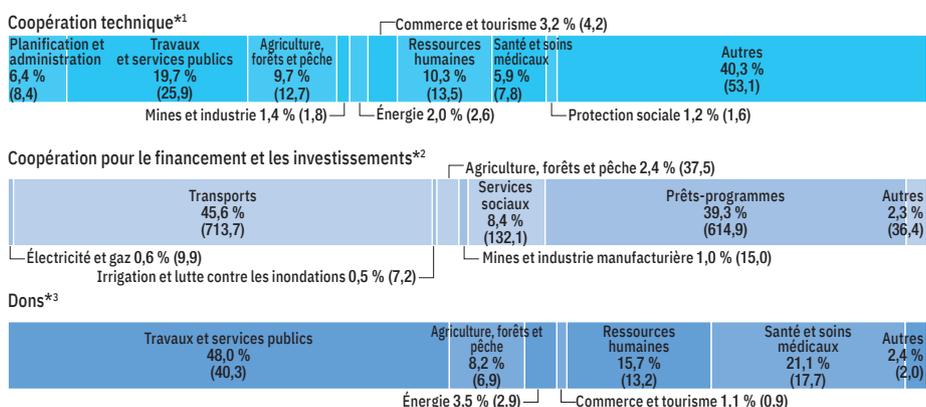
La figure 8 montre l'évolution des effectifs par type de coopération technique depuis l'exercice 2011.

**Figure 6** Ventilation régionale de l'aide durant l'exercice 2020 (Unité : %, milliards JPY)



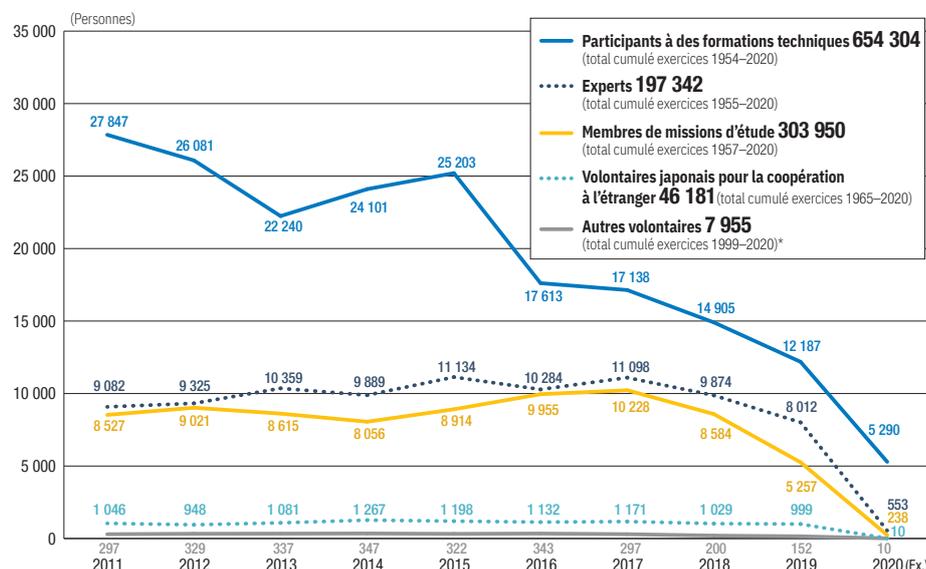
Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.  
 \*1 Les dépenses de coopération technique incluent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, hors frais administratifs.  
 \*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.  
 \*3 Le montant est calculé sur la base du budget de l'exercice 2020 ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A pour Grant Agreement) conclus durant ce même exercice.

**Figure 7** Ventilation sectorielle de l'aide durant l'exercice 2020 (Unité : %, milliards JPY)



Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.  
 \*1 Les dépenses de coopération technique incluent les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du budget du compte de financement et d'investissement, hors frais administratifs.  
 \*2 Montant total des engagements de prêts d'APD et de financement des investissements du secteur privé.  
 \*3 Le montant est calculé sur la base du budget de l'exercice 2020 ; il ne correspond pas au montant total des accords de dons (G/A pour Grant Agreement) conclus durant ce même exercice.

**Figure 8** Évolution des effectifs par type de coopération technique (total cumulé)



\* Inclut les volontaires seniors, les JOCV et les volontaires seniors auprès des communautés *Nikkei*, et les volontaires des Nations unies. Ces données étaient classées dans les autres types de coopération jusqu'à l'exercice 1998.  
 Note : Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé des exercices 1952-1995 s'élève à 73 437.

## Aperçu des états financiers

### Compte général

#### 1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, le total des actifs s'élève à 377,745 milliards JPY, soit une progression de 59,148 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à une hausse de 59,280 milliards JPY des liquidités et dépôts bancaires. Le solde de clôture des liquidités et dépôts bancaires de 291,765 milliards JPY comprend les fonds pour les projets de dons à hauteur de 196,150 milliards JPY. Le montant des passifs se monte à 324,866 milliards JPY, soit une hausse de 59,288 milliards JPY en glissement annuel, principalement due à un bond de 46,258 milliards JPY des passifs liés aux subventions de fonctionnement, et à une augmentation de 17,362 milliards JPY des dons.

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Liquidités et dépôts bancaires	291 765	Passifs liés aux subventions de fonctionnement	86 927
Autres	26 686	Fonds pour les programmes de dons	196 150
Actifs non courants		Autres	19 877
Actifs corporels	40 098	Passifs non courants	
Actifs incorporels	3 612	Comptes de contrepartie pour les actifs	7 791
Placements et autres actifs	15 584	Provisions pour les prestations de retraite	13 618
		Autres	503
		<b>Total des passifs</b>	<b>324 866</b>
		<b>Actifs nets</b>	
		Capital	
		Investissements publics	62 452
		Gains en capital	-23 163
		Bénéfices non distribués	13 590
		<b>Total des actifs nets</b>	<b>52 879</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>377 745</b>	<b>Total des passifs et des actifs nets</b>	<b>377 745</b>

#### 2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, le montant total des dépenses ordinaires s'élève à 163,010 milliards JPY, soit une baisse de 71,664 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est essentiellement imputable à une diminution des dépenses pour les secteurs et régions prioritaires financées par des subventions de fonctionnement de 21,698 milliards JPY en glissement annuel et à un recul de 36,839 milliards JPY des dépenses pour les programmes de dons. Les recettes ordinaires se montent à 163,642 milliards JPY, soit une baisse de 69,708 milliards JPY en glissement annuel, principalement due à une contraction de 31,310 milliards JPY des recettes liées aux subventions de fonctionnement et à une diminution de 36,839 milliards JPY des recettes des programmes de dons.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	163 010
Dépenses de fonctionnement	153 726
Dépenses pour les secteurs et régions prioritaires	49 332
Dépenses pour les partenariats intérieurs	8 803
Dépenses pour le soutien aux opérations	36 752
Dépenses pour les programmes de dons	52 397
Autres	6 442
Frais généraux administratifs	9 185
Charges financières	85
Dépenses à des fins spécifiques	13
Autres	0
Recettes ordinaires	163 642
Recettes des subventions de fonctionnement	105 703
Recettes des programmes de dons	52 397
Autres	5 542
Pertes exceptionnelles	29
Recettes exceptionnelles	11
Reprise des fonds de réserve de la période précédente des objectifs à moyen terme	1 001
<b>Total des recettes pour l'exercice courant</b>	<b>1 615</b>

Note : • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

### Compte de financement et d'investissement

#### 1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice comptable clos le 31 mars 2021, le total des actifs s'élève à 13 603,826 milliards JPY, soit une progression de 778,362 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à une hausse de 726,864 milliards JPY des prêts. Le total des passifs se monte à 3 572,931 milliards JPY, soit un bond de 662,747 milliards JPY en glissement annuel, principalement dû à une augmentation de 556,114 milliards JPY des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

(Unité : millions JPY)

Actifs	Montant	Passifs	Montant
Actifs courants		Passifs courants	
Liquidités et dépôts bancaires	220 490	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	104 069
Prêts	13 341 710	Autres	42 232
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-176 363	Passifs non courants	
Autres	59 434	Obligations	898 211
Actifs non courants		Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	2 518 683
Actifs corporels	9 165	Autres	9 737
Actifs incorporels	5 016	<b>Total des passifs</b>	<b>3 572 931</b>
Investments and other assets		<b>Actifs nets</b>	
Réclamations probables en cas de faillite, réclamations probables en cas de réhabilitation, et autres	87 063	Capital	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	-87 063	Investissements publics	8 202 168
Autres	144 375	Bénéfices non distribués	
		Réserves	1 799 526
		Autres	33 008
		Évaluation et écarts de conversion	-3 806
		<b>Total des actifs nets</b>	<b>10 030 895</b>
<b>Total assets</b>	<b>13 603 826</b>	<b>Total des passifs et des actifs nets</b>	<b>13 603 826</b>

#### 2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, le montant total des recettes s'élève à 33,008 milliards JPY, soit une baisse de 62,637 milliards JPY par rapport à l'exercice précédent. Ce recul est essentiellement imputable à une contraction de 48,417 milliards JPY des recettes ordinaires qui se montent à 134,070 milliards JPY, et à une augmentation de 14,223 milliards JPY des dépenses ordinaires qui atteignent 101,060 milliards JPY. La baisse des recettes ordinaires est principalement due à l'absence de reprise des provisions pour les pertes liées aux prêts qui étaient de 19,922 milliards JPY lors de l'exercice précédent, tandis que la hausse des dépenses ordinaires est surtout imputable aux provisions pour les pertes liées aux prêts de 34,310 milliards JPY alors qu'elles étaient nulles lors de l'exercice précédent.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires	101 060
Dépenses liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	101 060
Intérêts sur les obligations et les bons	8 396
Intérêts sur les emprunts	12 542
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	5 679
Dépenses liées aux opérations de consignation	17 585
Dépenses opérationnelles et administratives	11 608
Autres	45 250
Recettes ordinaires	134 070
Recettes liées aux opérations de coopération pour le financement et les investissements	133 356
Intérêts sur les prêts	122 934
Dividendes sur les placements	4 329
Autres	6 093
Autres	714
Pertes exceptionnelles	4
Recettes exceptionnelles	2
<b>Total des recettes pour l'exercice courant</b>	<b>33 008</b>

Note : • Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

# Activités et initiatives

26  
Approches de la JICA

28  
Aperçu par région

36  
Réponse aux problèmes rencontrés  
par les pays en développement

52  
Partenariats pour renforcer  
l'efficacité du développement

# Approches de la JICA

## Activités et initiatives par région et par thématique

La JICA opère dans près de 150 pays et régions pour réaliser sa vision de *guider le monde en tissant des liens de confiance*. Pour ses opérations, la JICA formule des programmes et des projets en fonction d'approches spécifiques par pays et par région, adaptées aux situations locales et régionales, parallèlement aux approches techniques des différents problèmes de développement. Dans ces programmes et projets, la JICA travaille avec les gouvernements des pays bénéficiaires et divers partenaires de développement.

## Activités et initiatives par région

### S'adapter à la situation et aux besoins de chaque région et pays

Les pays en développement sont confrontés à des problèmes de développement très divers. En se basant sur l'analyse des différents besoins locaux, la JICA formule des programmes et des projets de manière stratégique à la lumière des politiques et engagements du gouvernement japonais ainsi que des modalités de coopération et des allocations budgétaires disponibles. Ensuite, la JICA met en œuvre ces programmes et projets avec souplesse, en fonction de la situation internationale.

## Activités et initiatives par thématique

### Les 4P : Une synthèse des objectifs de la JICA

### P

## ROSPÉRITÉ

Soutenir les fondements et les moteurs d'une *croissance de qualité*

- Développement urbain et régional
- Transports
- Énergie et mines
- Développement du secteur privé
- Développement agricole et rural (systèmes d'alimentation durables)

### P

## OPULATION

Pour une société où chacun peut vivre une vie saine et sûre

- Santé
- Amélioration de la nutrition
- Éducation
- Sécurité sociale / handicap et développement
- Sport et développement

## Programmes par région (exercice 2020)

**Maghreb Moyen-Orient et Europe**  
**23** pays/régions cibles  
 pays/régions cibles  
 Montant total des programmes de la JICA  
**76,9** milliards JPY

**Asie du Sud**  
**8** pays cibles  
 pays/régions cibles  
 Montant total des programmes de la JICA  
**778,0** milliards JPY

**Asie de l'Est et Asie centrale**  
**10** pays cibles  
 pays/régions cibles  
 Montant total des programmes de la JICA  
**47,3** milliards JPY

**Amérique latine et Caraïbes**  
**30** pays cibles  
 pays/régions cibles  
 Montant total des programmes de la JICA  
**33,8** milliards JPY

**Afrique**  
**49** pays cibles  
 pays/régions cibles  
 Montant total des programmes de la JICA  
**103,3** milliards JPY

**Asie du Sud-Est et Pacifique**  
**23** pays cibles  
 pays/régions cibles  
 Montant total des programmes de la JICA  
**601,2** milliards JPY

Notes :

- La carte montre la répartition par pays des programmes d'aide de la JICA – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger [JOCV] et d'autres volontaires, et autres dépenses), coopération pour le financement et les investissements (montants engagés) et dons (nouveaux accords de dons) lors de l'exercice 2020.
- Les chiffres ne prennent pas en compte la coopération multi-pays, multi-région, ou pour des organisations internationales.

La JICA a réparti les différents problèmes rencontrés par les pays en développement en quatre catégories : prospérité, population, paix et planète. Elle a identifié une stratégie d'aide pour chaque catégorie.

## PAIX

### Pour une société pacifique et juste, libérée de la peur et de la violence

- Consolidation de la paix
- Gouvernance
- Finances publiques et systèmes financiers
- Égalité des sexes et autonomisation des femmes
- Promotion de la numérisation et de la transformation numérique

## PLANÈTE

### Prendre soin de notre planète

- Promotion et intégration des actions climatiques
- Protection de l'environnement naturel
- Gestion de l'environnement
- Gestion durable des ressources hydriques et approvisionnement en eau
- Réduction des risques de catastrophe par les investissements en amont et le concept « Reconstruire en mieux »

## Asie du Sud-Est et Pacifique

Promouvoir un « Indo-Pacifique libre et ouvert »

### Asie du Sud-Est

#### Respecter la centralité et l'unité de l'ANASE

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est un moteur essentiel pour promouvoir la stabilité et la prospérité de cette région située entre l'océan Indien et l'océan Pacifique. Elle joue un rôle pivot dans la vision d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert » portée par le gouvernement japonais. Bien qu'elle connaisse une croissance économique rapide, l'ANASE est confrontée à des disparités, tant au niveau régional qu'entre les différents pays, et doit répondre à d'énormes besoins de développement en matière d'infrastructures socio-économiques et de développement des ressources humaines.

La résolution de ces problèmes et le renforcement de la centralité et de l'unité de l'ANASE sont également importants pour le Japon. Le gouvernement japonais soutient les « Perspectives de l'ANASE sur l'Indo-Pacifique » (AOIP pour ASEAN Outlook on the Indo-Pacific), une vision annoncée par l'ANASE en 2019. Il entend promouvoir la coopération dans les domaines prioritaires décrits dans l'AOIP : la



Indonésie : Installations du port de Patimban financées par un projet de prêt d'APD dont la construction s'est achevée en décembre 2020. Le tout nouveau terminal pour voitures a été provisoirement mis en service. Lors de la cérémonie d'inauguration, les voitures prêtes à l'exportation ont été chargées sur un navire transporteur de véhicules.

coopération maritime, la connectivité, les ODD et l'économie.

#### Cofinancement avec l'ADB en réponse à la crise de la COVID-19

Conformément à ces principes, la coopération de la JICA couvre les domaines suivants :

1. Renforcement de la connectivité de l'ANASE  
Coopération pour les aspects physiques et non physiques centrée autour de projets liés à la connectivité terrestre, maritime et aérienne
2. Promotion d'une croissance de qualité  
Coopération pour dépasser les distorsions au niveau de la croissance
3. Réalisation de la sécurité humaine  
Coopération pour la santé, l'environnement, la réduction des risques de catastrophe, etc.
4. Promotion des mesures de lutte contre le changement climatique, notamment de la décarbonisation
5. Développement des ressources humaines  
Développement ciblant principalement les dirigeants et les agents administratifs qui guideront les pays de l'ANASE à l'avenir
6. Réponse aux vulnérabilités régionales  
Coopération dans des régions telles que Mindanao aux Philippines et l'État de Rakhine au Myanmar

Géographiquement proches, le Japon et l'ANASE entretiennent des liens étroits. En apportant sa coopération au développement, la JICA tire le meilleur parti de l'expertise et du savoir-faire diversifiés des entreprises du secteur privé, des universités et instituts de recherche, et des gouvernements locaux. La coopération de la JICA pour le Timor-Est doit appuyer la candidature du pays à l'ANASE et soutenir sa transition de la période de reconstruction au stade du développement.

Au cours de l'exercice 2020, la COVID-19 s'est progressivement répandue en Asie du Sud-Est, portant un coup sévère aux économies de ces pays. Tout en renforçant sa coopération dans le domaine de

Dons  
**23 244**  
millions JPY

Coopération technique  
**23 084**  
millions JPY

Programmes par région Asie du Sud-Est (exercice 2020)  
Total :  
**553 560**  
millions JPY

Coopération pour le financement et les investissements

**507 232** millions JPY

Montant total des programmes de la JICA

Philippines	259 818 millions JPY
Indonésie	111 536 millions JPY
Myanmar	90 804 millions JPY
Vietnam	55 768 millions JPY
Cambodge	29 810 millions JPY
Laos	2 930 millions JPY
Thaïlande	1 674 millions JPY
Timor-Est	650 millions JPY
Malaisie	570 millions JPY
Singapour*	—

\*Seul le nombre de participants aux formations est connu ; le montant des dépenses réelles n'est pas communiqué.



**366 km**

Longueur totale des segments de route à rénover – notamment par l'élargissement des voies ou la construction de routes de contournement – dans le cadre du projet d'amélioration de la route nationale n° 5 (prêt d'APD) s'étendant de l'exercice 2013 à 2023 (planifié)



**17 900**

Nombre de personnes formées au développement industriel en Asie du Sud-Est durant l'exercice 2020

Note : Pour le montant total des programmes de la JICA, voir les notes de la page 27 « Programmes par région ».

la santé en général, la JICA a collaboré avec la Banque asiatique de développement (ADB) afin de cofinancer une aide budgétaire visant à soutenir la réponse des gouvernements des Philippines, de l'Indonésie et du Cambodge à la pandémie.

## Pacifique

### Défis et vulnérabilités spécifiques aux pays insulaires

Le Japon et les pays insulaires du Pacifique (PIP) partagent un bien public mondial précieux, l'océan Pacifique, et entretiennent historiquement des relations étroites. Le développement durable de la région Pacifique contribuera non seulement à renforcer les relations entre le Japon et les pays insulaires du Pacifique, mais aussi à maintenir et à développer un environnement régional propice à la réalisation d'un Indo-Pacifique libre et ouvert.

Simultanément, les PIP sont confrontés à des vulnérabilités et des défis communs propres aux îles : la petite taille, l'isolement, l'éloignement et la présence de l'océan. Depuis quelques années, le Pacifique attire l'attention du monde entier en tant que région particulièrement vulnérable aux effets néfastes du changement climatique. En outre, la pandémie de COVID-19 a fait prendre conscience aux PIP de la fragilité de leurs propres systèmes de santé, ce qui a accru les besoins de développement dans ce secteur.

### Renforcement des systèmes de santé, promotion d'un océan durable et action climatique

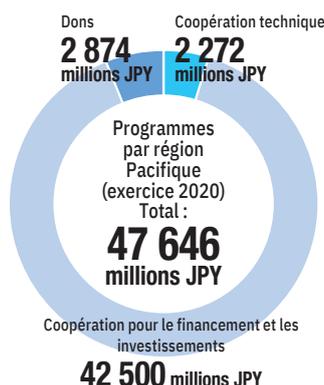
Ces circonstances ont incité la JICA à mettre l'accent sur les domaines suivants dans la mise en œuvre de sa coopération au développement :

1. Aide au renforcement des systèmes de santé et à la reprise économique dans le contexte de la pandémie  
Par exemple, développement des soins de santé et des installations médicales, formation du personnel médical et de santé, soutien budgétaire



Fidji : Session de formation à l'Université du Pacifique Sud dans le cadre du projet d'installation d'un système de production d'énergie hybride dans la région Pacifique. Conseils sur les effets de l'inclinaison et de l'orientation des panneaux solaires sur la production d'électricité.

2. Un océan durable fondé sur l'État de droit  
Par exemple, renforcement des capacités d'application du droit maritime et de gestion des ressources halieutiques [ voir le projet, page 39] ; extension de la coopération en matière de gestion de l'élimination des déchets, y compris des déchets plastiques marins
3. Action climatique et réduction des risques de catastrophe  
Par exemple, promotion du déploiement des énergies renouvelables, renforcement des capacités des agences de gestion des catastrophes
4. Renforcer les bases d'une croissance robuste et durable  
Par exemple, amélioration de la connectivité, notamment à travers le développement d'infrastructures maritimes, d'aéroports, etc. ; promotion du commerce et de l'investissement ; amélioration de la résilience des finances publiques
5. Échanges humains et développement des ressources humaines  
Par exemple, invitation des futurs dirigeants potentiels, y compris ceux du secteur privé, à venir étudier et se former au Japon



	Montant total des programmes de la JICA
Papouasie-Nouvelle-Guinée	30 574 millions JPY
Fidji	10 461 millions JPY
Îles Salomon	5 149 millions JPY
Vanuatu	626 millions JPY
Îles Marshall	230 millions JPY
Samoa	194 millions JPY
États fédérés de Micronésie	179 millions JPY
Palaos	103 millions JPY
Tonga	89 millions JPY
Kiribati	36 millions JPY
Tuvalu	2 millions JPY
Nauru	2 millions JPY
Îles Cook	1 million JPY

**4 056**

Nombre de participants aux programmes de formation et d'échanges organisés au cours des trois dernières années (exercices 2018-2020) dans le cadre des engagements pris lors de la huitième réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM8)

Note : Pour le montant total des programmes de la JICA, voir les notes de la page 27 « Programmes par région ».

# Asie de l'Est et Asie centrale

## Vers un développement durable grâce à la connectivité régionale et à la diversification industrielle

### Réduction de la dépendance aux ressources naturelles et renforcement de la connectivité

La JICA déploie une APD dans dix pays en développement de la région Asie de l'Est et Asie centrale : la Chine, la Mongolie, les cinq pays d'Asie centrale et les trois pays du Caucase.

Riches en ressources naturelles, la Mongolie, le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Azerbaïdjan connaissent une croissance économique rapide. Toutefois, en raison de leurs fortes dépendances vis-à-vis de ces ressources, leurs économies sont vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux des produits de base. Face à la nécessité de réduire sa dépendance à l'égard des plants de coton et du gaz naturel, l'Ouzbékistan cherche sous l'impulsion du gouvernement à attirer les investissements et à promouvoir l'industrie. La République kirghize et le Tadjikistan, en revanche, ne possèdent pas de ressources naturelles. Les envois de fonds des travailleurs partis en Russie et ailleurs représentent plus du tiers du PIB de ces pays. Ils doivent donc de toute urgence favoriser les industries nationales et créer des opportunités d'emploi.

Ces dernières années, on a craint les répercussions négatives de la baisse des prix des ressources naturelles et du ralentissement de la croissance économique en Russie et en Chine sur les économies de la région. En outre, la pandémie de COVID-19 fait des ravages économiques et sociaux dans ces pays, entraînant une réduction des envois de fonds des travailleurs migrants en raison des restrictions



Kirghizstan : Dégustation et vente de jus produits dans le cadre du projet « Un village, un produit » soutenu par la JICA. L'événement a été organisé devant une célèbre épicerie fine de la capitale, Bishkek. (Photo : HARAGUCHI Akihisa)

de voyage, une hausse du chômage et une dégradation des soins de santé et autres services sociaux.

Afin de surmonter cette situation et d'établir une économie qui se développe durablement, il est important de stimuler une activité économique dirigée par le secteur privé ; de diversifier l'industrie pour surmonter la dépendance de l'économie aux ressources ; et de développer les infrastructures afin de renforcer la connectivité intra et interrégionale.

### Renforcement de la gouvernance et développement des infrastructures

Les neuf pays de la région, à l'exception de la Chine, sont d'anciens États socialistes en cours de transition vers une économie de marché. Bon nombre d'entre eux partagent des frontières avec les deux superpuissances régionales, la Russie et la Chine, ainsi qu'avec des pays d'Asie du Sud et du Moyen-Orient. Ils sont donc soumis à la forte influence politique et économique des pays voisins. Le maintien de l'indépendance et de la stabilité de ces pays est essentiel pour la stabilité de l'ensemble du continent eurasiatique.

La coopération de la JICA durant l'exercice 2020 était structurée autour des quatre piliers suivants :

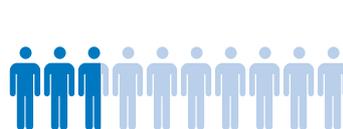
- 1. Renforcement de la gouvernance**  
Par exemple, développement du système juridique, notamment par l'amélioration du climat de l'investissement
- 2. Diversification industrielle**  
Par exemple, aide au développement des capacités des agriculteurs et des institutions financières, promotion des petites et moyennes entreprises
- 3. Développement des infrastructures**  
Par exemple, planification et construction d'aéroports, de centrales énergétiques, etc. pour le renforcement de la connectivité et la réduction des disparités au sein des régions et entre elles [ → voir le projet, page 38]
- 4. Développement des ressources humaines**  
Par exemple, promotion des programmes de bourses de la JICA



Asie de l'Est	Montant total des programmes de la JICA
Mongolie	27 162 millions JPY
Chine	156 millions JPY

Asie centrale et Caucase	Montant total des programmes de la JICA
Ouzbékistan	15 729 millions JPY
Tadjikistan	2 542 millions JPY
Kirghizstan	1 522 millions JPY
Kazakhstan	86 millions JPY
Géorgie	40 millions JPY
Turkménistan	37 millions JPY
Arménie	37 millions JPY
Azerbaïdjan	20 millions JPY



43 et 26,7 %

Nombre et pourcentage des personnes nommées à un poste de directeur général ou plus élevé parmi les 161 anciens étudiants JICA du Kirghizstan pour l'exercice 2019<sup>1</sup>

1. Bénéficiaires de bourses d'étude au Japon lors des exercices 2007 à 2016.



Près de 660 000

Total des participants aux cours proposés par les centres japonais pour le développement humain de Mongolie, du Kazakhstan<sup>2</sup>, de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan à la fin de l'exercice 2020

2. Le projet au Kazakhstan s'est achevé en juin 2012.

Note : Pour le montant total des programmes de la JICA, voir les notes de la page 27 « Programmes par région ».

# Asie du Sud

## Construire des systèmes sociaux résilients capables de lutter contre la pandémie

### Détérioration significative des conditions économiques et sociales

L'Asie du Sud, où les jeunes de moins de 25 ans représentent environ la moitié de la population régionale comptant 1,8 milliard d'habitants<sup>1</sup>, possède un immense potentiel pour devenir un moteur de la croissance économique mondiale grâce au développement de l'industrie, de la consommation et du marché du travail. Pourtant, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue (environ 220 millions) représente un tiers du total mondial<sup>2</sup>. La région a déjà appelé à la réduction des diverses disparités et à la création de communautés inclusives et durables, conformément aux ODD. Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 montre que ces mesures sont plus que jamais nécessaires.

Alors que la crise sanitaire a bouleversé l'économie mondiale, l'Asie du Sud, avec une contraction de l'activité de 6,7 % en 2020, est clairement l'une des régions les plus touchées<sup>3</sup>. La pandémie, qui semblait être sous contrôle, a explosé à nouveau en février et mars 2021, et la région souffre toujours d'un manque de ressources pour les soins de santé et d'une économie stagnante. En outre, la région est confrontée à des conditions sociales et de sécurité très instables et reste fortement vulnérable aux catastrophes naturelles.

### Coopération centrée sur l'établissement de sociétés résilientes

La stabilité et le développement de l'Asie du Sud, une région géopolitiquement importante reliant l'ANASE au Moyen-Orient et à l'Afrique, sont cruciaux pour la stabilité et le développement du monde, y compris du Japon. Toutefois, comme indiqué ci-dessus, la pandémie a mis en évidence les vulnérabilités de chaque pays de la région. Afin d'aider à construire des sociétés résilientes aptes à faire face aux défis évoqués plus haut, la JICA a assuré de manière proactive une coopération centrée autour de deux principes clés : la *sécurité humaine* et une *croissance de qualité*.

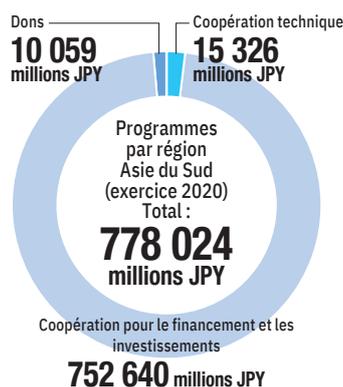
Au cours de l'exercice 2020, la coopération de la JICA pour la région



Inde : Afin de prévenir les maladies infectieuses, la JICA a lancé une campagne d'hygiène appelée « Achhi Aadat » (une expression hindoue signifiant « bonnes habitudes ») pour encourager les bonnes pratiques en matière d'hygiène, telles que se laver les mains, se couper les ongles et porter correctement un masque. Une version doublée en hindi d'un dessin animé intitulé « Comment bien se laver les mains » a été diffusée pendant la campagne.

s'est concentrée sur (1) le renforcement des systèmes de santé ; (2) l'accès aux besoins humains fondamentaux tels que l'éducation et un cadre de vie décent ; (3) la revitalisation de l'économie et la stabilité de l'emploi ; (4) l'amélioration de la compétitivité industrielle, y compris du climat de l'investissement ; (5) le renforcement de la connectivité intra et interrégionale ; et (6) les efforts pour la paix, la stabilité et la sécurité dans la région. La JICA continue de travailler avec les pays partenaires et les diverses parties prenantes, telles que les organisations internationales, conformément au « partenariat pour des infrastructures de qualité », à la vision pour un « Indo-Pacifique libre et ouvert » et aux autres initiatives énoncées dans les politiques clés du gouvernement japonais et les déclarations conjointes avec d'autres pays.

1. Nations unies « Perspectives de la population mondiale 2019 »  
2. Calcul à partir des données contenues dans le rapport de la Banque mondiale intitulé « Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together Poverty Puzzle »  
3. Banque mondiale, « Perspectives économiques mondiales, janvier 2021 »



	Montant total des programmes de la JICA
Inde	381 707 millions JPY
Bangladesh	376 806 millions JPY
Maldives	5 174 millions JPY
Afghanistan	4 262 millions JPY
Pakistan	4 192 millions JPY
Népal	3 205 millions JPY
Sri Lanka	1 454 millions JPY
Bhoutan	1 224 millions JPY



**298 km**

Longueur totale des voies ferrées et voies ferrées souterraines construites dans le cadre des projets de coopération financière de la JICA entre janvier 2005 et juillet 2021<sup>1</sup>

1. Le nombre ne prend en compte que les travaux de génie civil financés par des prêts d'APD.



**430**

Nombre d'installations médicales construites dans le cadre des projets de coopération financière de la JICA entre janvier 2010 et juillet 2021<sup>2</sup>

2. Le nombre inclut les installations ayant reçu uniquement des équipements et exclut celles ayant reçu uniquement des vaccins et des médicaments.

Note : Pour le montant total des programmes de la JICA, voir les notes de la page 27 « Programmes par région ».

# Afrique

## Efforts pour la lutte contre la COVID-19 et soutien aux entreprises locales innovantes

### Des économies lourdement impactées

Ces dernières années, la situation en matière de pauvreté et de développement social s'est considérablement améliorée en Afrique. La région a également connu une accélération de son développement dans plusieurs domaines (*leapfrogging* ou saute-mouton en français) grâce aux technologies numériques de pointe. Ces progrès sont mis en évidence par la diffusion rapide des téléphones portables au cours des dix dernières années, ainsi que par les avancées et la généralisation des paiements mobiles.

Récemment, la COVID-19 a infecté plus de quatre millions de personnes et fait plus de 100 000 morts sur le continent africain (en avril 2021, selon le site internet du CDC Afrique). La pandémie a également eu un impact considérable sur les sociétés et les économies de cette région. L'effondrement des exportations de produits de base et la baisse du tourisme pèsent lourdement sur les finances nationales et l'emploi. En outre, la situation sanitaire rend difficile l'achat de matériels et d'équipements médicaux, ainsi que d'autres produits de première nécessité qui dépendent des importations.

### Soutenir la lutte contre les maladies infectieuses et aider les entreprises privées à résoudre les problèmes sociaux

Dans ces circonstances, la JICA a continué d'œuvrer à l'édification des trois piliers que sont « l'économie », « la société » et « la paix et la stabilité », en se basant sur les priorités identifiées lors de la septième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7). La JICA a déployé une coopération au développement sur divers plans pour aider les pays partenaires à surmonter la pandémie et travailler au rétablissement [ ➔ voir les projets, pages 42, 46, 47, et 50].

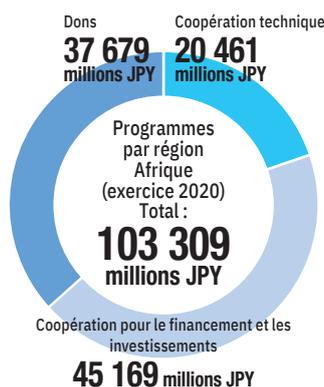
Par exemple, la JICA a fourni du matériel et des équipements pour lutter contre la pandémie, notamment pour le dépistage et la protection, à plus de 19 pays en avril 2021. Elle a également octroyé des prêts d'APD pour soutenir les finances publiques très sollicitées par la crise sanitaire. En outre, la JICA a travaillé au renforcement des capacités de dépistage et de diagnostic en coopération avec



Ghana : La JICA a invité 15 personnes de pays d'Afrique de l'Ouest à venir au NMIMR, au Ghana, pour se former au dépistage des maladies infectieuses dans le cadre de sa coopération pour lutter contre la COVID-19.

l'Institut Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR pour Noguchi Memorial Institute for Medical Research) au Ghana, l'Institut de recherche médicale du Kenya (KEMRI pour Kenya Medical Research Institute) et d'autres centres de recherche de la région avec lesquels elle coopère depuis de nombreuses années pour lutter contre les maladies infectieuses. À un moment donné, le NMIMR et le KEMRI assuraient respectivement 80 % et 50 % du nombre total de tests PCR effectués dans leurs pays respectifs. Aujourd'hui, ces deux instituts de recherche jouent un rôle central dans la lutte contre la pandémie dans leurs pays et à l'étranger. Ils contribuent notamment au développement des ressources humaines pour lutter contre les infections dans les pays voisins.

La JICA a également mené des activités mobilisant la vitalité et la capacité d'innovation des entreprises privées en Afrique. Elle a par exemple lancé le projet NINJA (Next Innovation with Japan) pour soutenir les startups de 19 pays africains qui créent des modèles commerciaux et des technologies innovantes [ ➔ voir page 6]. Elle a également lancé un appel public à propositions pour résoudre les problèmes de développement de l'Afrique grâce à la transformation numérique (DX). En outre, la JICA a mené une enquête pour promouvoir l'utilisation d'un système national d'identité numérique.



	Montant total des programmes de la JICA	Montant total des programmes de la JICA	
Kénya	12 040 millions JPY	Tanzanie	2 355 millions JPY
Sénégal	8 483 millions JPY	Madagascar	2 178 millions JPY
Djibouti	4 596 millions JPY	Rwanda	2 002 millions JPY
Zambie	3 755 millions JPY	Nigéria	1 391 millions JPY
Burkina Faso	3 603 millions JPY	Malawi	1 106 millions JPY
Ghana	3 524 millions JPY	Soudan du Sud	935 millions JPY
Ouganda	3 298 millions JPY	République démocratique du Congo	628 millions JPY
Côte d'Ivoire	3 235 millions JPY	Cameroun	603 millions JPY
Éthiopie	3 184 millions JPY	Afrique du Sud	419 millions JPY
Soudan	3 170 millions JPY	Angola	151 millions JPY
Mozambique	3 107 millions JPY	Autres 28 pays	39 545 millions JPY



Le nombre de tests PCR effectués par le NMIMR au Ghana de février 2020 à mai 2021 et sa part dans le total national

Notes : 1. Pour le montant total des programmes de la JICA, voir les notes de la page 27 « Programmes par région ». 2. Seuls les pays où est basé un bureau de la JICA figurent dans la liste ci-dessus.

# Maghreb Moyen-Orient et Europe

## Faire face à une double crise : Troubles régionaux et COVID-19

### Instabilité politique continue et détérioration du cadre de vie

Les populations du Moyen-Orient et d'Europe sont confrontées à deux crises : des troubles régionaux de longue durée et la pandémie de COVID-19.

Au Moyen-Orient, dix ans après le Printemps arabe, l'instabilité politique perdure dans de nombreux pays. Même la Tunisie, qui fait figure de modèle dans la région, a vu son économie stagner. Le Yémen, la Syrie et la Libye, frappés par divers conflits, vivent dans l'instabilité politique et l'insécurité. Aujourd'hui, ces pays doivent surmonter de multiples défis, tels que la détérioration des infrastructures de base et l'absence d'opportunités éducatives. L'impact s'est également étendu aux pays voisins. Pour la Jordanie, le Liban et la Turquie, l'afflux et l'accueil de réfugiés syriens constituent une charge sociale et économique importante.

L'Europe, y compris les pays des Balkans qui ont connu une série de conflits dans les années 1990, a retrouvé une certaine stabilité. Pourtant, la région, en particulier l'Ukraine et la Moldavie, doit composer avec des vulnérabilités et des facteurs de déstabilisation

géopolitique. La récente montée des tensions entre la Turquie et ses voisins ainsi qu'avec les États-Unis et l'Europe est également une source de préoccupations. Dans ces circonstances, il convient de se féliciter des réformes entreprises par les pays des Balkans occidentaux en vue d'adhérer à l'UE.

La pandémie a exacerbé les problèmes dont souffrent les deux régions. Elle a des effets négatifs sur les moyens de subsistance des populations et sur leur environnement, notamment un taux de pauvreté croissant lié à la montée du chômage. De plus en plus de personnes descendent dans la rue pour demander à leurs gouvernements une amélioration de leurs conditions de vie.

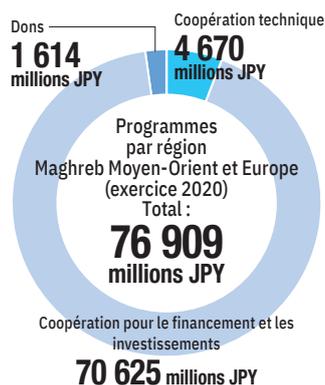
### Efforts à moyen et long terme pour la paix et la stabilité

La JICA sait à quel point la paix et la stabilité au Moyen-Orient et en Europe sont cruciales pour la paix et la prospérité du Japon et de la communauté internationale. Dans cette optique, la JICA a assuré au cours de l'exercice 2020 une coopération au développement portant à la fois sur les problèmes régionaux existants et sur les nouveaux problèmes liés à la pandémie dans une perspective de moyen et long terme. Cette coopération s'appuie sur quatre piliers indiqués ci-dessous :

- 1. Stabilité régionale et sécurité humaine**  
Par exemple, soutien aux réfugiés syriens et palestiniens et aide à la reconstruction en Irak
- 2. Croissance de qualité**  
Par exemple, coopération dans les secteurs de l'environnement et de l'énergie, soutien à la promotion de l'industrie et des investissements
- 3. Développement des ressources humaines et des échanges ; formation de futurs dirigeants ayant une connaissance du Japon et une forte affinité avec ce pays**  
Par exemple, promotion de l'éducation à la japonaise, partage de l'expérience de modernisation du Japon
- 4. Promotion des initiatives régionales**  
Par exemple, utilisation efficace des ressources touristiques régionales, coopération en matière de réduction des risques de catastrophe régionale



Égypte : Classe d'une école Égypte-Japon (EJS). La JICA aide les écoles primaires locales à introduire le modèle japonais d'éducation globale, notamment les *tokkatsu* (activités spéciales) comme les discussions en classe, le *nicchoku* (rôle de coordinateur quotidien assumé à tour de rôle par chaque élève pour réaliser un travail d'intérêt commun), et le nettoyage de la classe.



Europe	Montant total des programmes de la JICA
Moldavie	2 190 millions JPY
Ukraine	200 millions JPY
Albanie	199 millions JPY
Serbie	190 millions JPY
Kosovo	107 millions JPY
Macédoine du Nord	93 millions JPY
Bosnie-Herzégovine	57 millions JPY
Monténégro	54 millions JPY
Turquie	40 millions JPY

Maghreb Moyen-Orient	Montant total des programmes de la JICA
Maroc	38 600 millions JPY
Égypte	31 430 millions JPY
Palestine	2 001 millions JPY
Jordanie	564 millions JPY
Syrie	397 millions JPY
Iran	312 millions JPY
Irak	222 millions JPY
Tunisie	152 millions JPY
Autres 6 pays	99 millions JPY



# 43

Le nombre total d'écoles Égypte-Japon proposant un enseignement à la japonaise à la fin de l'exercice 2020

Notes : 1. Pour le montant total des programmes de la JICA, voir les notes de la page 27 « Programmes par région ».

2. S'agissant du Maghreb Moyen-Orient, sont mentionnés uniquement les pays et territoires bénéficiaires d'une aide d'au moins 100 millions JPY.

# Amérique latine et Caraïbes

## Un partenaire important partageant des valeurs avec le Japon

### Le partenaire clé d'une crise qui s'accélère

L'Amérique latine et les Caraïbes ont une population de près de 600 millions d'habitants et un PIB cumulé de plus de 1 500 milliards USD, soit environ le double de celui de l'ANASE. Ils occupent une place importante dans le monde, à la fois en tant que foyer de nombreuses ressources naturelles et minérales, en particulier dans la région amazonienne, et en tant que centre majeur de production agricole. La région partage avec le Japon des valeurs fondamentales telles que la liberté, la démocratie et l'État de droit. Elle abrite en outre la plus grande communauté *Nikkei* (émigrants japonais et leurs descendants) au monde, ce qui en fait un partenaire stratégique du Japon pour relever les défis communs.

La région bénéficie globalement de niveaux de revenus élevés et elle est à la pointe en matière de transformation numérique (DX). Néanmoins, les disparités économiques sont importantes entre les 33 pays de la région et en leur sein. La région est confrontée à de multiples défis tels que (1) l'instabilité politique, notamment l'exode des Vénézuéliens en 2019 et la question de l'immigration dans le nord de l'Amérique Centrale ; (2) le vieillissement de la population ; et (3) la vulnérabilité aux risques naturels, problème qu'elle partage avec le Japon. La région est la plus durement touchée par la COVID-19, avec 30 % du total mondial des décès de la pandémie depuis 2020.

### Vers la promotion de l'innovation et la « co-création »

La JICA a identifié ses domaines d'intervention opérationnels pour l'Amérique latine et les Caraïbes comme étant (1) le développement des infrastructures pour le développement économique ; (2) la réduction des risques de catastrophe (RRC) et l'action climatique ; et (3) l'aide à la résolution des problèmes environnementaux urbains et la réduction des disparités. Dans une perspective intersectorielle, la JICA promeut une coopération en appui à la transformation numérique et l'innovation. Elle œuvre également au renforcement du cadre de coopération et de collaboration avec les startups les plus prometteuses dans ces deux domaines. En outre, la JICA tire parti de son partenariat de longue date avec la région pour lutter contre la

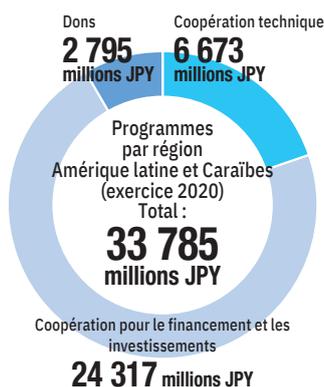


République dominicaine : Des enfants participent à un atelier sur les 3R (réduire, réutiliser, recycler).

pandémie et concevoir et établir la nouvelle structure opérationnelle de l'après-COVID-19.

Au cours de l'exercice 2020, la JICA a mis en œuvre des projets dans les domaines de l'eau et de l'assainissement ainsi que pour les énergies renouvelables dans le cadre de sa coopération avec la Banque interaméricaine de développement (BID). Elle a également travaillé avec la Banque mondiale sur des projets de RRC. En outre, la JICA a collaboré avec le Système d'intégration de l'Amérique Centrale (SICA) et d'autres partenaires de développement de la région pour aborder certains problèmes communs, notamment dans les domaines de l'environnement, de la logistique, de l'égalité des sexes et de la RRC. Les autres activités menées par la JICA au cours de l'exercice 2020 comprennent (1) l'établissement d'un environnement de co-création pour traiter les problèmes sociaux, notamment de partenariats entre les entreprises du Japon et de la région ; (2) la promotion de la coopération avec des think tanks de haut niveau, principalement basés aux États-Unis ; et (3) le développement des ressources humaines qui dirigeront les pays de la région en tirant parti de la Chaire JICA et des programmes de bourses de la JICA [→ voir page 58].

Au cours de l'exercice 2020, la JICA a également proposé de nombreux webinaires et formations en ligne sur les mesures de lutte contre la COVID-19 et sur la poursuite des activités de développement dans le contexte de la pandémie. En outre, la JICA a étendu son soutien aux *Nikkei* ainsi qu'à d'autres personnes de leurs communautés par le biais d'organisations *Nikkei*.



Amérique Centrale et Caraïbes	Montant total des programmes de la JICA
Mexique	5 717 millions JPY
Salvador	595 millions JPY
Honduras	433 millions JPY
République dominicaine	421 millions JPY
Guatemala	401 millions JPY
Panama	212 millions JPY
Haiti	190 millions JPY
Cuba	188 millions JPY
Nicaragua	171 millions JPY
Costa Rica	154 millions JPY
Jamaïque	107 millions JPY
Sainte-Lucie	107 millions JPY
Autres 8 pays	124 millions JPY

Amérique du Sud	Montant total des programmes de la JICA
Brésil	10 728 millions JPY
Paraguay	10 235 millions JPY
Bolivie	2 615 millions JPY
Pérou	440 millions JPY
Argentine	343 millions JPY
Équateur	251 millions JPY
Colombie	174 millions JPY
Chili	155 millions JPY
Uruguay	16 millions JPY
Vénézuéla	9 millions JPY

  
**357 et plus de 32 000**

Le nombre de séminaires et d'événements à distance organisés par la JICA durant l'exercice 2020 et le nombre de participants

Notes : 1. Pour le montant total des programmes de la JICA, voir les notes de la page 27 « Programmes par région ».

2. S'agissant de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, sont mentionnés uniquement les pays bénéficiaires d'une aide d'au moins 100 millions JPY.

## Dossier spécial

Renforcer les liens avec les communautés *Nikkei* dans les moments difficiles

Quelque 2,13 millions de *Nikkei* vivent et contribuent activement à la vie économique et sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Leur présence consolide les liens entre le Japon et la région.

La JICA a poursuivi l'aide accordée aux émigrants japonais dans le cadre de la politique d'émigration d'après-guerre du Japon afin qu'ils puissent s'installer sur de nouvelles terres et y stabiliser leurs moyens de subsistance.

Récemment, la JICA a réorienté ses efforts vers (1) la coopération et le resserrement des liens avec les communautés *Nikkei*, en tenant compte de leur maturation et de la transition générationnelle, et (2) l'aide à ces communautés pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

### Un soutien continu par le biais de subventions et de formations à distance

Au cours de l'exercice 2020, la JICA a accordé des subventions aux organisations *Nikkei* touchées par la pandémie pour soutenir leurs prestations dans des domaines tels que la santé, le bien-être des personnes âgées et l'enseignement en langue et civilisation japonaises.

La JICA a organisé des formations à distance pour un total de 76 collégiens, lycéens et étudiants de communautés *Nikkei*. Elle a également soutenu dix étudiants diplômés *Nikkei* admis dans des universités japonaises.

En outre, la JICA a mis en œuvre un programme de formation conçu pour enseigner des compétences et promouvoir les échanges internationaux sur la base de propositions faites par des universités et des gouvernements locaux, entre autres, au Japon. Elle a proposé 25 cours de formation à distance auxquels 88 personnes ont participé, dont un séminaire à distance auquel ont assisté près de 300 personnes. À travers ce programme, la JICA a lancé un nouveau cours de formation pour promouvoir la coexistence multiculturelle. Ce cours proposait une formation à distance pour informer les participants *Nikkei* sur les initiatives locales tout en soutenant leurs compatriotes dans les villes japonaises à forte population *Nikkei*.

Les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger auprès des communautés *Nikkei* et d'autres volontaires rentrés temporairement en raison de la pandémie poursuivent leurs activités pour les *Nikkei* dans leur pays d'affectation depuis le Japon, notamment en donnant des cours de japonais à distance.

### Organisation d'activités autour d'un réseau de musées

Au cours de l'exercice 2020, le musée japonais des migrations à l'étranger de Yokohama a attiré 12 604 visiteurs. Il a



Brésil : La JICA a fourni des moniteurs patient et des pompes à perfusion à l'hôpital Amazonia, un centre médical *Nikkei* de la ville de Belem, dans l'État du Para, à la demande d'un ancien participant à une formation qui travaille dans cet hôpital. L'objectif était d'assurer un suivi et un traitement efficaces en réponse à l'augmentation des admissions de cas graves, et plus largement de maintenir le système de santé local. La photo montre les équipements médicaux fournis en cours de test.



Paraguay : La JICA a aidé une école japonaise de la colonie de La Paz à créer un environnement propice aux cours en ligne. L'école avait du mal à organiser des cours en présentiel en raison de la pandémie. Aujourd'hui, les enfants peuvent apprendre le japonais tout en gardant un contact visuel avec leurs enseignants et leurs amis.

également organisé dix événements en ligne regroupant 1 024 personnes au total. En tirant parti d'un réseau de musées consacrés à l'immigration au Japon et à l'étranger, la JICA a co-organisé une conférence internationale avec le musée historique de l'immigration japonaise au Brésil. Elle a également annoncé les lauréats du premier concours d'essais de la JICA sur l'émigration japonaise, organisé dans le cadre des efforts visant à collecter et stocker d'anciens journaux japonais publiés à l'étranger et sur le point d'être dispersés ou perdus.

### Exportations à grande échelle de produits fabriqués par les émigrants

L'envoi de missions d'étude pour la promotion des partenariats de la JICA en Amérique latine et dans les Caraïbes a permis à la préfecture d'Okinawa d'importer des fèves de soja entières produites à Colonia Okinawa, en Bolivie. Malgré le dynamisme des échanges culturels, c'était la première fois que des produits d'émigrants japonais étaient exportés au Japon à grande échelle. Espérons que ce projet baptisé « D'OKINAWA à Okinawa » continuera de se développer.

## P ROSPÉRITÉ

Développer les fondations et les moteurs d'une *croissance de qualité*

Pour parvenir à une croissance inclusive et durable de qualité, la JICA s'engage à (1) construire les fondations d'une telle croissance avec le développement des transports, de l'énergie et d'autres infrastructures ainsi que le développement urbain et régional intégré ; (2) créer les moteurs de la croissance économique avec le développement du secteur privé et la promotion industrielle ; et (3) améliorer la production agricole et l'autonomisation des agriculteurs.



Thaïlande : La grande gare de Bang Sue (à gauche), construite grâce à un prêt d'APD pour le projet de système de transport en commun à Bangkok (ligne rouge) et ouverte en août 2021, et les voies de l'ancienne gare (à droite). Il est prévu de construire une ville intelligente autour de la nouvelle gare qui servira de porte d'entrée vers la capitale thaïlandaise. La JICA coopère à la formulation et à la mise en œuvre de ce plan.

### Situation générale

#### Une *croissance de qualité* essentielle pour réduire la pauvreté

Bien que des progrès aient été réalisés récemment en matière de réduction de la pauvreté, près de 700 millions de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté dans le monde. En outre, des données récentes suggèrent que les populations en situation de pauvreté ont augmenté en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19\*. La croissance économique est essentielle pour réduire la pauvreté et, à terme, créer une société où chacun peut mener une vie prospère. Pour cela, il faut développer des industries – notamment l'agriculture – qui offrent des possibilités d'emploi et produisent des biens et des services. Il est également essentiel de construire des infrastructures de transport et d'énergie qui soutiennent l'activité économique et la vie des individus, et de formuler des réponses adaptées à l'urbanisation rapide.

La JICA aborde ces questions afin de parvenir à une *croissance de qualité* durable, bénéficiant à tous et prenant pleinement en compte les impacts environnementaux associés.

### Stratégie 1

#### Viser à la fois la prospérité et la transition vers une économie émettant peu ou pas de carbone

En s'efforçant de soutenir le développement des infrastructures de transport et d'énergie et les ressources humaines associées, la JICA cherche à créer une société où les individus peuvent se déplacer librement et en toute sécurité, où les marchandises circulent facilement, et où un approvisionnement adéquat et stable en électricité est disponible de manière abordable et durable. Elle entend également établir une gestion urbaine et régionale autonome

\* Banque mondiale « Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversal of Fortune »



3,8 millions  
de personnes

devraient voir leur approvisionnement en électricité s'améliorer grâce au développement d'infrastructures énergétiques soutenu par la JICA au cours des exercices 2016 à 2020.



291 000 agriculteurs  
dans 35 pays

ont reçu une formation de la JICA sur l'agriculture et la riziculture axées sur le marché au cours des exercices 2017 à 2020, dont 27 300 responsables de groupes d'agriculteurs tels que des agents de vulgarisation.

## Contribution aux ODD



qui implique un large éventail de parties prenantes, explorer de nouveaux horizons pour l'urbanisation et la prospérité qui y est associée, et redynamiser les communautés et les économies locales.

Face au changement climatique, la JICA encourage la transition vers une économie émettant peu ou pas de carbone dans trois secteurs : le transport, l'énergie et les mines, et le développement urbain et régional.

### Activités et résultats 1

#### Coopération pour la sûreté et la sécurité des personnes

Dans le secteur des transports, la JICA mène une coopération pour la formation d'un réseau mondial à travers la construction de routes, de ponts, de ports maritimes et d'aéroports, ainsi que pour le développement et la promotion de l'utilisation des transports publics tels que les métros et les bus [→ voir page 7 et le projet page 38]. La JICA travaille également sur la sécurité routière tout en poursuivant ses activités pour l'entretien des routes et des ponts. Par ailleurs, la JICA renforce les fonctions des agences de sécurité maritime qui assurent la sécurité du trafic maritime.

En matière de développement énergétique et minier, la JICA modernise les réseaux électriques, promeut le déploiement des énergies nouvelles et renouvelables et encourage les économies d'énergie. L'objectif est d'améliorer l'accès à l'énergie électrique et de favoriser la transition vers une économie émettant peu ou pas de carbone. La JICA se concentre également sur le développement des ressources humaines et le renforcement de leurs réseaux pour une gestion durable des ressources minérales.

En ce qui concerne le développement urbain et régional, la JICA contribue à la formulation de plans directeurs pour le développement urbain et à l'amélioration des systèmes de gestion du développement urbain, tout en travaillant sur les villes intelligentes et le développement axé sur les transports en commun (TOD pour transit-oriented development). En outre, la JICA encourage le développement et l'utilisation de l'information géospatiale, une composante clé des sociétés numériques. La JICA a également soutenu le développement régional et le développement de corridors qui réduisent les disparités régionales et favorisent la croissance économique et sociale.

Parallèlement à ces activités, la JICA a déployé une aide d'urgence face à la pandémie dans plusieurs pays au cours de l'exercice 2020. Cela comprend la distribution de masques aux usagers des bus publics et la sensibilisation des chauffeurs. La JICA a aussi mené des enquêtes pour explorer de nouvelles approches de coopération en étudiant (1) comment la pandémie avait affecté la logistique internationale ainsi que l'économie et la vie des populations dans les villes du monde entier, et (2) comment les systèmes de transport public s'étaient adaptés face à la pandémie.

### Stratégie 2

#### Promouvoir les industries qui stimulent la croissance économique et tendre la main aux pauvres des zones rurales

Pour développer les entreprises privées – fondement de la

croissance économique – dans les pays en développement, la JICA soutient les entrepreneurs qui innovent. Elle contribue également à renforcer les capacités des entreprises, à formuler des politiques industrielles et d'investissement, et à améliorer le climat des affaires. Pour réduire la pauvreté rurale, la JICA soutient la promotion inclusive de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, ainsi que des industries liées telles que la transformation et la distribution alimentaires. Ces efforts sont mus par une volonté de réaliser simultanément la réduction de la pauvreté rurale et la sécurité alimentaire [→ voir le projet, page 39].

Grâce à ces activités, la JICA contribue à améliorer les capacités des entreprises des pays partenaires et du Japon dans une dynamique de bénéfices mutuels.

### Activités et résultats 2

#### Répondre aux nouveaux besoins dans le contexte de la pandémie

Les activités de développement du secteur privé menées au cours de l'exercice 2020 comprenaient une initiative prise par les centres japonais pour le développement humain dans neuf pays asiatiques. Dans un contexte de restrictions des déplacements en raison de la pandémie, ces centres ont créé et utilisé des contenus en ligne pour la formation à distance en coopération avec des entreprises japonaises. En Afrique, la JICA a encouragé l'initiative *Kaizen* en fournissant un soutien et une formation visant à améliorer l'efficacité des opérateurs hospitaliers et des fabricants d'équipements et de matériels médicaux.

Pour accompagner la recherche de solutions aux problèmes posés par la pandémie, la JICA a mis en œuvre des programmes de soutien aux entrepreneurs ayant des idées innovantes dans le domaine des technologies de l'information, entre autres, en Afrique et en Asie [→ voir page 6]. Grâce à cette démarche, certaines startups ont pu trouver des partenaires pour leur financement ou une assistance technique. Quant au secteur du tourisme, frappé de plein fouet par la pandémie, la JICA a débuté une coopération avec des organisations internationales pour élaborer des plans de rétablissement rapide.

Pour promouvoir l'agriculture et les industries liées, la JICA a travaillé sur l'amélioration du contrôle de la qualité au niveau de l'accès aux semences et aux engrais et de l'utilisation adaptée des produits agrochimiques, ainsi que sur la diversification des canaux de vente. L'objectif était de renforcer les chaînes de valeur alimentaire et d'accroître la valeur ajoutée de la production à la distribution en passant par la transformation. La JICA a également continué de soutenir l'autonomisation et la promotion des petits exploitants horticoles (SHEP pour Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion), une approche visant à augmenter les revenus des agriculteurs. L'approche SHEP gagne d'ailleurs en popularité grâce à l'implication de sociétés privées et d'organisations internationales. Au cours de l'exercice 2020, la JICA a proposé une formation en ligne en coopération avec des agriculteurs et des coopératives agricoles du Japon. La JICA a également travaillé sur des projets de doublement de la production de riz en Afrique et de promotion de l'approche « One Health » (de lutte contre les zoonoses, etc.) par le renforcement de l'hygiène du bétail.

## Utilisation des méthodes japonaises d'exploitation et de maintenance pour un nouvel aéroport international

### Coopération intégrée, de la construction au développement des ressources humaines

En juillet 2021, l'aéroport international de Chinggis Khaan, en Mongolie, a ouvert ses portes. Pour soutenir l'exploitation et la maintenance du nouvel aéroport, la JICA a mis en œuvre le projet de développement des ressources humaines et des capacités d'exploitation et de maintenance du nouvel aéroport international d'Oulan-Bator.

Avec l'essor de l'industrie des services et des investissements dans les abondantes ressources minérales et animales du pays, le nombre de passagers utilisant l'ancien aéroport, situé près d'Oulan-Bator, la capitale de la Mongolie, a bondi de 0,47 million en 2005 à 1,1 million en 2012. Toutefois, en raison des contraintes géographiques, il était difficile d'agrandir cet aéroport pour répondre à la croissance rapide de la demande. C'est pourquoi la construction d'un nouvel aéroport international, financé par des prêts d'APD, a débuté en 2013.

La fréquentation du nouvel aéroport devrait atteindre les deux millions de passagers par an. L'exploitation et la maintenance adaptées des installations aéroportuaires sont essentielles pour que l'infrastructure puisse accueillir ces flux importants. Ce projet a été lancé en 2014 en coopération avec des sociétés japonaises spécialisées dans l'exploitation et la maintenance d'aéroports. Ces sociétés, disposant d'une expertise et d'une expérience précieuses dans la prestation de services de qualité, affichent des taux de ponctualité des vols parmi les plus élevés au monde.

### Un transfert d'expertise et d'expérience de qualité

La JICA a œuvré au renforcement des

capacités dans sept domaines : (1) la planification de l'organisation de l'exploitation et de la maintenance, (2) l'entretien des pistes, etc., (3) l'entretien du système d'approvisionnement en carburant, (4) l'établissement des frais de trafic et la gestion des locataires, (5) l'amélioration de la satisfaction des clients, (6) la relocalisation dans le nouvel aéroport et (7) le contrôle du trafic aérien.

La JICA a affecté des experts à long terme pour soutenir les aspects physiques et non physiques du processus de préparation. Pour transférer au mieux un ensemble diversifié de savoir-faire, la JICA a également envoyé des experts à court terme en Mongolie et organisé une formation au Japon. Cette formation a offert au personnel aéroportuaire mongol une expérience pratique aux aéroports de

Narita et de Haneda. Elle a également permis aux hauts fonctionnaires du gouvernement mongol chargés de l'exploitation du nouvel aéroport de mieux comprendre les préparatifs et le renforcement des capacités nécessaires à la relocalisation et à l'ouverture du nouvel aéroport. Ils ont notamment pu visiter l'aéroport de Chubu et le nouvel aéroport d'Ishigaki, qui ont tous deux été relocalisés.

En 2019, une coentreprise a été créée par quatre entreprises japonaises et le gouvernement mongol pour exploiter le nouvel aéroport. La nouvelle société se préparait à accueillir les premiers passagers lorsque la pandémie mondiale de COVID-19 a éclaté. L'ouverture a bien sûr été reportée. Par la suite, d'autres préparatifs ont été effectués pour établir un cadre d'exploitation capable d'assurer une gestion et une sécurité sanitaire adaptées au contexte de la pandémie, et pouvoir enfin accueillir des voyageurs.

La demande de trafic aérien restera probablement faible pendant un certain temps. Cependant, une fois la pandémie maîtrisée, le nouvel aéroport devrait contribuer à la croissance économique et sociale de la Mongolie en tant que porte d'entrée aérienne du pays.



Vue complète du nouvel aéroport international de Chinggis Khaan, le premier aéroport privé de Mongolie (en haut)  
La zone de départ au deuxième étage du terminal passagers après la mise en service de l'aéroport (à droite)



### VOIX

Nous avons rédigé 2 224 pages de manuels !



**KIHARA Masatomo**, maire adjoint de la ville d'Oita

Ancien expert de la JICA, projet de développement des ressources humaines et des capacités d'exploitation et de maintenance du nouvel aéroport international d'Oulan-Bator

« Construire un aéroport aussi performant que ceux du Japon ». Telle était la devise de l'équipe d'experts japonais et mongols qui a esquissé les grandes étapes de la relocalisation et de l'exploitation du nouvel aéroport. Des experts des aéroports de Narita et de Haneda – deux des principaux aéroports japonais – ainsi que du Bureau japonais de l'aviation civile et des experts en contrôle du trafic aérien ont fait équipe avec des homologues mongols. Après de nombreuses discussions animées, l'équipe a rédigé des manuels empreints du savoir-faire opérationnel du Japon, réputé pour son attention à la sécurité et à la qualité, et un calendrier global de relocalisation.

## PROJET

Restaurer les *satoumis* dans les pays insulaires**Une protection communautaire des ressources qui profite également à l'économie**

Les ressources halieutiques situées le long des côtes des pays insulaires du Pacifique, de l'océan Indien et des Caraïbes constituent une source précieuse de nourriture et de revenus pour les communautés locales. La destruction de l'environnement, le changement climatique et la surpêche exposent ces ressources à un risque d'épuisement. Cependant, pour les pays constitués de nombreuses îles isolées, ce défi ne peut pas être relevé par le seul secteur public. Dans ce contexte, une attention accrue est accordée à l'économie bleue, une approche consistant à protéger les ressources marines et à les utiliser pour stimuler une croissance économique impulsée par les communautés locales.

La JICA s'appuie sur le système traditionnel japonais de cogestion des ressources halieutiques ainsi que sur l'expertise qu'elle a accumulée en soutenant la redynamisation régionale des îles isolées afin de promouvoir l'économie bleue de la pêche dans les pays insulaires.

**Coopération pour le développement de systèmes et le partage des résultats**

L'économie bleue est constituée de trois composantes : (1) la cogestion, à savoir une gestion conjointe entre les autorités et les pêcheurs ; (2) la gestion des *satoumis*, des écosystèmes côtiers dont la protection environnementale et la gestion des ressources sont traditionnellement confiées aux communautés ; et (3) la redynamisation régionale liée aux chaînes de valeur alimentaire. La JICA mène des projets pilotes pour évaluer l'efficacité de différentes stratégies d'introduction de cette approche et permet



Un grand calmar, le chipiloua, échoué sur l'île d'Efate, au Vanuatu (en haut)  
Un turban vert, source précieuse de revenus pour les habitants locaux (à droite)  
(Photos : SUZUKI Kaku)



ensuite aux responsables des pays et régions d'en choisir une en fonction de leur situation locale dans le cadre des efforts visant à développer des systèmes et à partager les résultats.

**L'expérience du Vanuatu partagée avec d'autres pays**

La JICA met en œuvre une coopération à travers le projet de renforcement de l'utilisation et de la gestion durables des ressources halieutiques côtières dans les pays de la CARICOM, dans six pays des Caraïbes. Le projet encourage les travaux conjoints avec une méthode de pêche qui utilise des filets fixes et des dispositifs de concentration de poissons. Il

soutient également la création de coopératives de pêche.

Dans le projet de promotion *Grace of the Sea* dans les villages côtiers (phase 3) en cours au Vanuatu, dans le Pacifique, les communautés locales ont pris l'initiative de protéger le turban vert et d'autres coquillages en établissant des aires marines protégées (zones de gestion des pêches), et en créant des moyens de subsistance alternatifs pour compenser la perte de revenus. Ces activités de gestion communautaire des ressources côtières se sont avérées efficaces pour assurer la sécurité alimentaire du pays après un cyclone et soutenir la reconstitution de ces ressources. Les capacités du département de la pêche du Vanuatu ont également été renforcées. En outre, la gestion communautaire des ressources côtières a été intégrée dans la politique de la pêche du pays et dans le plan de développement national formulé en 2020.

La JICA tire parti de ces résultats dans ses activités de coopération mises en œuvre dans les îles Salomon, un pays voisin. La JICA travaille désormais avec une organisation internationale régionale basée en Mélanésie, avec laquelle elle a signé un protocole de coopération en 2020 pour explorer la possibilité de promouvoir l'économie bleue dans toute la région.

## VOIX

**L'établissement de la plus grande zone de gestion de la pêche du pays a été accepté par tous les villages concernés**

**Dr SEKO Akiya, IC Net Limited**

Expert de la JICA, projet de promotion *Grace of the Sea* dans les villages côtiers (phase 3)

Les responsables du département de la pêche du Vanuatu et les experts japonais ont réussi à faire émerger un état d'esprit proactif dans les communautés de sept îles. Sur l'une de ces îles, ils ont organisé un tournoi de football en modifiant les règles afin que les jeunes pêcheurs comprennent mieux la gestion communautaire des ressources côtières et y adhèrent. Finalement, le plus grand récif corallien du Vanuatu a été désigné comme zone de gestion des pêches par un consensus regroupant tous les villages concernés – ce qui ne s'était pas vu depuis plus de deux décennies.

# POPULATION

## Un développement centré sur l'être humain pour soutenir des conditions de vie fondamentales

La protection de la santé des personnes est une priorité absolue dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Consciente de cet enjeu, la JICA assure une coopération au développement centrée sur les individus. Un accent particulier est mis sur (1) l'initiative de la JICA pour la santé et la médecine mondiales ; (2) l'amélioration de la nutrition ; (3) le développement d'une éducation de qualité ; (4) la sécurité sociale et les questions liées au handicap et au développement ; et (5) le sport et le développement.



Ghana : À travers le projet d'introduction et de diffusion du carnet de santé maternelle et infantile (SMI), une formation est organisée à l'échelle nationale sur la fourniture de conseils en nutrition et de soins respectant la dignité des patientes. Si elles sont bien informées sur la santé maternelle et infantile ainsi que sur la nutrition, les mères peuvent prendre leurs propres décisions concernant les examens médicaux et les soins à domicile, en fonction de leurs besoins et de leur cadre de vie.

### Situation générale

#### Croissance de qualité et éradication de la pauvreté par cette croissance

Environ 700 millions de personnes dans le monde vivent toujours dans la pauvreté, avec moins de 1,90 USD par jour\*. La réduction de la pauvreté absolue reste à ce jour la question de développement prioritaire. Guidée par le principe de la *sécurité humaine*, la JICA promeut un développement centré sur l'être humain pour soutenir des conditions de vie fondamentales. À cette fin, et tout en embrassant la notion d'inclusivité, la JICA mène une coopération visant à aborder diverses questions liées à la santé, la nutrition, l'éducation et la sécurité sociale, ainsi que des activités encourageant le sport pour tous – notamment les personnes vulnérables telles que les pauvres, les enfants, les femmes, les personnes handicapées et

les personnes âgées.

Compte tenu de la pandémie mondiale de COVID-19, la JICA met l'accent sur les mesures sanitaires [→ voir page 4]. Simultanément, elle veille à ce que ses activités contribuent à minimiser l'impact de cette maladie infectieuse dans ses projets portant sur d'autres domaines.

### Stratégies et initiatives

#### Créer une société où chacun peut vivre l'esprit tranquille

#### Mener à bien l'initiative de la JICA pour la santé et la médecine mondiales

La JICA a lancé son initiative pour la santé et la médecine

\* Banque mondiale, « Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015/2016 : Objectifs de développement dans une ère de changement démographique »



37  
pays

ont bénéficié du soutien de la JICA pour l'introduction et la diffusion du carnet SMI au cours des exercices 1989 à 2020.



54  
pays

ont bénéficié d'une formation sur l'amélioration de la nutrition dispensée par la JICA au cours des exercices 2019 et 2020.

mondiales en réponse à la pandémie de COVID-19, le problème le plus urgent à l'heure actuelle, et pour faire émerger une société résiliente promouvant la santé [ → voir page 18]. À travers cette initiative, la JICA entend contribuer à la réalisation de la couverture santé universelle (CSU), qui assure à l'ensemble de la population les services de santé dont elle a besoin sans avoir à souffrir de difficultés financières, à moyen et long terme.

Les hôpitaux et instituts de recherche avec lesquels la JICA coopère de longue date dans le domaine de la lutte contre les maladies infectieuses déploient aujourd'hui tous les moyens dont ils disposent pour répondre à la pandémie dans les pays où ils sont implantés et chez leurs voisins. L'Institut Noguchi pour la recherche médicale (NMIMR pour Noguchi Memorial Institute for Medical Research) au Ghana en est un bon exemple. À un moment donné, le NMIMR avait réalisé jusqu'à 80 % des tests PCR effectués dans le pays. La JICA utilise ces réseaux pour mener une coopération internationale visant à protéger la santé.

### Améliorer la nutrition

La JICA travaille sur l'amélioration de la nutrition – notamment sur les deux faces de la malnutrition (à savoir la sous-nutrition et la surnutrition) – pour les personnes vulnérables des pays en développement, plus particulièrement les enfants. La JICA a déployé des efforts multisectoriels axés autour de la santé et de l'agriculture. L'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (IFNA pour Initiative for Food and Nutrition Security in Africa) doit par exemple améliorer la nutrition de 200 millions d'enfants.

### Développer l'éducation de qualité

La JICA contribue au développement d'une éducation de qualité pour un meilleur apprentissage des enfants. Cette coopération couvre un large éventail de domaines, allant de l'élaboration et de la révision de manuels scolaires et de guides d'enseignant au Laos et au Bangladesh à l'amélioration de l'éducation par le biais d'une collaboration à l'échelle communautaire au Niger, à Madagascar et au Ghana [ → voir le projet, page 42].

### Sécurité sociale, handicap et développement

La JICA soutient l'établissement de systèmes de sécurité sociale indispensables à la vie des populations et à la stabilité sociale dans un effort pour créer une société inclusive qui intègre les personnes



### L'unité par le sport

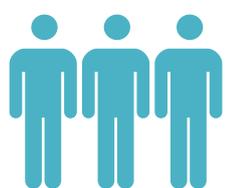
Soudan du Sud : La JICA coopère avec le ministère de la Jeunesse et des sports du Soudan du Sud pour organiser chaque année à Juba, la capitale du pays, un événement sportif national célébrant la paix et l'unité, le « Jour d'unité nationale ». Cet événement annuel a eu lieu pour la première fois en 2016. Au Soudan du Sud, en proie à des rivalités interethniques, l'événement sportif offre l'occasion aux jeunes de tout le pays d'approfondir les liens d'amitié par le biais du sport et d'autres interactions, quelles que soient leur région d'origine et leur appartenance ethnique.

vulnérables, y compris les personnes âgées, les femmes, les enfants, et les personnes handicapées. À cette fin, la JICA forme des fonctionnaires et d'autres personnes qui soutiennent l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de sécurité sociale. Elle entreprend également des activités visant à encourager une plus grande participation économique et sociale des personnes handicapées. Cela passe par un travail avec le Centre de développement Asie-Pacifique sur le handicap (APCD pour Asia-Pacific Development Center on Disability) avec lequel la JICA coopère depuis longtemps, ainsi que par l'utilisation de la transformation numérique (DX) [ → voir le projet, page 43].

En outre, la JICA intègre la perspective du handicap et du développement dans ses activités afin de prendre en compte la question du handicap dans l'ensemble de ses projets.

### Sport et développement

La JICA encourage la coopération pour le sport et le développement en collaborant avec des organisations sportives au Japon et à l'étranger afin de réaliser une société pacifique où tout le monde peut pratiquer une activité sportive. L'accent est mis sur (1) l'amélioration de l'accès aux sports dans les régions en développement ; (2) le développement de ressources humaines en bonne santé mentale et physique ; (3) l'inclusion sociale des personnes handicapées et des femmes, entre autres ; et (4) la consolidation de la paix, le tout par le biais du sport.



3,17 millions  
de personnes

ont bénéficié d'une amélioration de l'apprentissage soutenue par la JICA au cours de l'exercice 2020.

**Les comités de gestion scolaire au centre du projet**

Les écoles primaires de Madagascar sont confrontées à de multiples problèmes. Elles manquent souvent de salles de classe, de bureaux, de fournitures et de manuels scolaires. Il arrive aussi que les enseignants ne se présentent pas, ce qui entraîne l'annulation des cours. De nombreux élèves ne savent ni lire, ni écrire, ni compter. Pour remédier à cette situation, la JICA met en œuvre le projet « École pour tous » à Madagascar depuis 2016. Dans le cadre de ce projet, des parents et des enseignants, mais aussi des membres de la communauté, forment un comité de gestion scolaire et cherchent des solutions pour améliorer l'environnement des enfants en collaboration avec le gouvernement.

Après avoir reçu une formation, les membres du comité sont parvenus à analyser les problèmes et à élaborer des plans appropriés. Leurs efforts ont permis de trouver des salles de classe, d'acheter des fournitures et des manuels scolaires et de dispenser des cours de rattrapage animés par des volontaires. En ce qui concerne les cours de rattrapage, le projet a recommandé l'introduction de l'approche « Enseigner au bon niveau » (TaRL pour Teaching at the Right Level), une méthode d'enseignement basée sur les compétences qui s'adapte au niveau de compréhension de chaque élève. En 2019, des classes de rattrapage sur trois mois ont permis d'améliorer en moyenne de 20 points de pourcentage les résultats des tests pour environ 170 000 élèves.

Un programme éducatif télévisé adoptant la méthode TaRL a été produit à l'initiative du ministre de l'Éducation de Madagascar.



Un cours de mathématiques utilisant des bâtons et d'autres méthodes simples a été organisé pour rattraper les retards causés par la fermeture de l'école en raison de la pandémie.

Ce programme a été diffusé par une chaîne publique nationale pendant les fermetures d'écoles liées à la pandémie pour accompagner les élèves.

**Des repas scolaires fournis par les communautés dans 146 écoles**

Les activités des comités de gestion scolaire ne se limitent pas au domaine de l'éducation. En 2017, les comités ont lancé un programme communautaire de repas scolaires pendant la morte-saison agricole (de janvier à mars environ chaque année), lorsque l'approvisionnement alimentaire est limité en raison de l'instabilité de la récolte de riz. Les membres de la communauté ont fourni du riz, de l'eau, des légumes et de la main d'œuvre en cuisine afin

de soutenir ce programme.

Le nombre d'écoles proposant ce type de repas a bondi de 59 en 2019 à 146 en 2021. Suite aux appels pressants des parents, le président de Madagascar a décidé de fournir des repas scolaires dans toutes les écoles primaires du pays.

La JICA a contribué à diffuser la méthode d'amélioration de l'apprentissage et les repas scolaires pris en charge par la communauté, deux activités entreprises dans le cadre du projet, dans près de 10 000 écoles malgaches. Elle poursuit les efforts visant à déployer ces programmes dans tout le pays en coopération avec des organisations internationales et des donateurs.

VOIX

**Le partage des résultats est un facteur de motivation important**



**MORIMOTO Minako**

Experte de la JICA, projet « École pour tous » (projet en appui à une gestion participative et décentralisée des écoles)

À mon sens, il faut mettre en avant les résultats. Pour ce qui est des compétences en lecture et en calcul, il est important de partager les résultats des tests de connaissance de manière claire pour les membres de la communauté et les enseignants. S'ils mettent en œuvre les activités du projet et constatent par eux-mêmes l'amélioration des résultats, ils auront davantage confiance en eux et seront plus motivés pour entreprendre de nouvelles activités.

VOIX

**Tirer parti des résultats obtenus en Afrique de l'Ouest**



**KUNIEDA Nobuhiro** Conseiller senior de la JICA

Le projet « École pour tous » a commencé en Afrique de l'Ouest. En s'appuyant sur les résultats et les enseignements tirés des projets mis en œuvre dans cette région, la JICA a développé un modèle et œuvré pour sa diffusion à Madagascar avec des partenaires locaux. Le modèle intègre un certain nombre d'avancées, notamment l'adoption de l'approche TaRL développée par la Fondation Pratham pour l'éducation en Inde, ainsi que l'introduction du programme communautaire de repas scolaires.

## PROJET

## DAISY restitue le plaisir de la lecture pour les personnes handicapées

## Diffusion en cours de la version arabe

Certaines personnes ont du mal à obtenir les connaissances et informations indispensables à leur participation sociale. Il s'agit notamment des personnes souffrant d'un handicap de lecture, tel qu'une déficience visuelle, un trouble de l'apprentissage ou un déficit des membres supérieurs. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent les aider à améliorer leur accès à l'information.

L'Égypte – où l'on compte 10,11 millions de personnes handicapées, soit un peu plus de 10 % de la population – a formulé en 2012 une stratégie en matière de TIC qui prévoit, entre autres, d'encourager leur autonomisation et leur participation sociale. Des progrès ont déjà été réalisés dans la production de livres audio numériques en anglais et dans d'autres langues alphabétiques avec l'aide du système d'information numérique accessible (DAISY pour Digital Accessible Information System), une norme internationale offrant un outil puissant pour les personnes ayant des difficultés de lecture. Cependant, les publications répondant à cette norme n'étaient pas disponibles en arabe.

Cela a incité la JICA à travailler avec une société japonaise spécialisée dans les livres audio pour développer un logiciel de production de livres DAISY en arabe. La JICA a œuvré à la promotion de la norme DAISY et à la formation des responsables des ingénieurs en production dans le cadre du projet d'amélioration de l'inclusion des personnes handicapées par une meilleure accessibilité de l'information, de mars 2019 à décembre 2021.



Session pratique de consultation de livres audio produits avec la norme DAISY pour des enfants souffrant de handicaps divers à la bibliothèque d'Alexandrie

## Former des ingénieurs à la production de publications

DAISY ne se limite pas à l'enregistrement du son ; le dispositif permet aux utilisateurs de passer de la table des matières à toute page qui les intéresse. DAISY multimédia, qui synchronise le son et le texte, est également utile aux personnes ayant des difficultés d'apprentissage. Le procédé permet non seulement de mettre en évidence la partie qui est lue à haute voix, mais aussi d'ajuster les paramètres d'affichage tels que la taille et la couleur de la police, l'espacement des lignes et la couleur du fond pour s'adapter aux capacités visuelles de l'utilisateur.

Ce projet a formé 42 responsables

d'ingénieurs en production DAISY et produit 33 titres DAISY en arabe. Le projet prévoit de produire des publications sur divers domaines tels que l'éducation, la santé et la réduction des risques de catastrophe au format DAISY et de les rendre disponibles sur les sites internet du ministère égyptien des Communications et des technologies de l'information ainsi que de la Bibliothèque nationale et des archives nationales d'Égypte. En outre, des sessions pratiques organisées dans le cadre du projet ont permis à des enfants souffrant de déficiences visuelles ou de difficultés d'apprentissage de profiter de l'expérience DAISY. Les participants étaient ravis de pouvoir goûter aux joies de la lecture.

## VOIX

## Vers une diffusion de DAISY dans l'ensemble du pays



Dr Mahmoud Anwar

Assistant professeur au département d'espagnol, Université Ain Shams

J'ai suivi une formation de courte durée sur la norme DAISY destinée aux personnes souffrant de déficiences visuelles. Les conférenciers égyptiens et japonais étaient clairs et très à l'écoute. Lorsque j'ai créé ma première publication DAISY, j'étais ravi, comme si j'avais découvert un tout nouveau monde. J'espère que cette technologie se répandra largement dans les universités égyptiennes.

## VOIX

## Communiquer des informations importantes avec DAISY



Dr KAWAMURA Hiroshi

Vice-président de l'Organisation pour le développement des technologies d'assistance

La nécessité de protéger des vies dans le contexte de la pandémie m'a fait prendre conscience de l'importance de comprendre correctement les textes à des fins de prévention et de traitement. L'utilisation de la norme DAISY en arabe sera utile aux personnes handicapées non seulement en Égypte, mais aussi dans d'autres pays arabophones. Je souhaite poursuivre notre soutien pour répondre aux attentes des personnes handicapées et des anciens participants à la formation.

# PAIX

## Des sociétés pacifiques et équitables pour prévenir les conflits

Pour instaurer la paix et l'équité, il est indispensable de construire des États et des sociétés qui empêchent l'occurrence et la récurrence des conflits violents. Réduire les facteurs de conflit tels que la pauvreté, les inégalités et l'absence d'État de droit, tout en renforçant la gouvernance, permettent d'augmenter la capacité des États et des sociétés à faire face aux crises, ce qui contribue en retour à la paix et à la stabilité.



Philippines : Pour préparer l'établissement du gouvernement autonome du Bangsamoro, la JICA met en œuvre un projet de coopération visant à renforcer les institutions et former des administrateurs publics à Mindanao. Dans le cadre de ce projet, un expert japonais a fait équipe avec des fonctionnaires locaux chargés des finances pour mener des activités permettant de gagner la confiance des résidents. Ces activités portent notamment sur la mobilisation des revenus par les gouvernements locaux. La photo montre une campagne de paiement des impôts soutenue par la JICA.

### Situation générale

#### Les conflits violents se prolongent et s'internationalisent

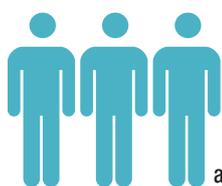
Non seulement les conflits violents arrachent des vies humaines, mais ils blessent psychologiquement et physiquement et détruisent les communautés. Récemment, les conflits violents sont devenus de plus en plus nombreux. À la fin de l'année 2020, le nombre de réfugiés et de déplacés internes dans le monde s'élevait à un niveau inédit de 82,4 millions<sup>1</sup>.

La Banque mondiale prévoit que d'ici 2030, jusqu'à deux tiers des personnes en situation de pauvreté extrême du monde pourraient se concentrer dans des États fragiles et touchés par des conflits<sup>2</sup>. Les conflits violents se reproduisent souvent en raison de l'instabilité

sociale persistante après un conflit initial. Dans les zones en proie à un risque de conflit, il est important de prévenir l'apparition et la récurrence d'un conflit en s'attaquant à un ensemble de facteurs par l'établissement et le renforcement d'institutions étatiques fondées sur l'État de droit et auxquelles la population peut faire confiance, entre autres moyens.

Ces dernières années, les conflits violents ont eu tendance à se prolonger et à s'internationaliser. Près de 80 % des réfugiés sont partis de chez eux depuis plus de cinq ans<sup>3</sup>. En outre, l'extrémisme violent a souvent des retombées sur les pays voisins. Ces tendances mettent au jour l'importance du lien entre humanitaire et développement.

La pandémie de COVID-19 a un impact particulièrement lourd dans les régions fragiles et touchées par des conflits qui souffrent à la fois de l'instabilité des fonctions étatiques et de



Près de **820 000**

Le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile des zones\* administrées par les fonctionnaires locaux ayant bénéficié d'une formation de la JICA en Ouganda.

[→ voir le projet, page 46]

\* Il s'agit des sous-régions d'Acholi et de Nil occidental en Ouganda ; le nombre est basé sur les statistiques 2020 du HCR.



**10 529**

Le nombre de personnes ayant suivi la formation de la JICA sur la prévention de la récurrence des conflits et la réconciliation sociale pour la consolidation de la paix au cours des exercices 2017 à 2020.

l'inadaptation des infrastructures. L'insatisfaction à l'égard de la réponse apportée par les gouvernements à la crise sanitaire et le ralentissement économique qui en résulte, ainsi que l'intensification de la confrontation sociale, conduisent souvent à des conflits et des émeutes.

## Stratégie Établir des États et des sociétés inclusifs et résilients fondés sur l'État de droit

### L'approche de la *sécurité humaine*

Le soutien de la JICA à la consolidation de la paix se concentre sur (1) le renforcement des institutions et des ressources humaines pour établir un gouvernement qui a la confiance du peuple ; (2) la réconciliation communautaire pour une société résiliente ; et (3) le rétablissement, la reconstruction et le renforcement du capital social et humain. Il s'agit d'une approche basée sur la *sécurité humaine*, un concept qui se concentre sur la mise en place de systèmes sociaux résilients en combinant (1) le développement des capacités des gouvernements ainsi que le renforcement des institutions pour la protection, et (2) l'autonomisation des personnes et des communautés.

### Lien entre humanitaire et développement

Les séjours des réfugiés et des déplacés internes étant de plus en plus longs, la coopération de la JICA se concentre davantage sur la coexistence des réfugiés et des communautés hôtes (1) en renforçant la capacité des gouvernements locaux des communautés hôtes à accueillir des réfugiés ; et (2) en encourageant les réfugiés et les communautés hôtes à travailler ensemble pour le développement et l'amélioration de leurs moyens de subsistance.

### Renforcement de la gouvernance

Pour créer une société où chacun peut vivre une vie heureuse dans la dignité, la JICA partage – et s'efforce d'incarner – des valeurs universelles telles que (1) l'État de droit, (2) les droits humains fondamentaux comme la liberté individuelle et la liberté d'expression, et (3) la démocratie.

Elle contribue également à former les bases du développement socio-économique en encourageant l'allocation efficace des ressources de l'État.

## Activités et résultats S'attaquer aux facteurs de risque et développer les institutions administratives

### Renforcer les organisations administratives pour gagner la confiance du public

Dans les zones fragiles et touchées par des conflits, le manque de confiance de la population envers le gouvernement et au sein de la population peut raviver un conflit.



### Surmonter les conflits et reconstruire les communautés

Colombie : Des membres de la communauté entourent une pépinière de caféiers qu'ils cogèrent. Grâce aux activités d'un expert japonais, la JICA a aidé d'anciens déplacés internes à reconstruire leur vie après leur retour. Elle a contribué au rétablissement de la confiance au sein de communautés ravagées par le conflit et aidé ces dernières à devenir plus inclusives grâce à la collaboration entre les résidents.

Par conséquent, la JICA se concentre sur les gouvernements locaux les plus proches de la population en soutenant la fourniture de services publics complets aux communautés, y compris les réfugiés et les déplacés internes, ainsi que sur le renforcement de la confiance au sein des communautés (→ voir le projet, page 46). En 2020, les interventions de la JICA en réponse à la pandémie ont couvert (1) la fourniture de matériels et d'équipements médicaux tels que des masques et des respirateurs à oxygène aux camps de réfugiés en Palestine, à la demande des résidents ; et (2) le partage d'informations sur la prévention des infections en Côte d'Ivoire par le biais des réseaux sociaux et d'affiches.

### Renforcement de la gouvernance

Pour instaurer et maintenir la paix et la stabilité, il faut que les institutions étatiques fonctionnent correctement de manière à gagner la confiance du public. La JICA s'engage sur (1) l'établissement et l'amélioration des institutions les plus exposées à cet égard : le système judiciaire et l'administration publique, les médias, et les systèmes fiscaux et financiers ; et (2) le développement des ressources humaines qui gèrent ces institutions et ces systèmes (→ voir le projet, page 47).

### Éliminer la violence basée sur le genre

Dans les zones fragiles et touchées par des conflits, la violence basée sur le genre (VBG) est fréquemment utilisée comme un moyen de dominer les autres par l'agression ou la peur. La JICA a mené des études sur les questions liées à la VBG dans cinq pays africains, dont le Kenya et le Rwanda, afin d'explorer la possibilité d'une coopération future avec ces pays. Elle a également assuré une coopération pour éliminer la VBG en formant des ressources humaines dans le secteur de la justice pénale et du maintien de l'ordre.

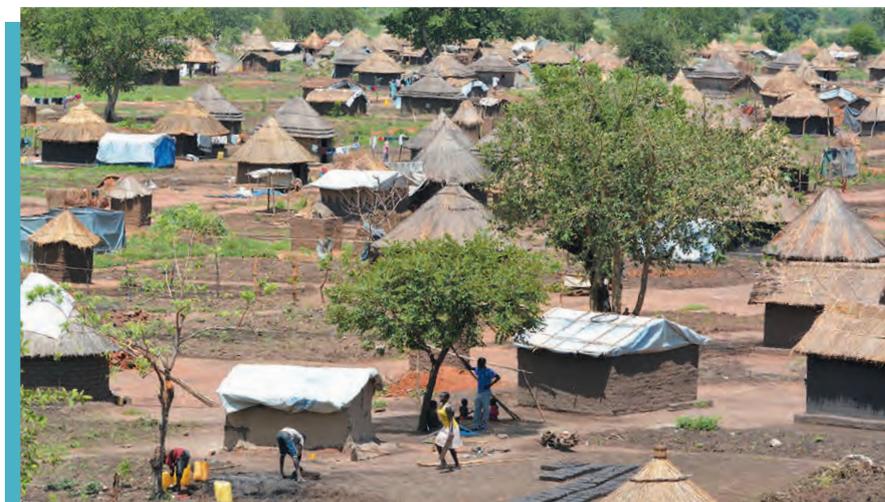
1. HCR, « Global Trends: Forced Displacement in 2020 »  
2. Banque mondiale, « Fragility, Conflict & Violence » (1<sup>er</sup> juillet 2021)  
<https://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/overview>  
3. Banque mondiale, « Forced Displacement » (1<sup>er</sup> juillet 2021)  
<https://www.worldbank.org/en/topic/forced-displacement>

### Promouvoir le lien entre humanitaire et développement

Lorsque la coopération nationale et internationale se concentre exclusivement sur les réfugiés – qui sont de plus en plus nombreux et dont la durée de séjour est de plus en plus longue – des frictions risquent de se produire avec les résidents des communautés hôtes. Un risque similaire se pose en Ouganda, un pays pourtant réputé pour sa « politique d'ouverture généreuse pour les réfugiés » et qui garantit leur liberté de mouvement et d'emploi. Cette situation met en lumière l'importance de la coopération au développement en faveur des communautés qui accueillent les réfugiés.

En complément de l'aide humanitaire des agences telles que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), la JICA renforce les capacités des gouvernements locaux et soutient les communautés hôtes afin d'instaurer la confiance entre les autorités locales et les résidents. La JICA est très attentive à ce « lien entre humanitaire et développement » et elle assure une coopération visant à accroître la résilience des communautés.

Dans la sous-région d'Acholi, dans le nord de l'Ouganda, le conflit opposant les forces gouvernementales aux milices antigouvernementales, des années 1980 jusqu'aux années 2000, a contraint près de deux millions de personnes à quitter leur foyer. Lorsque les déplacés internes se sont réinstallés, la JICA a mené un projet de 2011 à 2015 pour aider les gouvernements locaux à formuler des plans de développement communautaire et renforcer leurs capacités de mise en œuvre. La JICA a élargi son champ d'action pour inclure la sous-région de Nil occidentale – où séjournaient de nombreux réfugiés de pays voisins, le Soudan du Sud et la République démocratique du Congo – dans le cadre du projet de développement des



Des tentes pour les réfugiés et des huttes pour les résidents locaux se côtoient dans le camp de Boroli, dans la sous-région de Nil occidentale (en haut).  
Des réfugiés apprennent des techniques de culture du riz (à droite).  
(Photos : KUNO Takeshi)



capacités des gouvernements locaux pour le renforcement de la résilience communautaire dans les sous-régions d'Acholi et de Nil occidentale, mis en œuvre de 2016 à 2020.

### Introduction d'outils de planification et de mise en œuvre

L'objectif de ce projet était d'apprendre aux fonctionnaires locaux à formuler des plans de développement basés sur des données, objectifs et transparents, ainsi qu'à mettre en œuvre un développement communautaire inclusif. À cette fin, deux types d'outils ont été développés. Les « outils de planification du développement »

ont été conçus pour évaluer les différentes demandes des villages avec des scores mesurant des critères objectifs et permettant d'évaluer leur priorité. Les « outils de mise en œuvre du développement communautaire » doivent quant à eux intégrer la voix de diverses personnes dans la mise en œuvre du projet. À l'aide de ces outils, le projet visait non seulement à développer la capacité de planification des fonctionnaires, mais aussi à améliorer les moyens de subsistance des résidents locaux, y compris des personnes socialement vulnérables, en agrandissant leurs exploitations et en stimulant la production agricole.

Ces outils ont été bien accueillis et effectivement utilisés par de nombreux fonctionnaires locaux. Un fonctionnaire a déclaré que les outils rendaient l'ensemble du processus transparent et clair, facilitant ainsi la formulation et la mise en œuvre des plans de développement.

#### VOIX

#### Notre bureau est devenu un modèle national en matière de développement régional



**Lemeriga George**  
Planificateur du district d'Obongi, Ouganda

Nous, fonctionnaires locaux, avons maîtrisé ces outils de planification. Cela nous a permis de formuler des plans de développement efficaces, efficaces et inclusifs. Les plans de développement fondés sur des données probantes, participatifs et ascendants contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes. Ces outils ont été incorporés dans les directives de planification du développement des gouvernements locaux de l'Autorité nationale de planification ougandaise.

## PROJET

## Formation et soutien aux fonctionnaires des douanes du Soudan du Sud

## Vers une mise aux normes internationales des procédures douanières

En obtenant son indépendance en 2011, le Soudan du Sud est devenu le plus jeune pays du monde. La JICA a coopéré avec les douanes du pays, une administration essentielle pour stabiliser l'économie et garantir des flux de revenus après l'indépendance.

Au départ, le Soudan du Sud fixait des taxes en fonction de sa propre nomenclature tarifaire, tandis que les services douaniers étaient assurés par des fonctionnaires ne disposant pas de connaissances et d'expérience adéquates. Cela a incité la JICA à lancer en 2016 le projet de renforcement des capacités des services douaniers au Soudan du Sud pour l'introduction du système harmonisé (SH) de codification, qui a ensuite été désigné comme la phase 1 du projet. L'objectif était d'introduire le SH – un ensemble de numéros de classification communs au niveau international pour les produits d'importation et d'exportation – dans le but plus large de moderniser et mettre aux normes internationales les services douaniers du pays. La phase 2 du projet a commencé en 2020.

En raison de la situation sécuritaire défavorable, associée à la pandémie de COVID-19, les fonctionnaires des douanes sud-soudanaises mènent seuls les activités du projet à Juba, la capitale du pays, accompagnés à distance par des experts japonais depuis l'Ouganda voisin. Ces fonctionnaires des douanes ont acquis des connaissances et des compétences sur le SH et ont reçu une formation pour les formateurs dans le cadre de la phase 1.

Grâce au « travail à domicile » personnalisé que les experts japonais ont continué à assigner chaque mois aux fonctionnaires dans le cadre du suivi post-formation, le transfert



NUMAGUCHI Mitsunori, un expert de la JICA, donne une formation sur la classification SH à des fonctionnaires des douanes sud-soudanaises dans le cadre de la phase 1 du projet (en haut). Cette fonctionnaire des douanes, formée à la classification SH dans la phase 1, donne maintenant à son tour cette formation dans la phase 2 (à droite).



de technologie a pu être effectué en un temps record. Ce travail concernait, entre autres, la classification SH et le calcul des taxes. En fonction des résultats obtenus, les experts japonais préparaient des questions pour le mois suivant afin d'approfondir les connaissances des fonctionnaires. Au fil des mois, une amélioration progressive des compétences pratiques en matière de classification SH a été constatée. Les connaissances des fonctionnaires se sont encore accrues lorsqu'ils sont eux-mêmes devenus formateurs. Cette expérience les a rendus plus confiants et plus motivés.

## Poursuite de la coopération à distance

Le soutien méticuleux des experts japonais n'est pas étranger à ces résultats positifs. Lorsque les formateurs SH sud-soudanais donnent une formation, les experts japonais suivent leurs performances depuis l'Ouganda via un système de visioconférence, et ils fournissent des explications complémentaires ainsi qu'un retour sur les points à améliorer le cas échéant.

La formation en ligne et le travail à domicile se poursuivent dans la phase 2. Malgré l'instabilité de l'alimentation électrique et de la connexion internet, les experts japonais trouvent des solutions, notamment en stockant les données de la formation sur des clés USB qu'ils envoient au Soudan du Sud. D'autres initiatives ont été prises pour soutenir les douaniers sud-soudanais. Les experts ont mis au point une application qui permet aux fonctionnaires et aux courtiers en douane de se référer facilement à la nomenclature SH et à la liste des tarifs – tous deux nécessaires à la déclaration en douane – sur un smartphone.

## VOIX

Je n'oublierai jamais les connaissances que j'ai acquises auprès des experts de la JICA !



Joyce William

Chef de l'unité SH, Division des douanes, Autorité fiscale nationale du Soudan du Sud

En tant que chef de l'unité SH, je tire parti de ce que j'ai appris dans le cadre du projet pour donner des instructions à mes collègues et aux courtiers en douane. J'ai souvent du mal à m'assurer qu'ils comprennent et appliquent mes instructions. Pourtant, j'aime mon travail. La modernisation des services douaniers est un enjeu d'importance dans la mesure où cela permet de sécuriser les revenus du pays. Je suis très reconnaissante envers les experts de la JICA qui nous soutiennent même en pleine pandémie.

La JICA assure divers types de coopération au développement pour l'environnement mondial ainsi que pour les humains qui y vivent. Elle travaille avec les pays en développement pour relever une multitude de défis, y compris ceux qui ont été identifiés pour la première fois à travers le prisme de la pandémie de COVID-19.



Burkina Faso : Cette volontaire de la JICA explique comment utiliser un lave-mains à pédale. Un lavage des mains opportun et correct est fondamental pour prévenir la propagation de maladies infectieuses telles que la COVID-19. La JICA intègre la fourniture d'équipements pour se laver les mains et l'organisation d'activités de sensibilisation à l'hygiène dans un grand nombre de ses projets dans les pays en développement afin de soutenir la prévention des infections, la promotion de la santé et la santé publique.  
(Photo : IIZUKA Akio)

### Situation générale

## Nos sociétés sont inséparables de l'environnement mondial

La pandémie de COVID-19 nous a rappelé à quel point l'environnement mondial était interconnecté avec nos sociétés et nos moyens de subsistance. Nous avons pris conscience de l'impact des modifications de l'environnement et des perturbations écologiques causées par l'activité économique sur les cas de zoonoses. Nous avons constaté que les maladies infectieuses et les polluants environnementaux traversaient les frontières nationales et que la gestion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène jouait un rôle clé dans la prévention de ces maladies et de cette pollution. Nous craignons, enfin, que les pandémies ne soient exacerbées par des catastrophes, et la liste ne s'arrête pas là. Les efforts visant à relever ces défis étroitement imbriqués, associés à la décarbonisation et à

d'autres actions en faveur du climat, s'accroissent dans le monde entier en prévision de l'après-COVID.

### Stratégies

## Coopération multisectorielle

Pour surmonter les vulnérabilités sociales et économiques telles que celles mises au jour par la pandémie, la JICA promeut le concept « Reconstruire en mieux » qui prévoit de reconstruire des systèmes sociaux plus résilients et moins exposés aux risques de catastrophe. La JICA formulera de nouvelles approches de coopération afin de parvenir à une reprise verte\*, une initiative multisectorielle axée sur l'action climatique, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, l'environnement et la réduction des risques de catastrophe (RRC).

Concrètement, la JICA va encourager et soutenir les activités visant à atteindre les objectifs suivants :



**50 millions d'hectares**

La superficie totale approximative couverte par la coopération technique de la JICA en matière de protection de la nature au cours des exercices 2014 à 2019, soit 1,3 fois la superficie totale du Japon.



**28 millions**

Le nombre de personnes qui ont eu accès à une eau potable grâce à la coopération de la JICA au cours des exercices 2011 à 2020.



### 1. Un environnement urbain sain et sûr

Pour maintenir un environnement urbain sain et confortable, la JICA va assurer une coopération au développement pour renforcer les capacités des entités gouvernementales et d'autres organisations du secteur public responsables de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la gestion de l'environnement. Ces efforts devraient contribuer à atteindre l'objectif plus large consistant à réaliser une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux et soumise à un stress environnemental minimal.

### 2. Approvisionnement en eau potable et protection des ressources hydriques

L'eau est indispensable à la vie, à la santé et aux activités économiques des personnes. Elle est également essentielle à la *sécurité humaine*. La JICA va mener une coopération pour la protection et la gestion des ressources en eau ainsi que pour la gestion des services publics qui fournissent de l'eau potable aux populations. En outre, la JICA va promouvoir de manière proactive les activités de sensibilisation sur l'assainissement et le lavage des mains, en particulier pour la prévention des maladies infectieuses.

### 3. Harmonie entre les activités humaines et l'environnement naturel

La JICA s'efforcera de prévenir la perte et la dégradation de l'environnement naturel et de promouvoir l'harmonie entre l'environnement et les activités humaines, y compris l'activité économique. Afin que les individus puissent continuer à profiter des diverses richesses offertes par la nature, la JICA entend créer une société durable à travers (1) la contribution de l'expertise traditionnelle locale ; (2) le développement des capacités des organismes administratifs concernés ; et (3) la collaboration avec les résidents locaux.

### 4. Une société résiliente qui intègre la RRC

La JICA cherchera à réduire le nombre de victimes et les dommages économiques dus aux aléas naturels en encourageant les investissements dans la RRC avant les catastrophes. Dans une perspective de RRC, la JICA contribuera à l'édification d'une société résiliente capable de faire face à des menaces telles que la COVID-19.

#### Activités et résultats

#### Assurer une coopération pour les situations d'urgence

Souvent, les pays en développement ne disposent pas des ressources humaines, des technologies ou des fonds adéquats. Face à la pandémie, ils ont été confrontés à de nombreuses difficultés liées notamment aux confinements dans les villes. Pour sa part, la JICA a également eu du mal à poursuivre certaines de ses opérations, le Japon n'ayant pas fait exception et proclamé à plusieurs reprises un état d'urgence accompagné de restrictions en matière de



#### Aider les résidents à mener une vie durable

Timor-Est : Les résidents locaux récoltent le maïs cultivé sur une exploitation à flanc de colline adaptée à l'amélioration des sols et à la protection de l'environnement. Le pays a récemment connu une perte et une dégradation nettes de ses ressources forestières, principalement à cause de la culture sur brûlis. La JICA encourage le passage à une agriculture biologique permanente dans le cadre de la deuxième phase du projet de gestion durable des ressources naturelles basée sur la communauté (CBNRM).

communication et de voyage. Néanmoins, la JICA a veillé à ce que les travaux essentiels ne soient pas interrompus afin de sauver des vies et de préserver au mieux la santé des populations pendant que la pandémie faisait rage. Forte de cette résolution, la JICA a mené les activités suivantes au cours de l'exercice 2020 [→ voir le projet, page 50] :

Coopération pour la durabilité et le renforcement des capacités des services de gestion des déchets indispensables à l'assainissement urbain. Il s'agissait, entre autres, de protéger la santé et la sécurité des prestataires de services et d'intégrer dans les projets initiaux des activités de coopération supplémentaires pour la bonne gestion des déchets médicaux et infectieux.

Coopération pour les services de l'eau. Il s'agissait de fournir des désinfectants, du matériel et des équipements pour l'exploitation et l'entretien des installations, ainsi que du carburant pour faire fonctionner les usines de traitement de l'eau. Cela comprenait également une aide aux activités de sensibilisation à l'hygiène encourageant le lavage des mains, etc.

Fourniture de matériels et d'équipements aux organisations de RRC qui faisaient face à la pandémie dans le cadre de la gestion de crise, parallèlement aux efforts fondamentaux de RRC.

La JICA a réalisé promptement des enquêtes et des études sur la relation entre le maintien des fonctions urbaines et les mesures anti-COVID.

Consciente de l'importance de la protection de la nature pour atteindre une reprise verte et lutter contre les zoonoses, la JICA a également commencé à explorer de nouveaux types de coopération.

\* Une approche de la reprise post-pandémique qui se concentre sur l'action climatique et environnementale et vise à reconstruire des sociétés plus durables.

**Fourniture de matériels et promotion des activités de sensibilisation**

Les travailleurs essentiels sont tout simplement indispensables au fonctionnement de nos sociétés. Leur importance a été mise en lumière par la crise sanitaire mondiale. Dans les pays en développement, cependant, la pénurie de produits d'hygiène et de nettoyage a rendu difficile la poursuite des services rendus par ces travailleurs.

Cette situation a incité la JICA à fournir rapidement le matériel nécessaire et à soutenir des activités de sensibilisation à l'assainissement et à l'hygiène par le biais de ses projets en cours dans les pays partenaires.

Par exemple, la JICA a offert au Bangladesh, à la Palestine et au Sri Lanka des équipements de protection individuelle (EPI) pour les personnels chargés de nettoyer les lieux publics et de collecter les déchets, entre autres travailleurs essentiels. Le projet de renforcement de la gestion des déchets solides à Dhaka North City, Dhaka South City et Chittagong City au Bangladesh constitue un bon exemple à cet égard. Dans le cadre de ce projet, la JICA a acheté sur place des masques et des gants pour assurer la sécurité du personnel concerné. La JICA a élaboré une brochure sur la prévention des infections et un manuel de poche pour ces travailleurs et elle leur a donné des instructions à distance en matière d'hygiène. Une autre brochure a été produite pour informer les ménages sur les moyens sûrs d'éliminer les déchets.

Au Mozambique, la JICA a déployé une coopération pour organiser des réunions d'étude sur la COVID-19 et réaliser une affiche de sensibilisation. La réutilisation des masques



La JICA a fourni 3 000 masques à la Coordination nationale pour la prévention des catastrophes du Guatemala dans le cadre du projet de développement des capacités pour la gestion du risque de catastrophe en Amérique Centrale (phase 2).

usagés et jetés devenant problématique, l'affiche expliquait comment « couper les masques usagés » avec des ciseaux, les jeter, puis se laver les mains. La Plateforme africaine des villes propres, créée par le gouvernement japonais et la JICA, entre autres organisations internationales, a élaboré des directives sur la gestion des déchets solides intégrant des mesures contre les infections.

**Coordination avec les programmes d'approvisionnement en eau et la coopération en matière de RRC**

Dans le cadre de ses programmes d'approvisionnement en eau, la JICA a fourni au Népal, au Tadjikistan, à la Palestine, au Kenya, au Soudan et au Soudan du Sud des

désinfectants ainsi que du matériel et des équipements pour l'exploitation et l'entretien des installations d'eau, essentielles pour le lavage des mains. À travers deux projets en cours en Équateur – le projet de villes sûres et résilientes aux séismes et aux tsunamis et le projet de développement des capacités pour la gestion du risque de catastrophe en Amérique Centrale (phase 2) – la JICA a distribué des masques, des EPI et d'autres produits d'hygiène aux agences de RRC confrontées à la pandémie. Ce matériel a été utilisé par de nombreux travailleurs essentiels, en particulier dans les hôpitaux et pour les activités de prévention en première ligne.

VOIX

**Nous avons fourni de l'eau potable malgré la pandémie**



**Awar Yar Paul Kuol**

Directrice générale Société des eaux urbaines du Soudan du Sud (SSUWC)

Grâce au carburant et aux produits chimiques distribués par la JICA, nous avons pu fournir de l'eau potable aux habitants de Juba malgré la pandémie. Les masques, les produits de lavage des mains et les autres produits d'hygiène de la JICA ont permis d'assurer la sécurité de notre personnel. La Société des eaux urbaines du Soudan du Sud (SSUWC pour South Sudan Urban Water Corporation) apprécie la coopération engagée et continue de la JICA qui comprend non seulement cette aide d'urgence, mais aussi d'autres activités, notamment la formation de nos employés qui n'ont pas pu recevoir un enseignement adéquat en raison du conflit.

VOIX

**Systèmes communautaires de gestion des catastrophes en action**



**TAKEBAYASHI Ayumi**

Ancienne experte de la JICA, projet de développement des capacités pour la gestion du risque de catastrophe en Amérique Centrale (phase 2) Conseillère en formulation de projet, bureau de la JICA au Nicaragua

J'ai vu des organisations communautaires et bénévoles de RRC et des fonctionnaires municipaux chargés de la RRC collaborer efficacement sur la prévention anti-COVID, l'aide alimentaire et les interventions d'urgence. Cela constitue à mon sens une preuve de la souplesse des systèmes de gestion des catastrophes développés par le projet. La JICA a soutenu ces activités en achetant localement des masques, des gants en caoutchouc, des désinfectants liquides et d'autres fournitures.

## PROJET

## Collaboration avec les pays partenaires pour lutter contre la pollution des océans par le plastique

### Il est urgent d'agir dans les pays en développement

La pollution des océans par le plastique fait depuis quelques années l'objet d'une attention particulière en tant que problème environnemental de premier ordre à l'échelle planétaire. Les déchets en plastique générés principalement sur terre se déversent dans la mer via les rivières et autres canaux de ruissellement faute d'une gestion correcte. On craint les effets néfastes sur l'environnement et les écosystèmes marins, mais aussi sur le tourisme, la pêche et les environnements résidentiels côtiers.

Les scientifiques expliquent que ces déchets peuvent rester intacts pendant plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'années, et continuer de s'accumuler. La résolution de ce problème nécessite donc une action mondiale. Les pays en développement qui n'ont pas de programmes adéquats de lutte contre la pollution environnementale, en particulier, doivent prendre des mesures de toute urgence.

C'est pourquoi la JICA s'engage activement à leurs côtés parallèlement à sa coopération traditionnelle en matière de gestion des déchets solides.

### Chercher des solutions à travers des efforts collectifs régionaux

Au cours de l'exercice 2020, un projet international de recherche conjointe a été lancé en Thaïlande afin de réduire la pollution des océans par le plastique dans la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Cette recherche conjointe, intitulée « projet de création d'un Centre d'excellence pour les études sur la pollution plastique dans les mers d'Asie du Sud-Est », a été lancée dans le cadre du partenariat de recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS). Dans le cadre de cette



En mars 2021, le siège de la JICA à Tokyo et celui de l'AEPW à Singapour ont organisé une cérémonie en ligne pour la signature du protocole d'accord sur la gestion des déchets plastiques (en haut). Des déchets plastiques jonchent une plage thaïlandaise (à droite). (Photo : ISOBE Atsuhiko)



recherche, le Japon – leader mondial dans ce domaine – s'est associé à la Thaïlande, qui est confrontée à un grave problème de déchets urbains, pour élaborer un plan d'action qui sera soumis au gouvernement thaïlandais. Ce plan d'action devrait servir de modèle à l'ensemble de l'ANASE.

La JICA offre des possibilités d'apprentissage global sur les actions entreprises par la communauté internationale et le Japon pour résoudre le problème. Cela comprend l'invitation d'administrateurs publics de pays partenaires au Japon pour développer les ressources humaines responsables de la gestion des déchets marins. Par ailleurs, des conférences et des visites de sites sont organisées par des universités, des administrations locales et des

entreprises japonaises.

Pour les pays insulaires des Caraïbes ainsi que pour les pays d'Amérique latine ayant de longues côtes, la JICA a mené des études pour évaluer les flux de plastiques qui se déversent dans les océans et explorer la possibilité d'une coopération qui tire parti de technologies détenues par des entreprises japonaises. La JICA prévoit d'envoyer prochainement des conseillers dans la région.

### Coopération avec des organisations internationales à but non lucratif

En mars 2021, la JICA a signé un protocole d'accord avec l'organisation internationale à but non lucratif Alliance to End Plastic Waste (AEPW). L'AEPW s'associe aux gouvernements, aux ONG de développement environnemental et économique et aux acteurs issus de la société civile partout dans le monde pour mettre fin à la pollution des océans par le plastique. La JICA et l'AEPW s'appuieront sur leurs forces et leurs ressources respectives pour s'attaquer stratégiquement à la question des déchets plastiques et contribuer ainsi à la transition vers une économie circulaire.

## VOIX

### S'attaquer au problème par un partenariat solide



**TAKEHIDE Anada**  
Alliance to End Plastic Waste (AEPW)

La question de la pollution des océans par le plastique est complexe. Elle exige donc la coopération de toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur du plastique. En juin 2021, nous participions à plus de 30 projets à travers le monde en coopération avec divers partenaires. Je suis convaincu qu'un partenariat solide avec la JICA aura un très fort impact.

## Coopération avec le secteur privé

### Soutenir le développement économique et social à travers les activités des entreprises privées

En mobilisant les réseaux et les relations de confiance tissés avec les gouvernements des pays en développement, ainsi que le savoir-faire issu d'années de mise en œuvre de projets d'APD du Japon dans le monde en développement, la JICA utilise des dispositifs variés, comme le montre le schéma ci-dessous, pour apporter une aide efficace et efficiente permettant d'obtenir de meilleurs résultats de développement à travers une collaboration accrue avec le secteur privé.

#### Financement des investissements du secteur privé

##### Aide au développement économique et social des pays en développement à travers le secteur privé

Dans le cadre de la coopération en matière de financement et d'investissement de la JICA, le financement des investissements du secteur privé (PSIF pour Private Sector Investment Finance) est un dispositif de soutien – par une participation au capital et l'octroi de prêts – aux entreprises privées du monde entier, notamment japonaises, qui mènent des activités à fort impact sur le développement dans des secteurs tels que les infrastructures, la réduction de la pauvreté et la lutte contre le changement climatique. En collaborant avec des institutions financières privées et internationales et en coordination avec ses autres programmes et projets d'APD, la JICA s'efforce de réduire les divers risques associés aux projets et d'augmenter les résultats en matière de développement. La JICA renforce plus particulièrement la coopération avec les organisations internationales en vue de promouvoir le cofinancement. Pendant l'exercice 2019, la JICA a signé un protocole de coopération avec l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement. Ces accords font suite à la conclusion d'un protocole d'accord avec la Société de financement

du développement international des États-Unis durant l'exercice 2018.

Au cours de l'exercice 2020, la JICA a approuvé dix projets dans le cadre du PSIF, dont le projet en appui aux infrastructures des collectivités locales au Maroc, le projet de gestion du changement climatique en Inde et le Fonds de soutien aux MPME touchées par la COVID-19 dans les marchés émergents et frontières (financement des investissements du secteur privé), entre autres projets qui soutiennent les personnes vulnérables – notamment les femmes, les personnes à faibles revenus et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) – par l'intermédiaire d'institutions financières locales. La JICA a également approuvé huit projets par l'intermédiaire du Leading Asia's Private Sector Infrastructure Fund (LEAP), un fonds de soutien aux investissements privés dans les infrastructures en Asie financé par la JICA au sein de la Banque asiatique de développement.

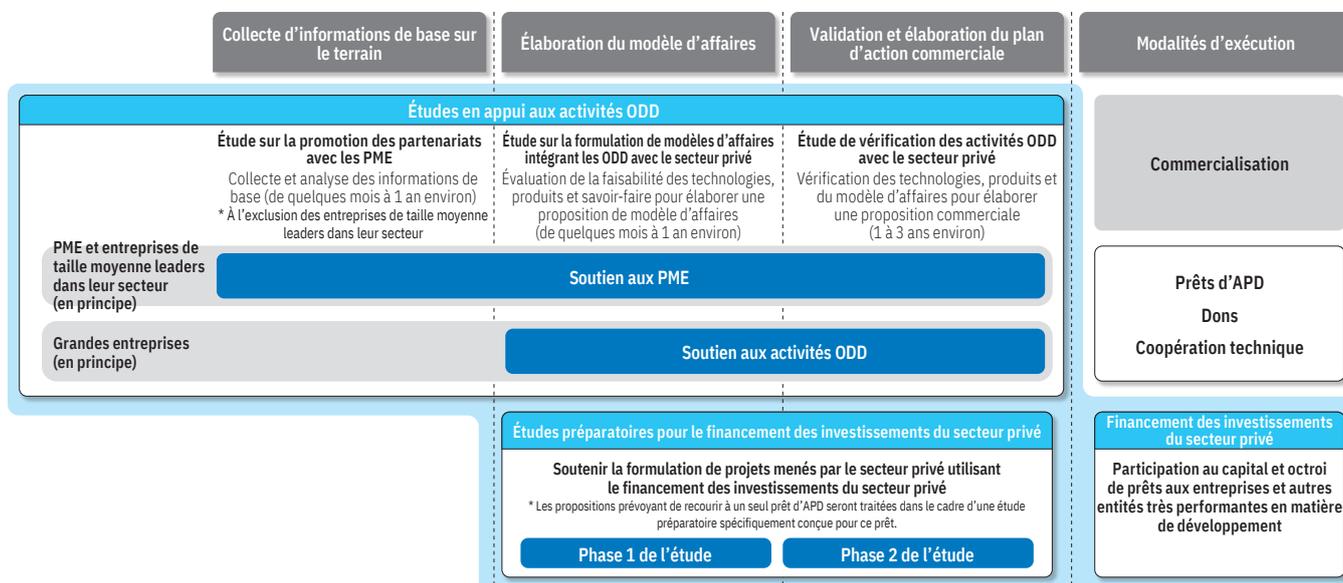
#### Études préparatoires pour le financement des investissements du secteur privé

##### Soutenir la formation de projets PSIF prometteurs

Ce dispositif est principalement conçu pour identifier et formuler des projets qui tirent parti de l'expertise du secteur privé japonais. Dans le cadre de ce dispositif, la JICA confie les études nécessaires aux entreprises privées japonaises ayant soumis les meilleures propositions afin de développer des plans de projets qui seront mis en œuvre à travers le PSIF.

Jusqu'en avril 2020, ce dispositif était baptisé « étude préparatoire pour des projets d'infrastructures en PPP ». En changeant de nom, la JICA établit explicitement que le dispositif couvre un large éventail de projets, notamment des projets hors infrastructures et des activités impliquant uniquement le secteur privé sans participation du gouvernement d'un pays en développement. Elle a également

#### Dispositifs applicables et modalités d'exécution



Sri Lanka : Kawasaki Kiko Co., Ltd. a adapté les spécifications de son outil d'analyse des ingrédients du thé vert au thé noir et a profité du programme de la JICA pour l'appliquer au contrôle de la qualité du thé noir sri-lankais. La photo montre un responsable de Kawasaki Kiko en pleine séance de dégustation de variétés de thé locales au Sri Lanka. Suite aux interactions avec les acteurs locaux de la production de thé au cours de l'étude, il a constaté que ces derniers étaient tout aussi confiants et fiers de leur industrie que les producteurs de thé japonais. (Photo : Kawasaki Kiko Co., Ltd.)



amélioré le dispositif afin qu'il soit plus facilement utilisable par les entreprises candidates. Pendant l'exercice 2020, la JICA a adopté quatre propositions dans le cadre du dispositif.

Il existe de nombreux défis liés à ce type de projets dans les pays en développement. Cela comprend un climat de l'investissement inadapté tant au niveau matériel qu'institutionnel, des difficultés pour assurer la viabilité financière, et une reconnaissance insuffisante du partage des rôles et de la répartition des risques entre le public et le privé (soutien insuffisant des gouvernements des pays en développement). Par conséquent, la JICA soutient non seulement des projets individuels du secteur privé, mais elle promeut également des efforts globaux visant la réalisation de projets en fournissant une aide pour l'établissement de politiques et d'institutions appropriées et le renforcement des capacités de mise en œuvre.

## Études en appui aux activités ODD

### Soutenir la création et l'expansion d'entreprises qui aident les pays en développement à atteindre les ODD

Les études en appui aux activités ODD forment un programme basé sur des propositions d'entreprises privées. Il a pour but de créer une relation gagnant-gagnant entre des pays en développement qui souhaitent utiliser des produits, technologies et savoir-faire du Japon pour résoudre leurs problèmes, et des entreprises japonaises qui veulent conquérir les marchés de ces pays. Ce programme comprend deux volets : (1) le « soutien aux PME » destiné aux petites et moyennes entreprises et aux entreprises de taille moyenne leaders dans leur secteur ; et (2) le « soutien aux activités ODD » pour les grandes entreprises. Ce programme propose trois dispositifs d'aide soutenant des objectifs différents en fonction des étapes de la mise en œuvre : l'étude sur la promotion des partenariats avec les PME, l'étude sur la formulation de modèles d'affaires intégrant les ODD

avec le secteur privé, et l'étude de vérification des activités ODD avec le secteur privé [→ voir le schéma, page 52].

Suite aux appels publics à propositions lancés depuis l'exercice 2010 – qui marque le début des programmes de partenariat avec le secteur privé – jusqu'à l'exercice 2020, la JICA a adopté un total de 1 333 propositions dans le cadre de ce programme, dont 116 au cours de l'exercice 2020. Lors du deuxième appel public à propositions de l'exercice 2020, la JICA a introduit la catégorie « mise en œuvre à distance », où l'étude est réalisée par des ressources humaines locales sans déplacement de personnel japonais dans le pays partenaire. La JICA a adopté 26 propositions pour cette nouvelle catégorie introduite en réponse à la pandémie de COVID-19. La JICA a également créé la catégorie « coopération avec des institutions financières régionales japonaises », qui accorde un traitement préférentiel aux propositions impliquant la participation d'employés d'institutions financières régionales à l'étude. Dans cette catégorie, la JICA a adopté sept propositions.

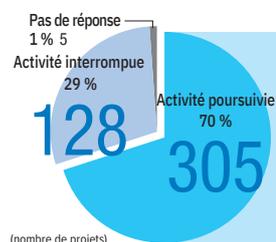
La JICA a mené une étude de suivi auprès des entreprises ayant mis en œuvre des projets qui ont bénéficié de ce programme. L'étude, qui a porté sur 438 projets au total, a montré « une croissance de l'activité » pour près de 70 % des projets après leur participation au programme. Parmi ces projets, pas moins de 74 % ont été évalués positivement dans l'une des trois catégories suivantes : « trouver

### Nombre de propositions adoptées suite aux appels publics lancés durant l'exercice 2020 (répartition)

Catégorie	Étude sur la promotion des partenariats avec les PME	Étude sur la formulation de modèles d'affaires intégrant les ODD avec le secteur privé (soutien aux PME)	Étude de vérification des activités ODD avec le secteur privé (soutien aux PME)
Soutien aux PME	26 études	48 études	18 études
Soutien aux activités ODD	—	13 études	11 études

### Poursuite des activités des entreprises dans les pays cibles

(sur 438 projets pour lesquels les études en appui aux activités ODD sont arrivées à terme avant mars 2020)



#### Raisons/facteurs de poursuite de l'activité (plusieurs réponses possibles)

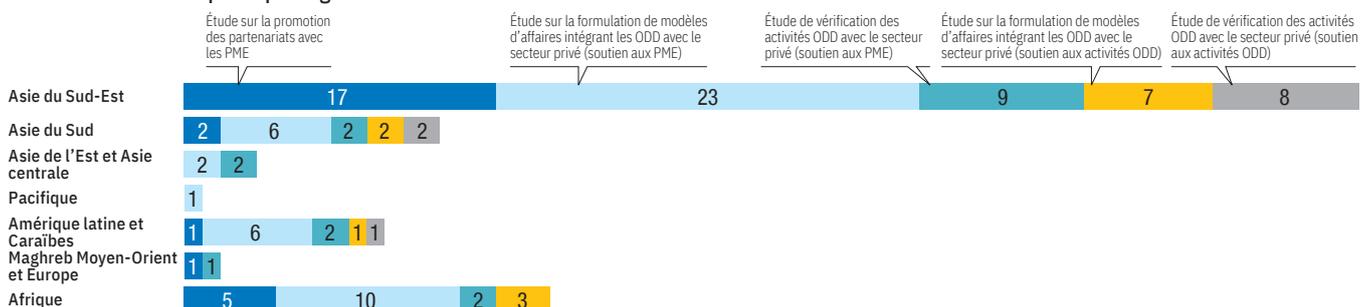
Adaptation (probable) des produits et technologies au niveau local	189
Bonne évaluation des besoins locaux	189
Collaboration avec des partenaires commerciaux locaux	179
Attrait pour les clients	169
Bonne évaluation du climat des affaires	155



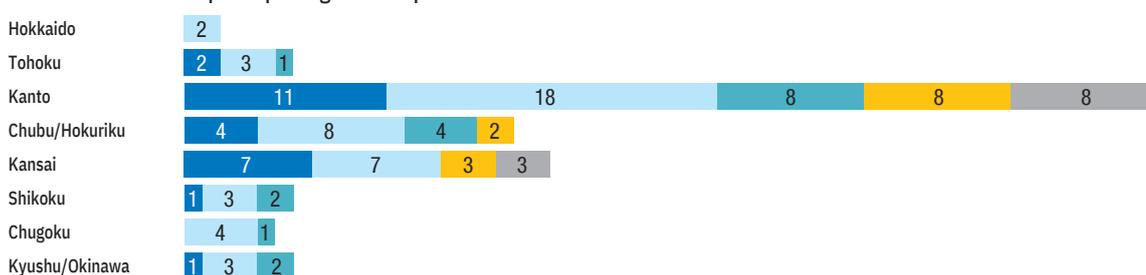
# 51

Nombre de banques régionales et de coopératives de crédit/coopératives ayant signé un protocole d'accord en vue d'une coopération avec la JICA à la fin de l'exercice 2020.

## Nombre d'études adoptées par région dans le monde durant l'exercice 2020



## Nombre d'études adoptées par région au Japon durant l'exercice 2020



de nouveaux partenaires commerciaux et clients à l'étranger », « créer des filiales, des bureaux ou des bureaux de représentation à l'étranger » et « initier une production ou une prestation de services au niveau local ». Parmi ces entreprises, OSUMI Co, Ltd, basée à Yokohama, dans la préfecture de Kanagawa, est représentée dans la photo ci-dessous. En octobre 2020, l'entreprise a créé une filiale dans la ville vietnamienne de Da Nang, avec laquelle Yokohama avait signé un protocole d'accord en vue d'une coopération technique.

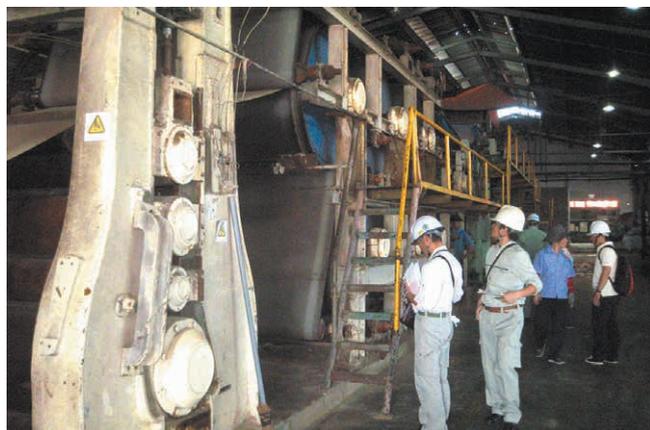
Parallèlement à ces programmes basés sur des propositions, la JICA a introduit une « étude sur la collecte de données relatives à l'utilisation potentielle des technologies japonaises du secteur privé dans les pays en développement touchés par la COVID-19 ». Dans le cadre de ce nouveau programme, la JICA a sollicité des propositions d'entreprises japonaises pour utiliser leurs produits et technologies dans quatre secteurs, dont l'environnement mondial et les soins de

santé. Au cours de l'exercice 2020, la JICA a adopté 40 propositions au total.

### Contribution à la redynamisation régionale renforcée par la coopération avec d'autres organisations

Le soutien apporté aux activités des PME à l'étranger par le biais des études en appui aux activités ODD contribue à la redynamisation régionale et donne un coup de fouet indispensable à certaines économies locales au Japon. Cela est rendu possible par l'application appropriée de technologies traditionnelles locales et de technologies développées conjointement avec des universités japonaises. Kawasaki Kiko Co., Ltd, basée à Shimada, dans la préfecture de Shizuoka, constitue un bon exemple à cet égard. Cette entreprise a développé une activité autour de son outil d'analyse des ingrédients du thé noir au Sri Lanka. En coopération avec l'Université de Shizuoka et des entreprises du secteur, Kawasaki Kiko cherche à redynamiser l'industrie du thé au Sri Lanka et au Japon [→ voir la photo, page 53].

La JICA a également intensifié ses partenariats avec des organisations externes. Les partenariats impliquant des organisations avec lesquelles la JICA avait signé un protocole d'accord ont progressé en tirant parti des forces respectives des parties prenantes. Par exemple, l'Organisation de soutien aux petites et moyennes entreprises et à l'innovation régionale fournit un soutien pratique (en envoyant des experts) à 27 entreprises privées qui bénéficient des programmes de partenariat avec le secteur privé de la JICA. Au cours de l'exercice 2020, la JICA a également proposé davantage de séminaires en ligne par rapport aux années précédentes. Parallèlement aux séminaires permettant d'échanger autour des problèmes des pays en développement, la JICA a organisé plus de 60 séminaires sur les activités liées aux ODD pour les PME, regroupant plus de 3 000 participants.



Vietnam : OSUMI Co., Ltd. a tiré parti de ce programme de la JICA pour effectuer des analyses simples sur les économies d'énergie dans les entreprises et les usines. Aujourd'hui, à partir de sa base établie à Da Nang, l'entreprise souhaite développer ses activités dans le pays.

Pour plus de détails sur les programmes de partenariat avec le secteur privé de la JICA, voir [le site internet de la JICA](https://www.jica.go.jp/english/our_work/types_of_assistance/partnership/index.html) (en anglais) [https://www.jica.go.jp/english/our\\_work/types\\_of\\_assistance/partnership/index.html](https://www.jica.go.jp/english/our_work/types_of_assistance/partnership/index.html).

## PROJET

## Diffusion de climatiseurs économes au Brésil

**Élaboration d'une politique d'économie d'énergie grâce à l'expertise du Japon**

Les climatiseurs équipés d'onduleurs peuvent économiser de grande quantité d'énergie en contrôlant la vitesse de rotation du moteur du compresseur, un élément clé de l'appareil. Daikin Industries, Ltd, une entreprise japonaise à la pointe sur cette technologie, a dû livrer une bataille difficile au Brésil, l'une des plus grandes économies d'Amérique latine et des Caraïbes. La réglementation du pays en matière de normes et d'étiquetage des climatiseurs présentait en effet de nombreux défauts, principalement celui de ne pas prendre correctement en compte l'utilisation d'onduleurs. Cela signifiait que les climatiseurs hautement efficaces de l'entreprise n'étaient pas correctement évalués et que leurs atouts n'étaient pas mis en valeur auprès des consommateurs brésiliens. La demande d'électricité avait fortement augmenté au Brésil et il fallait de toute urgence renforcer la politique d'économie d'énergie du pays, notamment pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Par ailleurs, aucune révision majeure n'avait été apportée à la réglementation sur les normes et l'étiquetage des climatiseurs depuis près de dix ans. Des climatiseurs bon marché mais peu économes en énergie dominaient le marché national, aggravant ainsi l'impact sur l'environnement en augmentant la demande d'électricité.

Pour Daikin Industries, la résolution de ce problème passait par une collaboration entre l'industrie, le gouvernement, le milieu universitaire et la société civile. En tirant parti d'une étude en appui aux activités ODD de la JICA, Daikin a lancé en 2018 le « programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises de climatisation respectueuses de l'environnement et écoénergétiques ». En se basant sur des tests menés par trois universités brésiliennes, le programme a permis de quantifier dans quelle mesure la diffusion de climatiseurs à haute efficacité énergétique équipés d'un onduleur pouvait réduire la demande en électricité et les émissions de GES. Les résultats ont servi de support pour demander au gouvernement brésilien l'introduction d'ISO 16358-1, un ensemble de normes internationales sur l'évaluation des performances, et la révision de ses normes d'efficacité énergétique.

À l'automne 2019, un groupe de fonctionnaires brésiliens, notamment du ministère des Mines et de l'énergie, ont été invités au Japon dans le cadre du programme. Ils ont échangé des points de vue avec leurs homologues de l'Agence des ressources naturelles et de l'énergie du Japon et effectué des visites dans les installations de Daikin, notamment son usine de Shiga et son centre de technologie et d'innovation. Les fonctionnaires brésiliens se sont ainsi familiarisés avec les technologies



Cette usine de Daikin au Brésil fabrique des climatiseurs écologiques à haut rendement énergétique.



Des représentants du gouvernement brésilien visitent l'usine de Daikin Industries à Shiga, au Japon, dans le cadre du programme de partenariat avec le secteur privé de la JICA.

et les politiques d'efficacité énergétique du Japon. Mme YANAGAWA Nao, qui a coordonné les visites sur place, se souvient : « Les représentants du gouvernement brésilien ont posé tellement de questions sur chaque site qu'ils restaient parfois beaucoup plus longtemps que prévu. J'ai été très impressionnée de voir à quel point ils étaient désireux d'apprendre et de mettre à profit leur expérience au Japon pour réviser la réglementation dans leur pays ».

**Développer des relations de confiance et surmonter les difficultés**

Au début du programme, Daikin Industries n'était pas très connue au Brésil. L'entreprise a eu du mal à gagner la confiance du gouvernement brésilien. Toutefois, avec le soutien de la JICA, elle a progressivement établi des relations de confiance en travaillant avec des universités et des ONG locales et un laboratoire aux États-Unis, ainsi qu'en partageant les objectifs et les obstacles. En outre, certains membres du groupe de fonctionnaires brésiliens se trouvaient au Japon dans le cadre du programme de formation de la JICA. Ce lien avec le Japon a permis de lancer le programme, mais des difficultés sont apparues. Il y a eu un changement soudain de personnel au Brésil, tandis que la pandémie de COVID-19 a rendu les voyages à l'étranger impossible. Grâce aux relations de confiance établies avec la partie brésilienne, cependant, ces problèmes ont été surmontés, notamment en communiquant par téléconférence.

**Proposer aux consommateurs des climatiseurs conformes aux nouvelles normes**

Ces efforts ont porté leurs fruits. En juillet 2020, la réglementation brésilienne en matière de conservation énergétique a été révisée. Les nouvelles dispositions ont adopté les normes internationales proposées, élevant les normes d'efficacité énergétique du pays au-dessus de celles des principaux pays d'Asie du Sud-Est, réputées comme relativement strictes en la matière parmi les économies émergentes. Selon M. KOYAMA Kazuma de Daikin Industries, « les consommateurs brésiliens pourront dorénavant choisir les produits en fonction de leurs performances et de leur prix. Une différenciation claire entre les produits donnera, nous l'espérons, un coup de pouce aux climatiseurs à onduleur à haut rendement énergétique au Brésil. En nous appuyant sur cette expérience, nous voulons contribuer à l'établissement d'un cadre pour la diffusion de produits ayant un impact moindre sur l'environnement dans d'autres pays ».

# Collaboration avec la société civile

## Intégrer la coopération internationale dans la culture japonaise

La JICA promeut et soutient les activités de coopération internationale menées par les citoyens japonais. À travers ce partenariat avec les citoyens, la JICA entend apporter une aide aux pays en développement avec diverses approches pour promouvoir la compréhension de la coopération internationale et apporter aux communautés locales japonaises les bénéfices de ces liens avec les pays en développement. Parmi ces activités, les partenariats avec les ONG et d'autres organisations, et avec les gouvernements locaux, ainsi que les programmes des volontaires de la JICA et le soutien à l'éducation au développement sont présentés ci-dessous.

### Partenariats avec les ONG et autres organisations

La JICA cherche à renforcer les partenariats avec les ONG et d'autres organisations à travers (1) le dialogue, (2) la collaboration, et (3) le soutien aux activités.

#### 1. Dialogue

Au cours de l'exercice 2020, la JICA a continué d'organiser les réunions de dialogue JICA-ONG à l'échelle nationale ainsi que des réunions régionales destinées à approfondir les discussions sur les questions régionales. Elle a également partagé des informations sur des sujets spécifiques et organisé des réunions d'étude JICA-ONG pour explorer d'autres opportunités de coopération. Ainsi, la JICA a proposé de multiples plateformes de dialogue en fonction d'objectifs spécifiques afin de faciliter les discussions en vue d'une coopération plus étroite.



Philippines : Face à la crise de la COVID-19, ACTION, une organisation japonaise à but non lucratif, a travaillé avec la JICA pour organiser des séminaires en ligne sur l'administration de la santé publique et la gestion du stress à destination du personnel et des enfants des orphelinats des Philippines. L'organisation a également distribué des produits d'hygiène dans ces établissements. (Photo : ACTION)

#### 2. Collaboration

La JICA met en œuvre le programme de partenariat de la JICA (JPP) avec des ONG et d'autres organisations, en tirant parti de leur expertise et de leur expérience pour soutenir le développement socio-économique des pays en développement. Au cours de l'exercice 2020, 49 projets JPP ont été adoptés.

La JICA a également accepté dix projets financés par le Fonds de la JICA pour les peuples du monde, qui reçoit les dons de citoyens et de groupes.

Au cours de l'exercice 2020, la pandémie de COVID-19 a rendu difficile les déplacements internationaux dans les pays partenaires. La JICA a néanmoins poursuivi ses opérations de manière flexible. Par exemple, la JICA a modifié certains plans de projet, réexaminé les processus de mise en œuvre par le biais de consultations à distance et procédé à des ajustements ingénieux, le cas échéant.

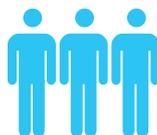
#### 3. Soutien aux activités

La JICA organise des formations sur la gestion organisationnelle et la mise en œuvre de projets pour soutenir les activités de coopération internationale des ONG et d'autres organisations. La JICA gère également les guichets Japon JICA-ONG dans 20 pays afin de renforcer la coopération entre ces organisations et la JICA dans les pays en développement.

### Partenariats avec les gouvernements locaux

Les actions de la JICA ne sont pas limitées à l'aide aux pays en développement ; la JICA prend également part à des activités visant à dynamiser les régions du Japon. Par exemple, la JICA s'associe aux gouvernements locaux japonais, considérés comme des partenaires particulièrement importants, pour soutenir les activités à l'étranger des gouvernements et des industries locales et d'autres initiatives liées, ainsi que les efforts d'internationalisation des régions, principalement dans le cadre du volet gouvernement local du programme de partenariat de la JICA et en assignant des coordinateurs pour la coopération internationale.

La JICA prend part aux projets de coopération internationale et au développement des ressources humaines mondiales des gouvernements locaux en signant des accords de coopération avec eux. Les employés de la JICA détachés auprès des collectivités locales aident ces dernières à résoudre leurs problèmes et à redynamiser leurs communautés en mobilisant l'expertise et les expériences acquises dans le cadre de projets de coopération de la

 **54 863**  
volontaires de la JICA

ont été envoyés en mission entre les  
exercices 1965 et 2020

 **2 198 454**  
personnes

ont visité la JICA Global Plaza (quartier d'Ichigaya, Tokyo)  
entre les exercices 2006 et 2020.

**Vietnam** : Une volontaire revenue dans son pays d'affectation après l'évacuation massive des volontaires de la JICA et plusieurs mois d'attente au Japon. La volontaire, chargée de l'aide aux enfants et aux personnes handicapées, organise des ateliers pour favoriser la concentration par le biais d'exercices avec des balles et des paniers. Lorsqu'elle était au Japon, elle a accompagné des Vietnamiens vivant près de chez elle dans leurs tâches quotidiennes et contribué à redynamiser sa communauté. De retour au Vietnam, elle a travaillé avec ses pairs pour produire des vidéos de sensibilisation sur la prévention des infections intégrant des danses et des chants locaux.



JICA dans les régions en développement.

Aujourd'hui, un nombre croissant de gouvernements locaux et d'acteurs régionaux utilisent le savoir-faire et les réseaux de la JICA pour accueillir des étrangers, promouvoir les ODD et participer à l'initiative ville hôte du Japon dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo.

## Programmes de volontariat

Les programmes de volontariat de la JICA encouragent la participation des citoyens souhaitant prendre part au développement économique et social ainsi qu'à la reconstruction des pays en développement. Largement reconnu comme emblématique de la coopération internationale au niveau local du Japon et de la JICA, les programmes de volontariat – notamment les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV), créés en 1965 – sont grandement appréciés par les pays partenaires. À la fin mars 2021, plus de 54 000 volontaires de la JICA se sont engagés dans différentes missions à travers le monde en développement, en tant que porte-étendard de la contribution japonaise à la communauté internationale.

En mars 2020, tous les volontaires en mission à l'étranger sont rentrés au Japon et l'envoi de nouveaux volontaires a été suspendu en raison de la pandémie mondiale de COVID-19. Les volontaires de retour au Japon ont poursuivi leurs contributions à l'aide d'outils en ligne et affiné leurs capacités et leurs compétences pour mieux aider les pays partenaires, tout en mobilisant leur expérience sur des problèmes nationaux [ → voir page 9]. Les activités qu'ils ont menées dans l'ensemble du Japon ont été particulièrement appréciées. Les programmes de volontariat de la JICA ont suscité de nouvelles attentes en tant qu'outil de formation et de production de ressources humaines précieuses en appui à la mondialisation et à la redynamisation de la société japonaise, ainsi que pour la réalisation de la coexistence multiculturelle.

À la fin du mois de novembre 2020, la JICA a repris l'envoi de volontaires, en commençant par le Vietnam. Au 31 mars 2021, un total de 76 volontaires de la JICA ont été renvoyés ou nouvellement affectés dans 14 pays.

## Éducation au développement

### JICA Global Plazas

Les trois Global Plazas de la JICA – la JICA Global Plaza (quartier d'Ichigaya, Tokyo), la Nagoya Global Plaza (préfecture d'Aichi), et la Hokkaido Global Plaza (Sapporo, préfecture d'Hokkaido), proposent des expositions qui sollicitent la vue, l'ouïe et le toucher. Des « guides internationaux » dotés d'une solide expérience en matière de coopération internationale fournissent des explications détaillées aux visiteurs. Les Global Plazas offrent la possibilité de découvrir les réalités des pays en développement et les défis auxquels la communauté internationale est confrontée, tout en se familiarisant avec les activités de coopération au développement international en cours. Ainsi, ces lieux incitent les visiteurs à réfléchir à ce qu'ils ont appris et aux moyens d'action à leur disposition. Les Plazas organisent divers événements et séminaires. D'autres bureaux nationaux de la JICA fournissent également au public un large éventail d'informations sur la coopération internationale.

### Promotion de l'éducation au développement dans les écoles

La JICA mène des activités de promotion de l'éducation au développement dans les écoles. L'idée consiste à encourager les étudiants et les élèves à (1) comprendre comment les divers problèmes de développement auxquels le monde est confronté sont liés au Japon, (2) les traiter comme leurs propres problèmes, (3) les étudier de manière proactive, et (4) participer aux efforts pour les surmonter. Les activités spécifiques comprennent le travail avec les gouvernements locaux, les enseignants, les administrateurs scolaires et les ONG pour donner des conférences sur la coopération internationale sur demande et organiser des sessions de formation et des séminaires pour les enseignants.

La JICA, riche de son expertise, de ses informations et de ses ressources humaines dans la coopération internationale, a un rôle de plus en plus important à jouer dans les salles de classe pour former les futurs acteurs d'une société durable, conformément aux nouvelles normes nationales en matière de programmes scolaires entrées en vigueur depuis l'exercice 2020.

# Partenariats avec les universités

## Les programmes de bourses de la JICA franchissent une nouvelle étape

Étant donné la difficulté et la complexité accrues des défis auxquels sont confrontés les pays en développement, les partenariats avec les universités qui disposent de connaissances approfondies et avancées sont indispensables pour entreprendre des initiatives de coopération internationale. Les partenariats entre les universités et la JICA sont mis en pratique à travers diverses approches. Cela va de la participation des universités aux projets de recherche et études de la JICA sur la coopération internationale et aux projets de coopération technique dans les pays en développement à l'accueil d'étudiants de ces pays.

Ces dernières années, la JICA a intensifié ces partenariats pour accepter davantage d'étudiants étrangers. La JICA espère que les « étudiants JICA\* » qui ont étudié au Japon joueront un rôle de premier plan chez eux et qu'ils contribueront à maintenir et renforcer des relations amicales entre le Japon et leur pays à moyen et long terme. Au cours de l'exercice 2020, des dispositions ont été prises pour que 89 universités japonaises acceptent des étudiants JICA en master ou en doctorat. La JICA a déjà conclu un accord de coopération ou un protocole d'accord avec 38 de ces universités pour renforcer et promouvoir les partenariats.

Au cours de l'exercice 2020, la pandémie de COVID-19 a empêché les étudiants JICA de se rendre au Japon comme prévu. Cependant, après consultation avec le gouvernement japonais, 1 211 étudiants JICA ont été autorisés à entrer au Japon dès l'automne 2020. Parmi eux, 571 sont déjà sur place. La JICA s'efforce de prévenir les infections en effectuant un suivi sanitaire obligatoire décrété par le gouvernement, dès l'arrivée de ces étudiants dans un aéroport japonais.

### Programme d'études du développement de la JICA (JICA-DSP)

Partager l'expérience de modernisation du Japon et les enseignements tirés de sa coopération au développement

Le programme d'études du développement de la JICA (JICA-DSP pour JICA Development Studies Program) offre aux étudiants JICA l'occasion de se familiariser avec les expériences de modernisation et de développement du Japon, différentes de celles de l'Europe et des États-Unis, ainsi qu'avec son savoir de pays donneur d'aide aux pays en développement au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Dans le cadre du JICA-DSP, les étudiants JICA suivent deux types de programmes : (1) *le programme commun* proposé

par la JICA composé de deux cours : « Comprendre l'expérience de développement du Japon » et « Comprendre l'histoire et le développement du Japon à l'échelle locale » ; et (2) *les programmes d'études du développement offerts par diverses universités* qui en déterminent les contenus. Grâce à ces deux types de programmes, les étudiants JICA découvrent l'expertise et l'expérience du Japon et les mettent au service du développement de leur pays d'origine, générant ainsi un cercle vertueux.

Le Japon est le tout premier pays et l'un des rares à s'être modernisé à partir d'un contexte non occidental pour établir une nation libre, démocratique, prospère et pacifique, fondée sur l'État de droit, sans perdre ce qui fait le cœur de ses traditions et de son identité. Par ailleurs, le Japon a acquis une grande expérience de la coopération au développement par le biais de l'APD déployée dans des pays, majoritairement d'Asie, qui pour la plupart ont réalisé des progrès socio-économiques remarquables. Le JICA-DSP partage l'expérience de modernisation du Japon et les enseignements tirés de sa coopération au développement avec les futurs dirigeants des pays partenaires qui joueront un rôle de premier plan dans leur pays.

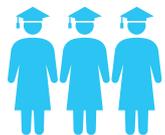
### Programme d'études du Japon de la JICA (Chaire JICA)

#### Extension du JICA-DSP à l'étranger

Afin d'offrir aux pays partenaires la possibilité d'en apprendre davantage sur les expériences de modernisation et de coopération au développement du Japon, la JICA a lancé au cours de l'exercice



Égypte : Étudiants participant à un cours en ligne de la Chaire JICA à l'Université Égypte-Japon des sciences et des technologies (E-JUST). E-JUST prévoit d'offrir de nouvelles opportunités d'apprentissage de l'expérience de modernisation du Japon à un plus grand nombre d'étudiants, notamment d'Afrique.

 Plus de **7 000** étudiants de  
plus de **100** pays  
Nombre total d'étudiants JICA et leur pays d'origine au cours  
des exercices 2010 à 2020.

 **89**  
universités  
Nombre d'universités japonaises ayant  
accueilli des étudiants JICA en master et  
en doctorat au cours de l'exercice 2020.

Des étudiants JICA visitent le musée d'histoire de la ville de Kasumigaura, dans la préfecture d'Ibaraki, dans le cadre des programmes « Comprendre l'expérience de développement du Japon » et « Comprendre l'histoire et le développement du Japon à l'échelle locale ». La JICA accepte des étudiants étrangers dans de nombreux pôles de recherche dont les réseaux constituent un atout précieux tant pour le Japon que pour leur pays. Nous espérons qu'après avoir étudié au Japon, ces étudiants joueront un rôle important en tant que dirigeants ayant une grande affinité et une connaissance du Japon dans leurs domaines respectifs, favorisant ainsi des relations bilatérales durables entre leur pays et le Japon.



2020 le programme d'études du Japon (Chaire JICA) en collaboration avec les principales universités de ces pays. La Chaire JICA aide ces universités à mettre en place des cours ou des programmes d'études du Japon qui explorent ces expériences en se plongeant dans l'histoire et la culture japonaises.

La Chaire JICA comporte deux volets : (1) des cursus courts et intensifs avec des cours animés par des conférenciers japonais et la diffusion de *Sept chapitres sur la modernisation du Japon*, un programme audiovisuel pédagogique co-produit par la JICA et l'Université ouverte du Japon ; et (2) *la Chaire JICA d'études du Japon*, qui implique la conduite d'activités de recherche conjointes et la fourniture d'opportunités de recherche et d'éducation au Japon pour les jeunes chercheurs. Les pays partenaires peuvent sélectionner ou combiner les outils pertinents en fonction de leurs besoins et de la disponibilité des ressources.

### Inspirée d'un cours sur le Japon de l'Université de Sao Paulo au Brésil

La Chaire JICA est née d'une coopération entre la JICA et l'Université de Sao Paulo au Brésil. En décembre 2018, la JICA a conclu un accord avec l'Université de Sao Paulo pour créer la Chaire Fujita-Ninomiya, qui mène des recherches sur les expériences de modernisation et de développement du Japon. Ce programme a abouti à la création d'un cours sur les expériences de modernisation et de développement du Japon à la faculté de droit et à l'établissement d'une école supérieure au sein de l'université. Le cours intègre des conférences, des débats et des recherches sur un large éventail de sujets, notamment l'évolution du droit japonais et des études comparatives internationales. Il est parrainé par de

nombreux donateurs, dont Mitsubishi UFJ Financial Group, Inc. et Mitsui & Co., Ltd.

Au cours de l'exercice 2020, l'Université de Sao Paulo et l'Université Meiji ont co-organisé une série de dix conférences dans le prolongement de ce cours. À l'avenir, la JICA prévoit d'inviter de jeunes chercheurs et étudiants de l'université brésilienne au Japon.

### Cursus courts et intensifs sur le Japon en collaboration avec l'Université de Jordanie

Au cours de l'exercice 2020, avec le soutien de Son Altesse Royale la princesse Raiyah de Jordanie, des cursus courts et intensifs ont été proposés par l'Université de Jordanie dans le cadre de la Chaire JICA. Ces cours ont été animés par le Dr KITAOKA Shinichi, président de la JICA, et le Dr ITAMI Hiroyuki, président de l'Université internationale du Japon, entre autres intervenants. Les participants ont échangé activement leurs points de vue autour de *Sept chapitres sur la modernisation du Japon*. La princesse Raiyah a noté qu'au cours de sa modernisation, le Japon avait conservé sa culture et son système de valeurs uniques tout en incorporant des idées et des technologies provenant de l'étranger, dessinant ainsi une voie qui pourrait convenir au développement de la Jordanie.

La JICA continuera de promouvoir la Chaire JICA dans le cadre de ses efforts visant à former les futurs dirigeants des pays en développement, à leur transmettre des connaissances sur le Japon et à susciter une affinité envers ce pays.

\* Les « étudiants JICA » désignent ici les participants des pays en développement inscrits à des cursus diplômants dans des universités japonaises, notamment dans le cadre d'une coopération technique, d'un projet de bourse pour le développement des ressources humaines (JDS), d'un don ou d'une bourse pour les émigrants japonais et leurs descendants en Amérique latine et aux Caraïbes.

# Recherche

## Co-création de connaissances pratiques pour la paix et le développement

L'Institut de recherche de la JICA est devenu l'Institut de recherche de la JICA Ogata Sadako pour la paix et le développement (Institut de recherche JICA Ogata) depuis le 1<sup>er</sup> avril 2020. En s'inspirant de la philosophie d'OGATA Sadako, ancienne présidente de la JICA, qui avait impulsé la création de l'Institut de recherche de la JICA en 2008, le nouvel Institut mène des recherches axées sur les politiques et le terrain concernant les défis rencontrés par les pays en développement et aspire à renforcer sa présence intellectuelle au sein de la communauté internationale.

L'Institut synthétise et partage les expériences de développement ainsi que les connaissances et l'expertise accumulées par le Japon en tant que partenaire de développement. Il met également en œuvre des activités de recherche et de diffusion de ses résultats en tenant compte des défis et des menaces actuels, notamment l'état du monde au lendemain de l'épidémie de COVID-19, l'évolution de l'ordre international, la transition vers une société de l'information, le changement climatique et les maladies infectieuses.

### Principes de base des activités de recherche

- (1) Mener des recherches universitaires à l'échelon international et en diffuser activement les résultats ;
- (2) Relier la recherche et la pratique en analysant et en synthétisant des informations et des données du terrain ; et
- (3) Contribuer à la réalisation de la *sécurité humaine*

### Pôles de recherche prioritaire

L'Institut mène des recherches conformément aux 5P des ODD – paix, peuple, prospérité, planète et partenariat.

 <b>Consolidation de la paix et aide humanitaire</b>	La <i>sécurité humaine</i> et la consolidation de la paix sont les deux piliers de ce pôle de recherche. Il analyse les facteurs favorables et défavorables au maintien de la paix et étudie en profondeur la relation entre protection et autonomisation dans la <i>sécurité humaine</i> . De cette manière, il explore les approches efficaces adoptées par divers acteurs engagés dans l'aide humanitaire, le développement durable et le maintien de la paix.
 <b>Développement humain</b>	Les trois thèmes de recherche de ce pôle sont une éducation de qualité pour tous, l'accès aux services de santé et l'autonomisation des populations. Ses recherches se concentrent sur l'impact des études à l'étranger pour les pays à revenu faible et intermédiaire ainsi que sur l'analyse de l'histoire de la coopération internationale du Japon dans l'�ducation. Depuis la pandémie de COVID-19, des études sur les différents aspects des réponses des pays et des communautés à la crise sanitaire sont en cours afin d'établir une couverture santé universelle (CSU)* et une société résiliente.
 <b>Croissance économique et réduction de la pauvreté</b>	La pauvreté est un défi de premier ordre. En outre, il est nécessaire de parvenir à une <i>croissance de qualité</i> qui soit à la fois inclusive et résiliente. Conscient de la nécessité de parvenir simultanément à la croissance et à la réduction de la pauvreté, ce pôle de recherche systématise le concept de <i>croissance de qualité</i> , conduit des analyses empiriques sur la coopération en matière d'infrastructures et d'agriculture, et mène des études sur le secteur financier, essentiel pour l'économie et la vie des individus. Des approches telles que l'analyse comparative de l'intervention et de la non-intervention sont adoptées dans ces études.
 <b>Environnement mondial</b>	Dans un contexte où le changement climatique et les problèmes environnementaux sont de plus en plus prégnants, ce pôle de recherche se concentre sur les actions climatiques et les actions visant à atteindre les ODD. Ses sujets de recherche comprennent les méthodes d'évaluation économique des projets d'adaptation au changement climatique, l'évaluation de l'impact environnemental, ainsi que les politiques et mesures relatives à l'environnement et au changement climatique pour les pays de l'ANASE.
 <b>Stratégies de la coopération au développement</b>	Ce pôle mène des recherches visant à explorer les futures orientations des programmes et stratégies de la JICA. Concrètement, il retrace l'histoire du développement et de la coopération au développement du Japon et explore leurs caractéristiques. En réseau avec des chercheurs d'autres pays, le pôle travaille également sur (1) les futures tendances de la coopération internationale au développement, (2) de nouveaux sujets tels que la construction de la paix par le sport, et (3) des enjeux intersectoriels.

\* La CSU « consiste à veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès aux services préventifs, curatifs, palliatifs, de réadaptation et de promotion de la santé dont elle a besoin et à ce que ces services soient de qualité suffisante pour être efficaces, sans que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers ».

Le 2 novembre 2020, l'Institut a organisé un symposium commémoratif en l'honneur d'OGATA Sadako. L'événement intitulé « Promouvoir la sécurité humaine en répondant aux défis mondiaux à l'ère de la COVID-19 et après » s'est déroulé en ligne. Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, entre autres dignitaires, s'est exprimé par l'intermédiaire d'un message vidéo. Le symposium a réuni près de 1 200 participants et examiné l'importance du concept de *sécurité humaine* en réponse à l'évolution des menaces dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ainsi que la nécessité de développer des méthodes pour la concrétiser.



## Réalisations de l'exercice 2020

En se basant sur ces principes de base et les activités des pôles de recherche, l'Institut de recherche JICA Ogata a mené 27 projets de recherche lors de l'exercice 2020 et il en a publié les résultats.

### Résultats des activités de recherche

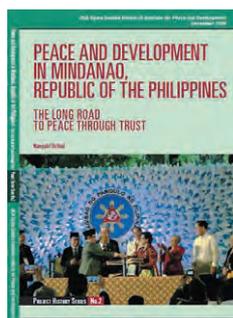
L'Institut a publié huit documents de travail ainsi qu'une note d'orientation sur le développement socio-économique du Bangladesh.

Il a également publié cinq livres en japonais et deux en anglais. Parmi eux, deux ouvrages d'universitaires japonais appartiennent à la série « Reconsidering the History of Japan's Development Cooperation ». Il s'agit du volume 1 : *Policy History I: Evolution of the Japanese Model of Development Cooperation, 1945-89* ; et du volume 5 : *Japan's Cooperation to Infrastructure Development: Its History, Philosophy, and Contribution*. Ces deux ouvrages retracent l'histoire de la coopération au développement du Japon et démontrent l'importance de l'approche japonaise, différente des normes internationales de développement appliquées par les pays

occidentaux. Un autre ouvrage en japonais, dont le titre traduit en anglais est « Industrial Skills Development in the Developing World: Knowledge and Skills in the Era of SDGs », traite des questions liées au développement des ressources humaines dans l'industrie, telles que l'acquisition de compétences et l'amélioration de la productivité. « SDGs and Japan: Human Security Indicators for Leaving No One Behind », la version anglaise d'un livre japonais publié précédemment, présente les indicateurs de sécurité humaine du Japon afin de contribuer au débat international sur cette question.

Les trois autres livres, deux en japonais et un en anglais, appartiennent à la série « Project History », une collection d'ouvrages de vulgarisation qui documente les contributions du Japon aux pays en développement selon une perspective de long terme. Les numéros 26 et 27 publiés en japonais ont pour thèmes respectifs le projet de construction d'un pont suspendu en République démocratique du Congo et l'éducation non formelle au Pakistan. Le troisième ouvrage est le numéro 25 paru en anglais sous le titre « Peace and Development in Mindanao, Republic of the Philippines – The Long Road to Peace through Trust ».

Enfin, la plupart des résultats de recherche sont largement partagés entre les spécialistes sous forme d'articles de revues universitaires, de livres et d'interventions lors de conférences.



Deux des livres publiés par l'Institut au cours de l'exercice 2020.

### Améliorer le partage des connaissances malgré le contexte sanitaire

L'Institut a également organisé des conférences et des séminaires en ligne. Avant la pandémie de COVID-19, ces événements se déroulaient sur place. Au total, l'Institut a organisé 23 séminaires en ligne sur des sujets liés à des besoins actuels. Parmi les thèmes abordés lors de ces événements, on peut citer le fonctionnement de la coopération internationale dans le contexte de la pandémie et la *sécurité humaine*.

# Secours d'urgence en cas de catastrophe

## Redonner le sourire au plus grand nombre

La JICA envoie des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR) et fournit du matériel de secours lors de catastrophes majeures à l'étranger, en réponse aux demandes des gouvernements des pays touchés ou des agences internationales.

### 1. Envoi d'équipes du JDR

Le JDR est constitué de cinq formations : l'équipe de sauvetage, l'équipe médicale, l'équipe d'intervention contre les maladies infectieuses, l'équipe d'experts et l'unité des Forces d'autodéfense.

L'équipe de sauvetage du JDR recherche et porte secours aux victimes de séismes dans les villes. Certifiée « lourd » par le Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG), l'équipe a été envoyée 20 fois en mission. L'équipe médicale du JDR apporte une aide médicale aux sinistrés après une catastrophe. L'équipe a obtenu la certification « équipe médicale d'urgence (EMU) » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et elle a été dépêchée 59 fois. L'équipe d'intervention contre les maladies infectieuses du JDR, créée en 2015, a été envoyée en République démocratique du Congo pour lutter contre les épidémies de fièvre jaune et d'Ebola, ainsi qu'aux Samoa en réponse à une épidémie de rougeole.

Au cours de l'exercice 2020, trois équipes d'experts du JDR ont été envoyées pour lutter contre la marée noire au large des côtes de l'île Maurice.

### 2. Fourniture de matériel de secours d'urgence

En vue de fournir rapidement du matériel de secours d'urgence dans les régions affectées, le Secrétariat du JDR dispose de vastes stocks dans ses six entrepôts à travers le monde. Au cours de l'exercice 2020, la JICA a procédé à dix expéditions de matériel en réponse à des catastrophes, notamment une explosion au Liban et



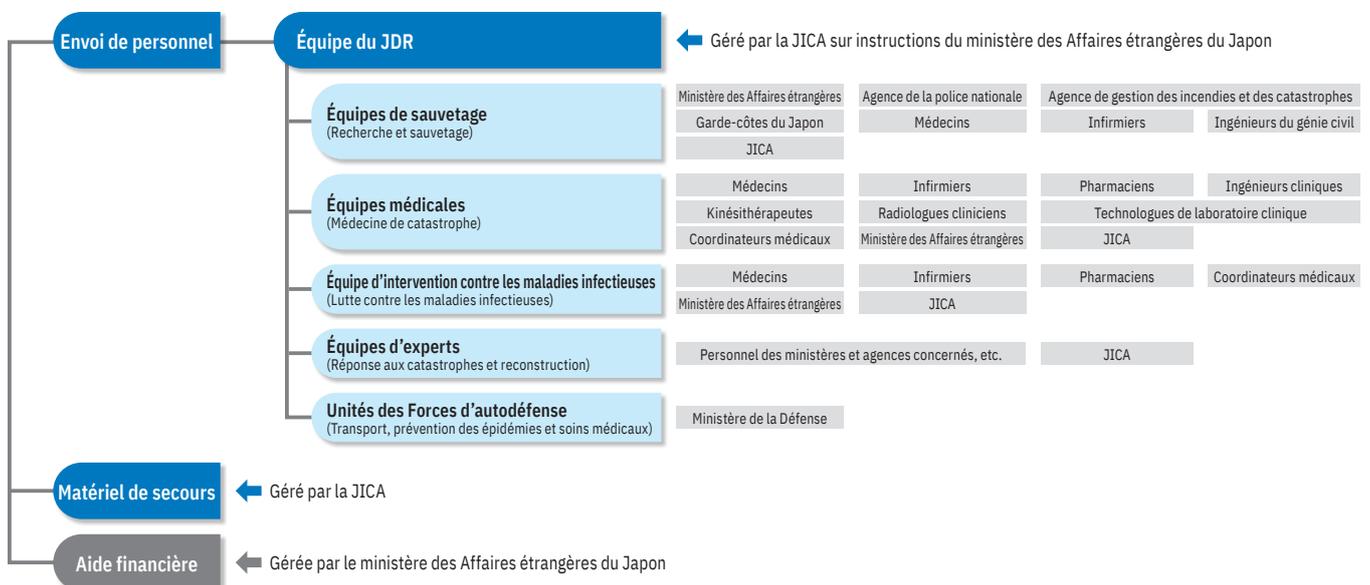
Maurice : Les membres de l'équipe d'experts du JDR évaluent l'état d'une zone humide reconnue par la Convention de Ramsar à Maurice. L'évaluation n'a révélé aucun impact de la marée noire provoquée par un navire échoué au large des côtes du pays.

des ouragans dans quatre pays d'Amérique Centrale.

### 3. Préparation aux interventions d'urgence en temps normal

Le Secrétariat propose différents types de formation tout au long de l'année afin de renforcer les capacités des candidats aux missions du JDR. Il collabore également avec les autres organisations internationales concernées. Le Secrétariat contribue à développer le système de coopération en matière de médecine de catastrophe dans la région de l'ANASE et à améliorer les capacités du personnel concerné. Il renforce en outre la coopération avec les différents départements et sections en vue de fournir une aide continue pour la réhabilitation et la reconstruction après les interventions d'urgence.

### Système japonais de secours d'urgence en cas de catastrophe



# Obligations JICA en tant qu'obligations sociales

## Un instrument financier en appui à la réalisation des ODD

En 2016, la JICA a émis les premières obligations sociales du Japon sur le marché intérieur. Depuis, toutes les obligations intérieures de la JICA ont les caractéristiques des « obligations sociales », portant le montant total des émissions jusqu'à l'exercice 2020 à 280 milliards JPY.

Les obligations sociales sont des obligations dont le produit sera exclusivement affecté au financement de projets portant sur des questions sociales. Les obligations sociales de la JICA ont attiré l'attention de nombreux investisseurs en tant qu'instrument contribuant aux ODD ou comme investissement intégrant des considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

### Le produit des obligations de la JICA est utilisé pour la coopération en matière de financement et d'investissement

Dans un contexte où les appels à la promotion des ODD se multiplient, un nombre croissant d'investisseurs souhaitent apporter des contributions sociales et environnementales par le biais de l'investissement. Le produit des obligations de la JICA est utilisé pour la coopération en matière de financement et d'investissement de la JICA, qui vise le développement durable des pays en développement. Les objectifs spécifiques comprennent le développement d'infrastructures de transport telles que les routes et les voies ferrées, le développement de sources d'énergie renouvelables, l'approvisionnement en eau potable et l'amélioration des égouts, l'éducation des enfants et l'autonomisation des femmes.

En outre, les obligations sociales de la JICA sont considérées comme l'un des instruments permettant de mobiliser des capitaux privés pour atteindre les ODD dans les lignes directrices sur la mise en œuvre des ODD définies par le gouvernement japonais. De nombreux investisseurs apprécient ces caractéristiques des obligations sociales de la JICA qui, à la fin de l'exercice 2020, avait reçu 174 engagements.

### Obligations sociales de la JICA en réponse à la COVID-19

Au cours de l'exercice 2020, la JICA a émis des obligations sociales en réponse à la pandémie de COVID-19 dans le cadre de ses efforts pour faire face à la crise sanitaire mondiale.

Le produit de ces obligations est exclusivement utilisé pour renforcer les systèmes de santé et atténuer les impacts



Une partie des fonds levés par les obligations JICA est utilisée pour renforcer l'autonomisation économique des femmes grâce à un meilleur accès aux services financiers dans les pays en développement. La photo montre une femme qui travaille sur un marché au Nigéria.

économiques de la crise dans les pays en développement. De nombreux investisseurs ont accueilli favorablement le principe des obligations sociales de la JICA en réponse à la pandémie de COVID-19. Toujours au cours de l'exercice 2020, la JICA a lancé une émission pilote sur le marché de détail pour proposer ses obligations sociales aux investisseurs individuels. Cela n'avait pas été fait depuis l'exercice 2016. Particuliers et entreprises ont été nombreux à investir dans les obligations sociales de la JICA, témoignant ainsi d'un soutien appuyé à ses missions.

Les marchés financiers au Japon et à l'étranger proposent une variété croissante d'obligations intégrant des contributions environnementales et sociales à la conception des produits financiers. Parmi celles-ci figurent les obligations sociales émises par la JICA, les obligations vertes, les obligations durables et les obligations de transition.

À l'avenir, la JICA continuera d'émettre des obligations en tant qu'instrument accessible de promotion de la coopération internationale et de la réalisation des ODD afin de répondre aux besoins des investisseurs et des autres parties prenantes dans ce domaine.

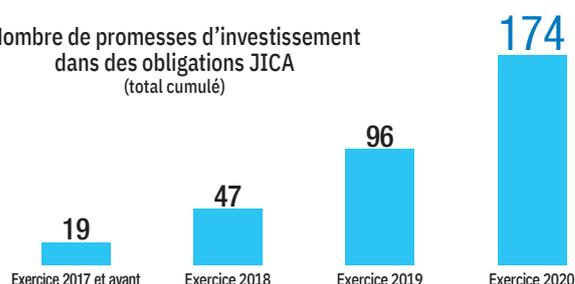
Pour plus de détails sur les obligations JICA, voir la page « Relations avec les investisseurs » [du site internet de la JICA](https://www.jica.go.jp/english/ir/index.html) (en anglais) <https://www.jica.go.jp/english/ir/index.html>.



**280**  
milliards JPY

Montant total des obligations sociales de la JICA émises entre les exercices 2016 et 2020.

Nombre de promesses d'investissement dans des obligations JICA (total cumulé)



## Transparence des opérations

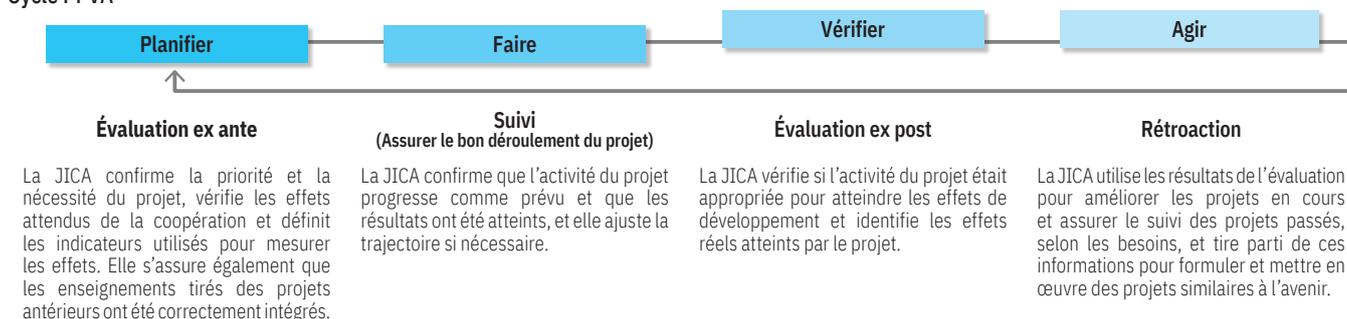
### Évaluation des projets : Une évaluation systématique et cohérente

La JICA mène ses projets selon le cycle PDCA (plan-do-check-act, en français PFVA planifier-faire-vérifier-agir). L'évaluation des projets de la JICA consiste à effectuer un suivi et une évaluation avec ce cycle afin d'améliorer ses projets et de garantir sa responsabilité vis-à-vis des parties prenantes. En fondant l'évaluation de ses projets sur des critères d'évaluation constants, la JICA mène des évaluations

cohérentes de ses projets et utilise les résultats des évaluations.

Suite à la révision des critères du CAD de l'OCDE, qui constituent la référence pour évaluer les projets de coopération au développement international, la JICA a révisé ses propres critères d'évaluation pour la première fois en une décennie. Depuis l'exercice 2021, la JICA mène des évaluations de projets sur la base de ces nouveaux critères.

#### Cycle PFVA



Voir le rapport annuel d'évaluation pour les détails des évaluations des projets (en anglais) : [https://www.jica.go.jp/english/our\\_work/evaluation/reports/2020/index.html](https://www.jica.go.jp/english/our_work/evaluation/reports/2020/index.html).

Utiliser la fonction de recherche pour voir les évaluations de projets individuels sur le site internet de la JICA : <https://www2.jica.go.jp/en/evaluation/index.php>.

### Évaluation de la performance Cadre de l'élaboration d'objectifs et de plans et d'évaluation de la performance

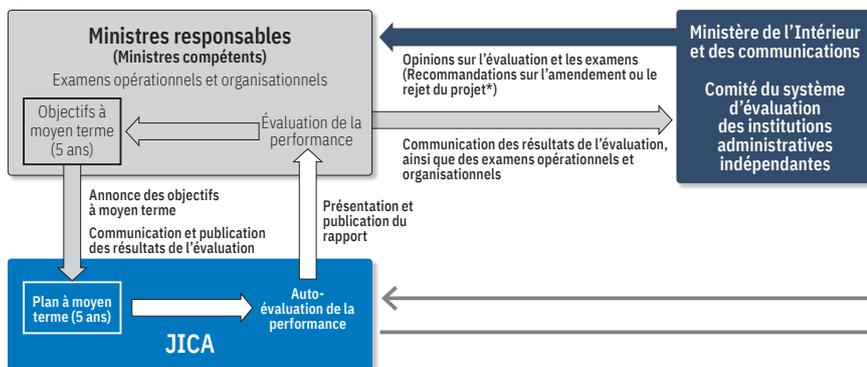
En vertu de la loi sur les règles générales des institutions administratives indépendantes, la JICA mène ses opérations sur la base de son plan quinquennal à moyen terme et de son plan annuel.

Elle prépare ensuite des auto-évaluations sur sa performance opérationnelle annuelle et les soumet aux ministres compétents (principalement le ministre des Affaires étrangères).

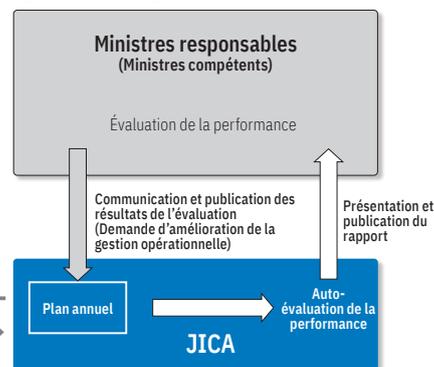
La performance opérationnelle de la JICA au cours de l'exercice 2020, la quatrième année du 4<sup>e</sup> plan à moyen terme, notée A dans l'ensemble, a été considérée par les ministres compétents comme ayant dépassé les objectifs définis par le plan à moyen terme.

#### Cadre de l'évaluation de la performance et de l'examen de la gestion opérationnelle

##### Cycle de planification et d'évaluation à moyen terme (cinq ans)



##### Cycle annuel de planification et d'évaluation



\* Basées sur les évaluations des ministres. Les ministres peuvent recommander l'amélioration ou l'arrêt des opérations, ou demander à la JICA d'améliorer sa gestion opérationnelle.

- Pour le plan à moyen terme et les plans annuels, voir [le site internet de la JICA](https://www.jica.go.jp/english/about/organization/index.html) (en anglais) <https://www.jica.go.jp/english/about/organization/index.html>.
- Pour les rapports d'évaluation de la performance de la JICA, voir [le site internet de la JICA](https://www.jica.go.jp/disc/jisseki/index.html) (uniquement en japonais) <https://www.jica.go.jp/disc/jisseki/index.html>.
- Les détails des évaluations de la performance de la JICA par les ministres compétents, notamment celles de l'exercice 2020, sont disponibles (en japonais) sur le site internet du ministère des Affaires étrangères.

# Stratégie de ressources humaines

Avec les changements majeurs qui surviennent au sein de la communauté internationale, les besoins d'aide sont de plus en plus complexes et diversifiés. La JICA entreprend divers programmes pour recruter des professionnels capables de répondre à ces besoins en constante évolution. Elle s'efforce également de créer une structure où tous les professionnels de la coopération au développement issus d'horizons divers sont valorisés.

## Recrutement et formation des ressources humaines pour la coopération au développement

### Recrutement du personnel compétent

Les experts qui travailleront en première ligne des opérations de la JICA sont généralement sélectionnés par recrutement ouvert via le site complet d'information sur les carrières de la coopération internationale appelé « Réseau participatif pour le recrutement d'experts » (PARTNER pour Participatory Network for Expert Recruitment) ou sur la base des recommandations des organisations concernées, excepté lorsqu'ils sont sélectionnés dans le cadre de contrats de services de conseil ayant fait l'objet d'un appel d'offres public. La JICA a introduit un système d'enregistrement sur liste ainsi qu'un système de recrutement par groupe pour les conseillers en formulation de projets responsables de l'élaboration des projets ainsi que de leur mise en œuvre et leur gestion dans les bureaux de la JICA à l'étranger.

En outre, la JICA s'efforce de mobiliser des personnes capables d'assumer les fonctions de conseillers seniors et de conseillers spéciaux, prêts à être envoyés à tout moment à l'étranger sur des sites de projets de coopération internationale. Les premiers, en particulier, contribuent à l'amélioration des projets de la JICA grâce à leur haut niveau d'expertise dans leurs domaines de spécialisation respectifs.

### Formation des ressources humaines pour l'avenir

#### 1. Programme de stages

Le programme de stages est ouvert principalement aux étudiants de premier et de deuxième cycle afin d'approfondir leur compréhension de la coopération internationale et de former les

futurs professionnels de ce domaine. Lors de l'exercice 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, la JICA a suspendu l'envoi de stagiaires à l'étranger. Le programme n'a été mis en œuvre que dans les bureaux au Japon.

#### 2. Programme des experts associés

Ce programme vise à former de jeunes professionnels – disposant d'un certain niveau d'expertise, de carrière et d'expérience professionnelle à l'étranger – pour qu'ils deviennent les futurs experts de la JICA dans des domaines où des pénuries de ressources humaines sont prévues à moyen et long terme. À l'issue de leur formation, les participants sont envoyés sur les sites d'opérations de la JICA à l'étranger en tant qu'experts de la JICA.

#### 3. Perfectionnement du personnel prêt à travailler sur les sites des projets

La JICA propose un programme de renforcement des capacités conçu pour fournir des informations sur les dernières tendances de la coopération internationale, ainsi que des possibilités d'acquérir de l'expertise pour relever les nouveaux défis. Lors de l'exercice 2020, la JICA a organisé 18 cours dans le cadre de ce programme. La JICA organise également des sessions de formation de pré-départ pour les professionnels qui se préparent à être envoyés à l'étranger.

#### 4. Développement de RH pour la coopération internationale

Le site internet « PARTNER » de la JICA a été conçu pour promouvoir les activités de coopération internationale du Japon dans son ensemble. PARTNER est une plateforme complète d'information concernant un large éventail d'acteurs tels que les organisations internationales, les consultants en développement, les ONG et les

### Aperçu des programmes de l'exercice 2020

Recrutement	Conseillers seniors de la JICA	Conseillers spéciaux	Experts sélectionnés soit par recrutement ouvert, soit sur recommandation, notamment les conseillers en formulation de projets	
	103	60	650*	
Formation des ressources humaines	Programme de stages	Programme des experts associés	Formation pour le renforcement des capacités	Formation de pré-départ pour les experts de la JICA
	58 participants	37 participants	473 participants	318 participants
Site complet d'information sur les carrières de la coopération internationale « PARTNER »	Nombre de personnes enregistrées sur PARTNER (total)	Nombre d'entreprises et d'organisations enregistrées sur PARTNER (total)	Nombre d'informations sur des offres d'emplois (en dehors de la JICA), des formations et des séminaires	Nombre de consultations sur les carrières
	51 979	2 101	2 821	193

\* Nombre total d'experts envoyés durant l'exercice 2020 parmi les experts (à court terme et à long terme) sélectionnés soit par recrutement ouvert, soit sur recommandation. Ce nombre exclut les recrutements dans le cadre de contrats de services de conseil.

OBNL, les gouvernements nationaux et locaux, les universités, les entreprises privées, ainsi que la JICA. PARTNER est largement utilisé comme plateforme commune de coopération internationale donnant accès à des informations sur des opportunités d'emploi, des cours

de formation, des séminaires et des événements. La JICA organise également des séminaires et des consultations sur les carrières internationales sur son site internet.

## Ressources humaines (capital humain)

Travailler à la JICA implique de partir en mission à l'étranger et en voyage d'affaires, c'est pourquoi diverses mesures innovantes sont prises pour instaurer un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Pour permettre à toutes les formes de « capital humain » des professionnels de la coopération au développement de contribuer à la mission de la JICA et d'être valorisées, l'Agence introduit des systèmes compatibles avec un large éventail de modes de travail, crée une culture organisationnelle encourageant la diversité et l'assistance mutuelle, et travaille activement à la formation des employés afin de libérer pleinement le potentiel et les ressources de chacun.

### Promouvoir la réforme des modes de travail « Smart JICA »

En 2015, la JICA a lancé le projet Smart JICA, et promeut depuis la flexibilité du travail et l'équilibre entre travail et vie personnelle tout en allégeant le volume d'heures supplémentaires [ → voir le graphique 1]. En 2018, les efforts de la JICA ont été largement reconnus lorsque l'organisation a été la seule agence publique récompensée par un prix du ministère de l'Intérieur et des communications décerné aux « Pionniers du télétravail ». Au cours de l'exercice 2019, la JICA a introduit « Smart JICA 3.0 : Le travail d'équipe dans la diversité » [ → voir le schéma ci-dessous], Dans le cadre de cette politique, et parallèlement aux initiatives existantes, la JICA encourage un travail d'équipe pour créer de nouvelles valeurs

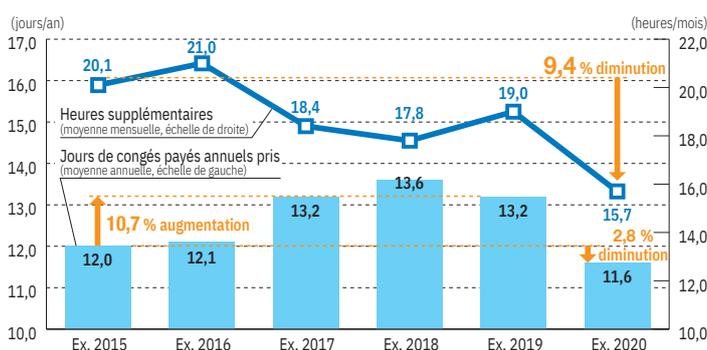
dans la diversité et un environnement de travail permettant aux employés de réaliser pleinement leur potentiel.

Durant l'exercice 2020, la JICA a poursuivi ses réformes ambitieuses des modes de travail afin de permettre à l'organisation de remplir sa mission auprès des pays en développement et de la société japonaise, tout en prenant toutes les mesures nécessaires pour prévenir la propagation de la COVID-19. La JICA a créé un environnement de travail plus favorable au travail à distance. Elle a également renforcé la flexibilité et l'utilisation de son système de télétravail. Ainsi, le nombre d'employés effectuant le trajet entre leur domicile et le siège de la JICA en mai 2021 (jusqu'au 21 du mois) est tombé à 57 % par rapport au niveau normal. La JICA a également introduit des heures de travail flexibles pour permettre aux employés d'éviter les heures de pointe et s'adapter aux différents fuseaux horaires de ses collaborateurs travaillant en distanciel. Ainsi, la JICA continue de soutenir les nouveaux modes de travail.

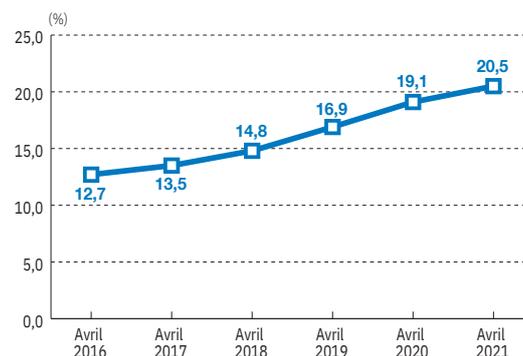
### Atteindre la diversité et l'inclusion

La JICA redouble d'efforts pour créer un environnement de travail où les femmes peuvent assumer plus souvent des rôles de leaders, et prévoit plus particulièrement de porter à 20 % au moins la part des femmes aux postes de direction au cours du 4<sup>e</sup> plan à moyen terme (avril 2017-mars 2022). En avril 2021, cette cible était atteinte avec un taux de 20,5 %. La JICA a également atteint l'objectif global de

Graphique 1 Évolution des heures supplémentaires (moyenne mensuelle) et des jours de congés payés annuels pris (moyenne annuelle) \*à l'exclusion des postes de direction



Graphique 2 Évolution de la représentation des femmes aux postes de direction



### Aperçu de Smart JICA 3.0 : Le travail d'équipe dans la diversité

#### Objectif

Pour maximiser sa valeur à l'ère Reiwa, l'Agence crée une culture organisationnelle poursuivant de nouveaux objectifs qui incluent des acteurs internes et externes tout en promouvant de nouvelles approches et un environnement du travail permettant à tous les employés de réaliser leur potentiel. Pour ce faire, la JICA valorisera le travail d'équipe basé sur l'empathie et des objectifs innovants tout en encourageant la rationalisation et l'efficacité du travail.

#### Pilier 1

Encourager un travail d'équipe pour créer de nouvelles valeurs dans la diversité

#### Pilier 2

Promouvoir de nouvelles approches du travail pour des ressources humaines diverses

#### Pilier 3

Promouvoir un environnement de travail permettant aux employés de réaliser leur potentiel

#### Pilier 4

Encourager la rationalisation et l'efficacité des activités

Formation de nouveaux employés de la JICA pour l'exercice 2020 : après la levée de l'état d'urgence, en place d'avril à mai 2020, la JICA a organisé des formations en présentiel sur la culture des affaires tout en prenant des mesures sanitaires strictes. La photo montre de nouvelles recrues qui s'exercent à répondre au téléphone.



15 % de femmes aux postes de direction, fixé par le gouvernement pour les institutions administratives indépendantes d'ici mars 2021 [→ voir le graphique 2].

La JICA encourage également tous ses employés à tirer parti des différents systèmes de soutien disponibles pour les aider à atteindre un équilibre entre travail et vie personnelle. Les femmes qui ont eu un enfant participent plus fréquemment à des missions à l'étranger, leur nombre est resté constant autour de 30 ces dernières années, tandis que davantage d'hommes prennent des congés parentaux (17 au cours de l'exercice 2020). Tout en œuvrant activement à l'embauche de personnes handicapées, la JICA crée des lieux de travail accessibles à ces personnes (par exemple en organisant régulièrement des réunions en interne et en dispensant des téléformations à l'ensemble du personnel).

Au cours des dernières années, la JICA a également déployé des efforts considérables pour la formation du personnel local (« personnel national ») recruté dans les bureaux de la JICA à l'étranger. Parallèlement à la formation sur place et à l'apprentissage à distance par vidéoconférence, la JICA offre des possibilités de travail au Japon à ces employés.

### Des formations centrées sur l'ingéniosité et l'indépendance

La JICA met l'accent sur la formation sur le lieu de travail, qui favorise la progression et le perfectionnement de soi à travers des tâches quotidiennes. Par exemple, la JICA a désigné des membres de son personnel en tant que formateurs pour fournir des conseils et des formations aux nouveaux employés. Elle a aussi introduit la formation sur le lieu de travail à l'étranger pour les nouveaux employés afin de tirer parti de ses nombreux sites de projets partout dans le monde. Les nouveaux employés sont envoyés à l'étranger pendant quelques mois pour acquérir le sens du travail de terrain, exprimé par le terme japonais *gemba*. (La formation sur le lieu de travail à l'étranger n'a pas eu lieu durant l'exercice 2020 en raison de

la pandémie de COVID-19). Depuis l'exercice 2020, la JICA assigne également un formateur à ses recrutements en milieu de carrière afin d'améliorer la communication et la sensibilisation au développement des ressources humaines au sein de la JICA.

En mettant l'accent sur la spontanéité, la JICA élabore et établit des systèmes encourageant le développement individuel de carrière de chaque employé. Citons notamment le dispositif permettant d'effectuer une partie du travail ailleurs que sur le lieu assigné (« règle de partage des 10 % »), et le système de formation interne où les employés choisissent de travailler, à titre d'essai et à court terme, dans une section différente qui les intéresse. En outre, les employés de chaque catégorie reçoivent une formation, adaptée à leur nombre d'années de service et à leur poste, visant à favoriser les compétences en matière de leadership et de gestion. La JICA organise également des cours tout au long de l'année à l'Académie JICA pour former l'ensemble de ses employés aux compétences de base requises par l'organisation. En outre, la JICA a introduit un système d'études à long terme où les employés peuvent prendre un congé pour obtenir un diplôme de troisième cycle dans un établissement à l'étranger ou au Japon, ainsi qu'un système de détachement où les employés peuvent élargir leurs connaissances et leurs compétences en travaillant dans une autre organisation.

De nombreuses sessions de formation étant fournies par ses employés, la JICA a organisé des formations pour les formateurs pendant l'exercice 2020. Compte tenu du manque d'opportunités de formation en présentiel à cause de la pandémie de COVID-19, la JICA a également mis à disposition plus de contenus de formation sur demande. Parallèlement, avec la création du Bureau des ressources humaines pour la coopération au développement au sein du département des ressources humaines, en avril 2020, la JICA a intensifié de manière stratégique la formation du personnel à moyen et long terme et l'orientation professionnelle pour le personnel de la coopération au développement, notamment en dehors de la JICA.

#### MESSAGE

### Être une organisation sur laquelle on peut compter, que l'on choisit et qui donne de l'espoir



**YOSHINOBU Ikura**  
Directeur général, département du personnel

Nous entrons dans une ère imprévisible de volatilité, d'incertitude, de complexité et d'ambiguïté. La COVID-19, comparable selon certains spécialistes à la Grande Dépression et aux guerres mondiales, continue de faire rage. Des changements sociaux abrupts se profilent au Japon et dans le reste du monde, et une réforme est plus que jamais nécessaire pour s'adapter à cette nouvelle ère.

Rétrospectivement, la JICA a mis en œuvre des réformes importantes, lors de sa conversion en une institution administrative indépendante, en 2003, et lors de la révision de son intégration organisationnelle en 2008. Elle a aussi assumé de nouvelles missions en menant des projets de consolidation de la paix, des études en appui aux activités ODD et une coopération scientifique et technologique. Mais qu'en est-il de notre culture d'entreprise ? Le système d'emploi et le style de travail à la japonaise qui prévalent depuis plus de trois décennies ne semblent pas évoluer, même à la JICA. L'Agence ne fait apparemment pas exception lorsqu'il s'agit d'embrasser les « codes bureaucratiques » qui exigent plus de pouvoir, de budget

et de personnel et tiennent pour acquise l'infailibilité des bureaucrates.

La JICA doit se réformer afin de peser plus fortement et plus durablement dans la résolution des divers problèmes sociaux à l'étranger et au Japon. Pour cela, elle doit s'éloigner du principe d'autosuffisance qui a longtemps prévalu et accélérer l'innovation et le partenariat en partageant ses valeurs à travers un dialogue avec un large éventail d'acteurs.

L'exercice 2021 est la dernière année du plan à moyen terme actuel de la JICA en tant qu'institution administrative indépendante. C'est aussi l'année où le prochain plan sera formulé. En saisissant cette occasion unique de mettre à jour son organisation, la JICA se réformera en se basant sur trois piliers : la promotion de la transformation numérique et de la transformation de l'entreprise ; la réforme de la gestion de projet, y compris l'établissement de plateformes pour résoudre les problèmes de manière co-créative ; et la réforme du système du personnel, notamment le développement de ressources humaines orientées vers les ODD.

# Mesures de sécurité

La JICA a publié en novembre 2017 la « Déclaration de la JICA sur les mesures de sécurité ». Ce document exprime la ferme résolution de la JICA de faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'assurer que ses partenaires engagés dans la coopération au Japon et à l'étranger (partenaires de la JICA) puissent se rendre sur leur lieu d'affectation, y travailler et rentrer chez eux en toute sécurité.

Les menaces qui pèsent sur la communauté internationale ne cessent d'évoluer, que ce soit par leur gravité ou leur nature. Ces dernières années, le terrorisme aveugle, les bouleversements

sociaux, les crimes de haine et les accidents de la route sont devenus plus présents. Depuis 2019, le monde est confronté à une nouvelle crise : la pandémie mondiale de COVID-19.

Tandis que la JICA s'engage sur le plan institutionnel à prendre des mesures de sécurité au quotidien, chaque partenaire doit aussi maintenir un haut niveau de sensibilisation à la gestion de crise et prendre rapidement toutes les mesures de sécurité nécessaires. La JICA intensifie ses efforts pour réaliser cet objectif.

## Réponse à l'épidémie de COVID-19

### 1. Protéger nos partenaires durant la pandémie mondiale

La COVID-19 – signalée pour la première fois en décembre 2019 dans la ville de Wuhan, en Chine, comme un nouveau type de pneumonie – s'est propagée extrêmement rapidement à travers le monde. De nombreux pays ont fermé leurs frontières, pris des mesures strictes de contrôle des entrées sur leur territoire et imposé des confinements dans les grandes villes avant que les caractéristiques épidémiologiques et les risques médicaux posés par le virus ne soient connus. De nombreux vols internationaux ont été suspendus, ce qui a sérieusement entravé les flux internationaux de voyageurs.

Dans ces circonstances, en janvier 2021, la JICA a demandé à ses volontaires travaillant en Chine de rentrer temporairement au Japon. À partir du mois de mars, elle a étendu la portée géographique de ce rappel temporaire à l'ensemble du monde pour inclure les volontaires de la JICA travaillant en première ligne sur le terrain et d'autres partenaires âgés ou souffrant de maladies sous-jacentes. La JICA a également examiné les goulots d'étranglement de l'émigration et de l'immigration ainsi que le statut de l'infection dans chaque pays. En septembre de la même année, quelque 6 000 partenaires en provenance de 88 pays étaient rentrés au Japon. En outre, la JICA a soutenu le retour de ses partenaires dans le cadre de la coopération financière en consultant les gouvernements des pays partenaires, en réservant les vols et en facilitant le départ des ingénieurs de pays tiers.

Parallèlement, les personnels japonais des bureaux de la JICA à l'étranger sont restés sur place en appliquant un système de rotation, tandis que les protocoles sanitaires étaient renforcés. Ces personnels ont aidé les partenaires de la JICA revenus au Japon à effectuer leur travail à distance afin d'assurer la continuité opérationnelle. Ils ont également préparé la reprise des voyages à l'étranger et leur retour dans leur pays d'affectation.

### 2. Efforts pour la reprise des voyages en toute sécurité et la poursuite des opérations

La pandémie mondiale de COVID-19 a non seulement menacé la vie et la santé des individus, mais elle a eu de nombreux autres effets négatifs, notamment sur les activités économiques et sociales, l'emploi, l'éducation et la pauvreté. À l'heure où les pays ont fermé leurs frontières et eu la tentation d'agir seuls, le rôle de la coordination et de la coopération internationales pour surmonter



Vietnam : Une unité de soins intensifs de l'hôpital Cho Ray, le plus grand établissement médical du sud du Vietnam. La JICA a travaillé au retour de ses partenaires de projet dans leur pays d'affectation après avoir pris les dispositions nécessaires, notamment en évaluant la situation des établissements de soins de santé dans chaque pays pour prévenir les infections à la COVID-19.

cette crise mondiale est apparue plus clairement que jamais.

Dans ce contexte, la JICA a élaboré trois cadres de travail spécifiques pour continuer ses opérations impliquant des voyages internationaux tout en assurant la sécurité et la santé de ses partenaires.

Le premier cadre établit un ensemble de règles de voyage s'appliquant aux partenaires de projet de la JICA pour prévenir les infections et la propagation de la COVID-19. Ces règles comprennent un code de conduite définissant les comportements à suivre pour chaque type de partenaire, et les encouragent à pratiquer la restriction et la retenue. Tous les partenaires doivent accepter de se conformer à ce code de conduite avant d'entreprendre un voyage international. On y trouve également des règles sur les itinéraires de voyage et des directives sur la prévention des infections sur les sites des projets.

Le deuxième cadre regroupe des dispositions et des manuels d'intervention propres à chaque pays, et ce afin de protéger la sécurité et la santé des partenaires de projet de la JICA. La JICA a mis en place un dispositif de coordination étroite avec les institutions médicales et préparé un manuel à suivre en cas de problème de santé. Ces mesures doivent assurer une réponse rapide et appropriée dans les cas de suspicion d'infection à la COVID-19 ou en cas d'autres maladies ou de blessures graves. La JICA a organisé le retour de ses partenaires de projet dans les pays et régions où les conditions le permettaient.

Le troisième cadre a été conçu pour appliquer un contrôle strict des voyages. Les voyages des partenaires sous contrat avec la JICA ont été placés sous le contrôle exclusif du département de la gestion de la sécurité qui vérifie les conditions sécuritaires et sanitaires de chaque plan de voyage. Des accords de liaison ont également été mis en place pour permettre aux partenaires de la JICA de prendre les mesures appropriées en cas de changement des règles d'émigration et d'immigration dans les pays de destination ou de transfert, ou de modification des contrôles frontaliers au moment du retour au Japon. En outre, le code de conduite susmentionné appelle à un strict respect des contrôles frontaliers par le gouvernement japonais, notamment des règles de quarantaine au moment du retour. Ces mesures visent à empêcher toute introduction du virus au Japon.

En respectant ces trois cadres, la JICA avait organisé les voyages de ses partenaires dans 99 pays en mars 2021. La JICA a systématiquement vérifié l'efficacité des dispositions et des manuels dans chacun de ces pays et suspendu ces voyages chaque fois que son protocole l'exigeait.

### 3. Soutien aux partenaires de la JICA

Parallèlement aux mesures exposées ci-dessus, la JICA

fournit des informations concernant les mesures de sécurité à ses partenaires de projet et les soutient d'autres manières. Le site internet de la JICA comprend une page consacrée aux mesures de sécurité. Cette page permet aux partenaires de projet enregistrés d'accéder aux mesures et aux manuels de sécurité spécifiques à chaque pays, entre autres informations. La page présente des informations régulièrement mises à jour sur la COVID-19, y compris une liste des pays où la JICA a commencé à envoyer ses partenaires, ainsi que des guides pour prévenir les infections et la propagation.

Au cours de l'exercice 2020, la JICA a organisé des séances d'information et des séminaires sur la réponse à la COVID-19 pour un total de 4 500 partenaires de projet. À la demande de partenaires de projets individuels, la JICA a fourni des informations sur les règles d'émigration et d'immigration, les mesures de quarantaine et les institutions médicales propres à chaque pays. La JICA a également aidé ses partenaires de projet à obtenir un visa et à réserver un vol lorsque des procédures supplémentaires étaient nécessaires pour les formalités d'entrée et lorsqu'ils devaient se rendre dans des pays pour lesquels les vols commerciaux n'étaient pas encore disponibles.

## Renforcer les mesures de sécurité

Dans un contexte de forte instabilité de la situation internationale, les menaces qui pèsent sur les voyageurs internationaux sont à la fois plus diverses et plus graves. Les voyageurs internationaux sont soumis à des risques constants ; ils peuvent être victimes d'un terrorisme aveugle, notamment de l'explosion d'une bombe conçue pour faire de nombreuses victimes, d'un terrorisme ciblé visant à enlever quelques personnes et à les prendre en otage, de vols commis par des individus ou des groupes armés ou de violences à l'encontre des femmes. D'autres types d'incidents se sont multipliés ces dernières années, notamment des conflits armés et des combats découlant de litiges internationaux, des détériorations de la sécurité publique liées à l'instabilité politique et aux élections, et des affrontements entre manifestants et forces de sécurité.

### Renforcer les capacités de protection sur les aspects physiques et non physiques

La JICA améliore les capacités d'autodéfense de ses partenaires de projet en se basant sur la devise : « Vous êtes la première personne à pouvoir vous protéger ». À cette fin, la JICA s'appuie sur son manuel de sécurité à l'étranger qui explique comment acquérir ces compétences de base. Il encourage chaque partenaire de projet à accroître sa sensibilisation à la sécurité, à modifier son comportement et à pratiquer des techniques d'autodéfense.

Les partenaires de projet envoyés à l'étranger sous contrat direct avec la JICA doivent obligatoirement recevoir une formation à l'autodéfense avant leur départ. Pour les partenaires de projet envoyés à l'étranger sous contrat avec une société ou une organisation partenaire de la JICA, et pour les partenaires de la coopération financière, la JICA offre une formation ouverte 12 fois par an. Les partenaires sont encouragés à passer cette formation avant leur départ. Au cours du premier semestre de l'exercice 2020, la JICA a suspendu une partie de la formation en raison de la pandémie de



Manuel de sécurité à l'étranger

COVID-19. La formation a depuis été reprise en ligne. Au total, neuf sessions en ligne ont été suivies par 425 personnes.

La JICA propose également une formation de haut niveau aux agents des unités de gestion de la sécurité et aux autres responsables de la sécurité des entreprises et organisations partenaires. Au cours de l'exercice 2020, elle a assuré un total de cinq sessions auxquelles ont assisté 101 personnes.

Du fait de leur présence sur la ligne de front de la coopération au développement internationale, les mesures de sécurité pour les sites de projet, les bureaux et les domiciles des experts et des volontaires de la JICA sont également importantes. Depuis l'exercice 2019, la JICA applique les Directives générales sur les mesures de sécurité aux sites des grands projets de coopération dans les zones à haut risque. Les projets soumis à ces directives sont tenus de définir les mesures de sécurité physiques et non physiques nécessaires dans la phase de planification, de les intégrer dans leurs plans opérationnels et d'affecter un budget à cette fin. En bref, les mesures de sécurité sont intégrées dans le cycle du projet afin d'apporter une réponse systématique à tous les types de problèmes. En outre, la JICA prépare des listes de vérification pour les bureaux et les résidences de ses partenaires et encourage ces derniers à prendre les mesures de sécurité nécessaires.

# Gouvernance d'entreprise

## Contrôle interne

Afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience de ses opérations, de se conformer aux lois et autres règlements, et d'atteindre les objectifs énoncés dans la loi sur les institutions administratives indépendantes et l'Agence japonaise de coopération internationale, la JICA a mis en place une structure de gouvernance d'entreprise intégrant un contrôle interne.

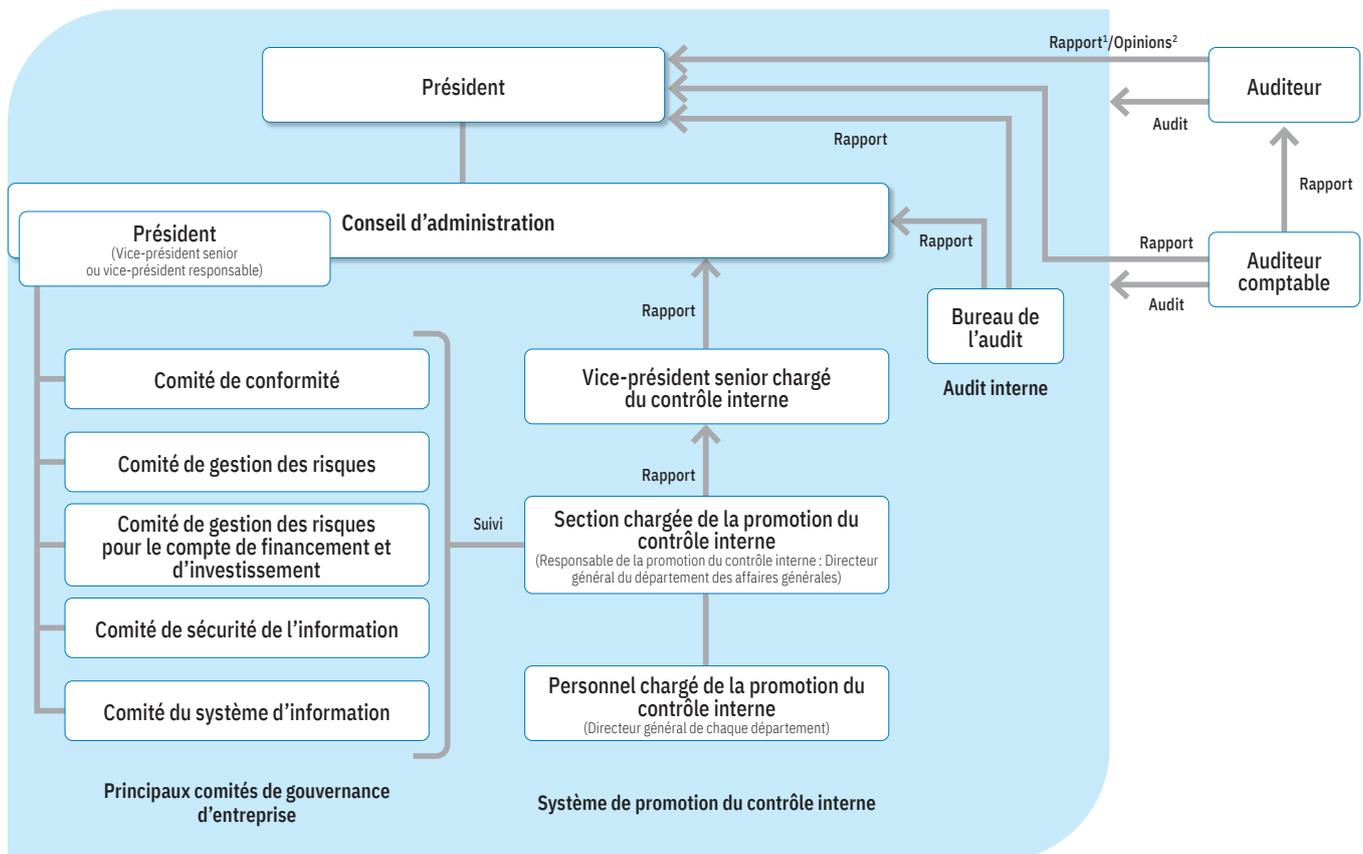
Concrètement, afin de promouvoir le contrôle interne tel que défini par la loi sur les règles générales des institutions administratives indépendantes, la JICA a établi un système de contrôle interne, dans lequel, sous l'autorité du président, qui représente la JICA et préside ses opérations, le vice-président senior chargé des affaires générales est responsable du contrôle interne avec le directeur général du département des affaires générales, qui est responsable de sa promotion au sein de l'organisation. Le processus de contrôle interne fait l'objet d'un suivi régulier, de rapports au conseil d'administration ainsi que de délibérations au sein de ce dernier.

La JICA a également créé le Bureau de l'audit en tant qu'entité indépendante qui effectue des audits internes pour assurer l'efficience et l'efficacité de ses opérations. Par ailleurs, la JICA reçoit des rapports d'auditeurs et d'auditeurs comptables, et maintient la qualité de sa gouvernance en améliorant ses opérations à partir des résultats de ces audits.

Dans le cadre de ses efforts de sensibilisation et de renforcement du contrôle interne, la JICA a élaboré des règles internes ainsi qu'une série de manuels pour établir des procédures opérationnelles normalisées. Elle a aussi compilé un document de référence : « Contrôle interne de la JICA », mis à la disposition du public.

Pour les domaines importants du contrôle interne, la JICA a créé des comités qui délibèrent sur les questions liées et prennent les précautions nécessaires. La JICA a également établi des mécanismes de réception de rapports en interne et en externe pour détecter rapidement et prévenir la non-conformité aux règlements.

### Gouvernance d'entreprise



1. Le rapport d'audit est soumis au ministre compétent par l'intermédiaire du président.  
2. Les opinions peuvent être soumises au ministre compétent.

## Conformité et gestion des risques

### Politique de conformité de la JICA

- (1) La JICA doit améliorer la transparence et l'équité de ses opérations et activités financières afin de renforcer la confiance du public.
- (2) La JICA doit contribuer au développement viable de la communauté internationale grâce à l'aide au développement afin de renforcer la confiance de la communauté internationale.
- (3) La JICA doit répondre aux besoins des régions en développement et fournir des services de qualité de manière flexible et rapide.
- (4) La JICA doit prendre en compte l'environnement naturel et social lors de la conduite de ses opérations.
- (5) La JICA doit communiquer avec les différents niveaux de la société et entretenir une culture organisationnelle de la transparence.

### Conformité

La JICA, en tant qu'organisation chargée de la mise en œuvre de l'APD du Japon de manière intégrée, doit répondre aux attentes du public japonais et de la communauté internationale conformément aux normes sociales, ainsi qu'aux lois, règlements et règles en vigueur.

Pour faire respecter la conformité, la JICA a mis en place des règles et des lignes directrices qui doivent être suivies par ses agents et son personnel, ainsi que par tous les acteurs des projets d'APD. Parmi celles-ci, les Règles de conformité de la JICA énoncent un certain nombre de règles destinées à sensibiliser les agents et le personnel à la conformité tout en garantissant l'équité de ses opérations. Les Règles de conformité exposent les principaux systèmes de rapport, y compris le système de signalement des incidents et les systèmes de lanceurs d'alerte en interne et en externe. Les Règles de conformité définissent aussi les fonctions du Comité de conformité. La JICA travaille également à la prévention de la fraude et de la corruption,

notamment des pots-de-vin et autres pratiques frauduleuses identifiées dans les projets financés par la JICA, en s'appuyant sur les rapports du Bureau de consultation anticorruption et d'autres moyens.

### Gestion du risque

Pour une réalisation efficace et efficiente de ses objectifs et plans organisationnels, tels que les plans à moyen terme, la JICA définit les risques comme des facteurs qui constitueront des obstacles à ses opérations. Elle utilise ensuite des systèmes de gestion des risques, et elle identifie et évalue les risques de manière à assurer le bon déroulement de ses projets.

Tous les départements de la JICA identifient chaque année les risques liés à leurs opérations. Ils évaluent comment ces risques affectent leurs opérations et s'efforcent de les réduire. Le Comité de gestion des risques, qui se réunit régulièrement sous la présidence du vice-président senior chargé du contrôle interne, discute et examine les mesures prises pour chaque risque afin de renforcer les réponses organisationnelles.

### Activités de l'exercice 2020

Au niveau de la conformité, la JICA a maintenu le Bureau de consultation anticorruption et les systèmes de lanceurs d'alerte en interne et en externe. Elle a également organisé des sessions de formation et des séminaires pour sensibiliser son personnel et le personnel sous contrat à la conformité et prévenir la récurrence des fraudes. En outre, la JICA a élaboré des règlements internes visant à prévenir le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels (HEAS), un enjeu central pour la communauté internationale qui déploie des efforts concertés pour intensifier ses actions. Ces règlements stipulent clairement que la JICA affiche une tolérance zéro envers le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels.

Le Comité de gestion des risques a suivi les résultats de l'auto-évaluation des risques dans chaque département, analysé la tendance à l'augmentation des risques due à la propagation de la COVID-19, élaboré les mesures pour y remédier et veillé à ce que ces mesures soient prises au sein de l'organisation.

## Gestion des risques financiers de la coopération pour le financement et les investissements

Les opérations de la coopération pour le financement et les investissements comportent certains risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. La nature ainsi que l'étendue des risques et les moyens de les traiter diffèrent, selon qu'ils sont liés aux opérations de la JICA ou d'institutions financières privées. Néanmoins, il est essentiel que la JICA dispose, comme les institutions financières, d'outils appropriés de gestion des risques.

Concrètement, la gestion des risques de la coopération pour le financement et les investissements est considérée comme une

question de gestion qui doit être abordée de façon systématique par l'organisation dans son ensemble. La JICA a donc adopté une politique de gestion des risques lui permettant d'identifier, de mesurer et de contrôler les divers risques auxquels ses opérations sont exposées. L'objectif de cette politique est d'assurer des opérations saines et efficaces et d'obtenir un rendement proportionnel à la prise de risques. La JICA a établi le Comité de gestion des risques pour le compte de financement et d'investissement afin d'examiner les questions importantes liées à la gestion intégrée des risques.

## Risque de crédit

Le risque de crédit se réfère aux pertes potentielles liées aux difficultés ou à l'impossibilité de recouvrer une créance résultant de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. L'activité principale de la coopération pour le financement et les investissements consiste à octroyer des prêts. Par conséquent, la gestion du risque de crédit constitue une part importante de la gestion des risques de la JICA. Le risque souverain représente une part considérable du risque de crédit qui pèse sur les opérations de prêt d'APD. La JICA, en tant que bailleur de fonds, évalue le risque souverain en exploitant pleinement les informations acquises auprès des gouvernements et des autorités concernées du pays bénéficiaire, des institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, d'autres organismes donateurs régionaux et bilatéraux, et des institutions financières privées dans les pays développés. Pour le financement des investissements du secteur privé (PSIF), la JICA évalue le risque associé à l'entité privée.

### 1. Système de notation du crédit

La JICA a établi, dans le cadre de ses procédures opérationnelles, un système de notation du crédit pour l'ensemble des emprunteurs. La notation du crédit, en tant que pierre angulaire de la gestion du risque de crédit, est utilisée pour évaluer les crédits individuels, calculer les provisions pour pertes sur prêts et quantifier le risque financier. La notation du crédit se divise en deux catégories : les emprunteurs souverains et les emprunteurs non souverains. Un système de notation différent est utilisé pour chacune de ces catégories. Les notations sont révisées dès que nécessaire.

### 2. Auto-évaluation du portefeuille d'actifs

L'auto-évaluation du portefeuille d'actifs consiste pour les institutions financières à classer leurs propres actifs en fonction du degré de risque que ces actifs deviennent irrécupérables ou que leur valeur s'érode. C'est un moyen de gérer les risques de crédit ; c'est aussi une exigence pour effectuer de manière adéquate et opportune les provisions en cas d'annulation ou de pertes sur prêts. Les règles internes d'auto-évaluation de la JICA sont conformes aux lois applicables aux institutions financières classiques. Pour assurer une évaluation fiable, le processus comprend deux étapes, la première est menée par les départements chargés des financements, tandis que la deuxième étape est prise en charge par le département d'analyse du risque de crédit.

### 3. Quantifier le risque de crédit

Parallèlement à la gestion du risque de crédit individuel, la JICA s'efforce de quantifier les risques de crédit dans une perspective d'évaluation globale du risque de son portefeuille de prêts. Pour cela, il est important de prendre en compte les caractéristiques du portefeuille de la JICA, qui contient une part significative de prêts à long terme et de prêts souverains à des pays en développement ou émergents. Par ailleurs, la JICA prend en compte les mécanismes de garantie des actifs, notamment ceux du Club de Paris, un cadre

unique de gestion de la dette par les pays créanciers. En intégrant ces facteurs dans le modèle de quantification du risque de crédit, la JICA mesure le risque de crédit et utilise les résultats pour le contrôle interne de l'Agence.

## Risque de marché

Le risque de marché fait référence aux pertes potentielles provoquées par une évolution de la valeur des actifs et des dettes dues aux fluctuations des taux de change et/ou des taux d'intérêt.

La JICA assume un risque inhérent à la nature de ses activités financières qui sont conduites sur de longues durées et à des taux d'intérêt fixes. À cet égard, la JICA renforce ses capacités d'absorption du risque de taux d'intérêt par injection de capitaux provenant du budget du compte général du gouvernement japonais.

De plus, les contrats d'échange de taux d'intérêt sont exclusivement mis en œuvre dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt. Afin de contrôler le risque de contrepartie lors des échanges de taux d'intérêt, la valeur de marché des transactions et la solvabilité de chaque contrepartie sont constamment évaluées, et le prêt est couvert par un collatéral si nécessaire.

La JICA supporte un risque de change lors de la conversion des prêts en devises étrangères pour le PSIF et des prêts d'APD avec une option de conversion monétaire, en émettant des obligations libellées en devises étrangères, des swaps de devises, etc.

De plus, lorsque des investissements en devises étrangères sont effectués dans le cadre du PSIF, le montant des investissements est exposé au risque de change. La JICA gère ce risque à travers la surveillance régulière et constante des fluctuations du taux de change de la devise du pays dans lequel se trouve la contrepartie.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité fait référence au risque de difficultés de mobilisation de fonds lié à la détérioration du crédit de la JICA ou à une augmentation importante et imprévue des dépenses ou une diminution importante et imprévue des recettes.

La JICA prend de nombreuses mesures pour éviter le risque de liquidité dans la gestion de son flux de trésorerie. Cela comprend des efforts de diversification des sources de financement telles que les obligations émises par l'Agence et les emprunts contractés via le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

## Risque opérationnel

Le risque opérationnel fait référence aux pertes potentielles dues à une défaillance des systèmes ou des procédures de travail, à des activités du personnel ou à d'autres événements externes. Pour la JICA, cela recouvre plus précisément le risque lié à ses opérations, aux systèmes ou aux fautes commises en interne ou en externe. La JICA gère le risque opérationnel dans le cadre de ses efforts visant à promouvoir sa politique de conformité.

## Sécurité de l'information et protection des données personnelles

La JICA s'est engagée de longue date à veiller à la sécurité de l'information et à la protection des données personnelles en élaborant des règlements internes sur la sécurité de l'information et la protection des données personnelles.

La JICA a renforcé les mesures de sécurité de l'information et révisé ses règlements internes liés afin de garantir une utilisation sûre de la nouvelle infrastructure informatique mise en place pour permettre le développement du télétravail dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Elle a également révisé ses règlements sur la protection des données personnelles pour se conformer aux Lignes directrices sur les mesures de gestion des données personnelles détenues par les institutions administratives indépendantes, etc., (publiées en octobre

2018 par le Bureau de la gestion administrative au sein du ministère de l'Intérieur et des communications) ainsi qu'au règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, entré en vigueur en mai 2018. Concrètement, la JICA a révisé son manuel sur la protection des données personnelles et nommé un représentant au sein de l'UE dans le cadre de la RGPD.

Aujourd'hui, il existe un besoin croissant de sécurité de l'information et de protection des données personnelles plus strictes. La JICA a redoublé ses efforts pour répondre à ce besoin dans ses opérations. Ces efforts comprennent notamment (1) l'organisation d'exercice et de formations pour son personnel, et (2) le renforcement de l'équipe d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique (CSIRT pour Computer Security Incident Response Team).

## Diffusion de l'information

Conformément à la loi sur l'accès aux informations détenues par les institutions administratives indépendantes, la JICA, via son site internet et d'autres moyens, donne accès aux informations liées à l'organisation, les opérations et les finances ; aux informations

sur les évaluations et audits dans les domaines susmentionnés ; aux informations sur les marchés publics et les contrats ; et aux informations sur les entités liées.

## Efforts pour améliorer la gestion de l'organisation et des opérations

Sur la base des objectifs et du plan à moyen terme, la JICA travaille à améliorer la gestion de l'organisation et des opérations. Les activités mises en œuvre pendant l'exercice 2020 sont indiquées ci-dessous :

### Développement des fondements organisationnels de la gestion des opérations stratégiques

La JICA a réorganisé ses départements et sections axés sur les questions de développement afin de clarifier la répartition des responsabilités au sein de la JICA pour la réalisation des ODD et de promouvoir la coopération avec divers acteurs au Japon et à l'étranger, ainsi que la maximisation de ses résultats par rapport à chaque question. La JICA a également créé le département du soutien opérationnel pour intégrer et rationaliser les procédures, systèmes et opérations liés à l'envoi d'experts et de consultants

sous contrat avec la JICA [→ voir page 78]. En outre, la JICA a mis en place le Bureau de réponse à la COVID-19 et le Bureau de la science, la technologie et l'innovation, et la transformation numérique.

### Optimisation et rationalisation des opérations administratives

La JICA s'efforce de rationaliser ses opérations administratives pour répondre aux attentes nationales et internationales vis-à-vis de l'APD du Japon. À cette fin, la JICA s'est concentrée sur la réduction des dépenses fixes, l'optimisation des dépenses de personnel, la rationalisation des actifs et l'amélioration des procédures d'achat.

Les principales activités menées durant l'exercice 2020 comprennent l'introduction, à titre expérimental, d'appel d'offres et de l'acceptation des propositions de prix sous format électronique pour faciliter la transformation numérique des opérations d'achat.

Pour plus d'informations sur la protection des données personnelles, voir [le site internet de la JICA](https://www.jica.go.jp/english/policy/index.html) (en anglais) <https://www.jica.go.jp/english/policy/index.html>.  
Pour plus d'informations sur la diffusion, voir [le site internet de la JICA](https://www.jica.go.jp/disc/index.html) (uniquement en japonais) <https://www.jica.go.jp/disc/index.html>.

# Efforts de la JICA pour lutter contre le changement climatique

La JICA a fait de la lutte contre le changement climatique et de l'intensification du partage d'informations deux de ses priorités en se basant sur les ODD ; l'accord de Paris de 2015 ; les recommandations de 2017 compilées par le groupe de travail sur la divulgation des informations financières relatives au changement climatique (TCFD pour Task Force on Climate-related Financial Disclosures), établi par le Conseil de stabilité financière du G20 ; et plus particulièrement la Déclaration de neutralité carbone 2050, annoncée par le gouvernement japonais en 2020. La JICA est déterminée à atteindre une société zéro carbone dans le cadre de cette déclaration et d'autres politiques du gouvernement japonais.

## Gouvernance

En vertu de la loi sur les règles générales des institutions administratives indépendantes, la JICA élabore son plan quinquennal à moyen terme et son plan annuel et s'appuie sur ces plans afin d'atteindre les objectifs à moyen terme fixés par les ministres compétents (le ministre des Affaires étrangères et d'autres ministres). La réponse au changement climatique est également couverte par ces plans et opérations [ → voir « Évaluation des performances » page 64].

La JICA s'efforce d'améliorer l'efficacité du développement dans les projets qu'elle met en œuvre avec les pays en développement – notamment ceux qui impliquent une action climatique – par le biais de processus de suivi et d'évaluation qui utilisent un cadre cohérent et global couvrant l'évaluation ex ante, le suivi des opérations, l'évaluation ex post et le retour d'information [ → voir « Évaluation des projets » page 64].

### Stratégies institutionnelles et opérationnelles et lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales

En octobre 2015, la JICA a élaboré la Politique environnementale de la JICA en tant que politique organisationnelle sur la durabilité environnementale mondiale, couvrant également l'action climatique. En juillet 2021, suite aux délibérations du conseil d'administration, la JICA a établi une stratégie pour les projets d'action climatique menés avec les pays en développement.

La JICA se conforme aux lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales (lignes directrices CES) dans la gestion de ses opérations. Pour les projets de coopération menés avec les pays en développement, les partenaires de la JICA, notamment le pays hôte, les emprunteurs et les acteurs du projet (ci-après « acteurs du projet ») sont les premiers responsables de la

prise en compte des CES. Le rôle de la JICA est d'examiner les CES appliquées par les acteurs du projet et de fournir l'aide nécessaire pour garantir que les CES appropriées sont mises en pratique.

Dans le cadre de ces efforts, la JICA a mis en place le Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales en tant qu'organe indépendant de conseil sur l'examen et le soutien des CES par la JICA. Ce comité est constitué d'experts externes dans le domaine concerné, sélectionnés de manière impartiale suite à une annonce publique. Afin de garantir les principes de responsabilité et de transparence, la JICA publie les procès-verbaux des réunions du Comité consultatif pour les considérations environnementales et sociales ainsi que les documents relatifs aux CES préparés par les acteurs du projet. En outre, la JICA a mis en place des procédures d'opposition pour garantir le respect des lignes directrices CES.

La JICA travaille actuellement à la révision des lignes directrices CES, qui datent de 2010, en tenant compte des tendances internationales et en assurant la transparence et la responsabilité.

### Cadre organisationnel pour améliorer les opérations et assurer la transparence

En ce qui concerne le cadre organisationnel, le département des affaires générales est responsable de la politique environnementale de l'ensemble de l'organisation. Le Bureau du changement climatique, créé en 2010, a pour mission d'améliorer les opérations liées au climat. Le département de l'analyse du risque de crédit et de la veille environnementale est chargé des lignes directrices CES. Le secrétariat pour l'examen des lignes directrices traite les procédures d'opposition dont le contenu est examiné par des inspecteurs indépendants des départements opérationnels de la JICA.

## Stratégie

### Politique environnementale de la JICA

La JICA a fait des efforts de lutte contre le changement climatique et d'intensification du partage des informations l'une de ses priorités en matière de gestion. La politique environnementale de la JICA mentionnée ci-dessus stipule, dans la section « Lignes directrices de la politique fondamentale », que la JICA contribuera « à la protection de l'environnement mondial en conformité avec les lois et règlements environnementaux. En outre, afin de prévenir et de réduire les incidences négatives des activités de la JICA sur l'environnement, la

JICA utilisera un système de gestion de l'environnement et travaillera constamment à son amélioration ». Les mesures spécifiques de ce système comprennent (1) la promotion de mesures environnementales à travers des activités de coopération internationale ; (2) la promotion des activités de sensibilisation générale à l'environnement ; (3) la promotion d'activités respectueuses de l'environnement dans les bureaux et installations de la JICA ; et (4) le respect des lois et règlements environnementaux.

### Actions pour la réalisation des objectifs internationaux

La stratégie des projets d'action climatique énoncée par la JICA en juillet 2021 définit deux objectifs. Le premier consiste à travailler main dans la main avec les pays en développement pour mener une coopération visant à soutenir la transition vers une société décarbonée et à rendre les sociétés résilientes au changement climatique afin de parvenir à un développement durable. Le second consiste à contribuer, par ces efforts, à la réalisation des objectifs internationaux fixés par un certain nombre d'accords, notamment l'accord de Paris, un cadre spécifique pour atteindre les objectifs de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, le cadre de Sendai pour la réduction du risque de catastrophe, la Convention sur la diversité biologique des Nations unies, la Vision d'Osaka pour un océan bleu (Osaka Blue Ocean Vision), et les ODD [→ voir l'Action 3 de la JICA, page 20].

La stratégie prévoit deux séries de mesures spécifiques :

1. Des mesures conçues pour aider les pays en développement à respecter l'accord de Paris, notamment pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de lutte contre le changement climatique, l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre (GES), le renforcement du cadre pour une plus grande transparence concernant ces émissions, et l'introduction et l'utilisation de fonds pour le climat\*.
2. Des mesures plus larges qui offrent des co-bénéfices et contribuent à la fois à la résolution des problèmes de développement et à la lutte contre le changement climatique par la mise en œuvre de projets dans un ensemble de secteurs pertinents, parmi lesquels l'énergie, le développement urbain, les transports, la protection de l'environnement naturel, y compris les forêts, l'agriculture, la gestion environnementale, la réduction des risques de catastrophe, la gestion des ressources hydriques et les soins de santé.

Dans le cadre de ces mesures, la JICA encouragera diverses activités – notamment la coopération avec diverses parties prenantes ; la mobilisation de fonds (par exemple, en travaillant avec des entreprises privées, en encourageant l'utilisation de fonds externes tels que le Fonds vert pour le climat (GCF pour Green Climate Fund)) ; l'exploitation de l'expertise et de la technologie du Japon ; le partage stratégique d'informations ; les partenariats entre villes ; les partenariats intrarégionaux ; et les innovations telles que la transformation numérique.

### Intégration des nouvelles stratégies du gouvernement japonais

En juin 2021, le gouvernement japonais a finalisé la stratégie de promotion à l'étranger du système d'infrastructure 2025 (version révisée de juin 2021), qui précise : « Le Japon va déployer, de manière responsable et dans l'ensemble de ses institutions, des mesures de décarbonation de l'économie mondiale en renforçant son engagement auprès des pays partenaires, conformément à leur

stade de développement. Pour ce faire, la politique fondamentale du gouvernement consistera à soutenir les exportations d'infrastructures qui guideront les transitions énergétiques des pays vers la décarbonation. En se basant sur une compréhension approfondie des besoins des pays partenaires, le Japon mettra à leur disposition toutes les options disponibles pour réduire leurs émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), notamment grâce aux énergies renouvelables (telles que l'éolien, le solaire, la géothermie et l'hydrogène), aux techniques de gestion de l'énergie, et aux technologies de captage, stockage et réutilisation du carbone. Le Japon soutiendra également l'élaboration de politiques et de stratégies à long terme en vue d'atteindre les niveaux de décarbonation fixés par l'accord de Paris. En outre, comme indiqué dans le communiqué du sommet du G7 de Cornouailles de juin 2021, le Japon s'engage à ne plus accorder d'ici fin 2021 aucune nouvelle aide publique directe à la production internationale d'électricité à partir de charbon thermique sans dispositif d'atténuation, y compris par le biais de l'aide publique au développement, du financement des exportations, des investissements et du soutien à la promotion financière et commerciale » (traduction provisoire). La JICA respectera cet engagement et les autres politiques du gouvernement japonais.

### Opportunités et risques liés au changement climatique

Le changement climatique offre principalement à la JICA l'opportunité de mieux accompagner les pays en développement dans la réalisation d'une société zéro carbone en (1) soutenant les projets d'atténuation sur les énergies renouvelables, les économies d'énergie et la protection des forêts ainsi que les projets d'adaptation liés à la réduction des risques de catastrophe et d'autres aspects ; (2) en mettant en œuvre davantage de projets sous contrat avec le GCF ; et (3) en développant les activités de recherche en appui à l'action climatique.

Les risques majeurs comprennent l'impact de risques naturels plus fréquents dans les pays en développement sur les projets de coopération de la JICA (risques physiques) ainsi que les coûts supplémentaires de gestion du changement climatique pour ces projets résultant du durcissement des lois et réglementations ainsi que de l'accélération des progrès technologiques (risques de transition). La JICA commencera des analyses de scénarios pour évaluer les impacts des risques liés au changement climatique. Elle procédera également à l'étude de stratégies visant à soutenir la transition vers une société zéro carbone.

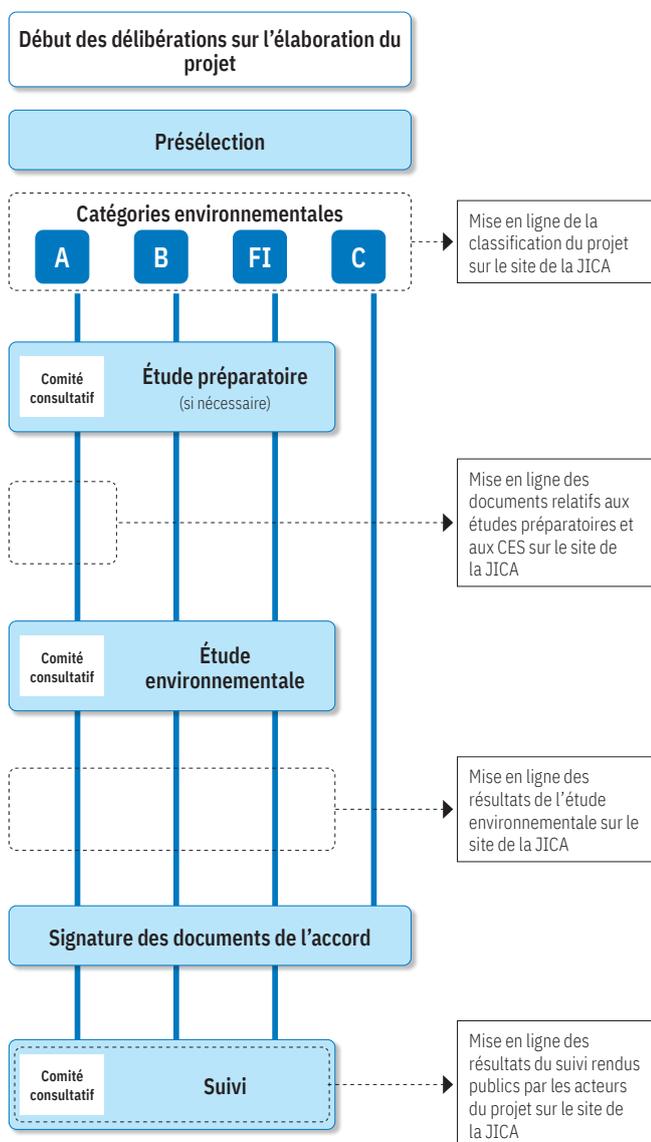
\* Un fonds climatique est une réserve d'argent alimentée par des fonds publics nationaux, des banques multilatérales de développement telles que la Banque mondiale, et le secteur privé pour financer des actions climatiques. Les actions climatiques font référence aux activités visant à réduire les émissions de GES et à augmenter leur absorption (atténuation), à celles visant à prévenir et à réduire les dommages associés à l'impact du changement climatique (adaptation), ou aux deux.

## Gestion du risque

La JICA définit les risques comme des facteurs – notamment ceux liés au changement climatique – qui constitueront des obstacles à ses opérations. Pour atteindre les objectifs et plans organisationnels de manière efficace et efficiente, la JICA utilise des systèmes de gestion

des risques, et elle identifie et évalue les risques de manière à assurer le bon déroulement de ses projets [→ voir « Conformité et gestion des risques » et « Gestion des risques financiers de la coopération pour le financement et les investissements », page 71].

## Déroulement de la procédure de prise en compte des CES



## Gestion des risques environnementaux et sociaux

La JICA gère les risques environnementaux et sociaux de ses projets pour les pays en développement en appliquant les lignes directrices CES mentionnées précédemment. Ces lignes directrices CES définissent trois étapes : La présélection permet de classer les projets en quatre catégories selon l'ampleur de leur impact potentiel ; l'étude environnementale permet d'examiner et d'évaluer les CES lors de l'examen de la proposition de projet ; et le suivi permet de contrôler les activités CES sur une certaine période, y compris après la fin du projet [→ voir le schéma à gauche].

À chaque étape, la JICA diffuse de manière proactive des informations sur les CES en collaboration avec les acteurs du projet afin d'assurer le principe de responsabilité et de promouvoir la participation des diverses parties prenantes. L'étude environnementale comprend (1) l'identification des impacts potentiels des projets susceptibles d'avoir des effets négatifs importants sur l'environnement et la société, en se basant sur les documents liés aux CES fournis par les acteurs du projet, et (2) l'évaluation des mesures proposées pour éviter, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs.

## Outil d'évaluation de l'impact du financement climatique (JICA Climate-FIT)

La JICA identifie et évalue les risques climatiques de ses projets de coopération (dangers, expositions, vulnérabilités) et étudie les mesures pour y faire face dans la phase de formulation du projet. Plus précisément, l'outil d'évaluation de l'impact du financement climatique (JICA Climate-FIT) évalue ces risques climatiques et étudie la possibilité d'intégrer des activités spécifiques (mesures d'atténuation et d'adaptation) pour y faire face.

En outre, au stade de la planification du projet, la JICA peut soutenir les acteurs du projet pour l'examen et d'autres procédures liées aux CES lors de l'étude préparatoire ou de la conception détaillée. La JICA aide également les acteurs du projet à renforcer leurs capacités liées au changement climatique par le biais de sa coopération technique dans le cadre du programme de co-création des connaissances, entre autres occasions. Enfin, la JICA prend des mesures pour renforcer le système de soutien du Japon. Ces mesures comprennent l'offre de formations pour le renforcement des capacités des parties concernées au Japon et à l'étranger, la collecte d'informations sur les CES dans les pays en développement et le partage d'informations avec d'autres partenaires de développement.

## Mesures et objectifs

La JICA a conscience que le changement climatique aura une influence directe sur les impacts de développement de ses projets de coopération, en particulier en relation avec les ODD. C'est pourquoi, après avoir effectué des analyses de scénarios, la JICA identifiera des indicateurs et des cibles spécifiques pour évaluer et gérer les risques

et les opportunités liés aux émissions de GES et au changement climatique.

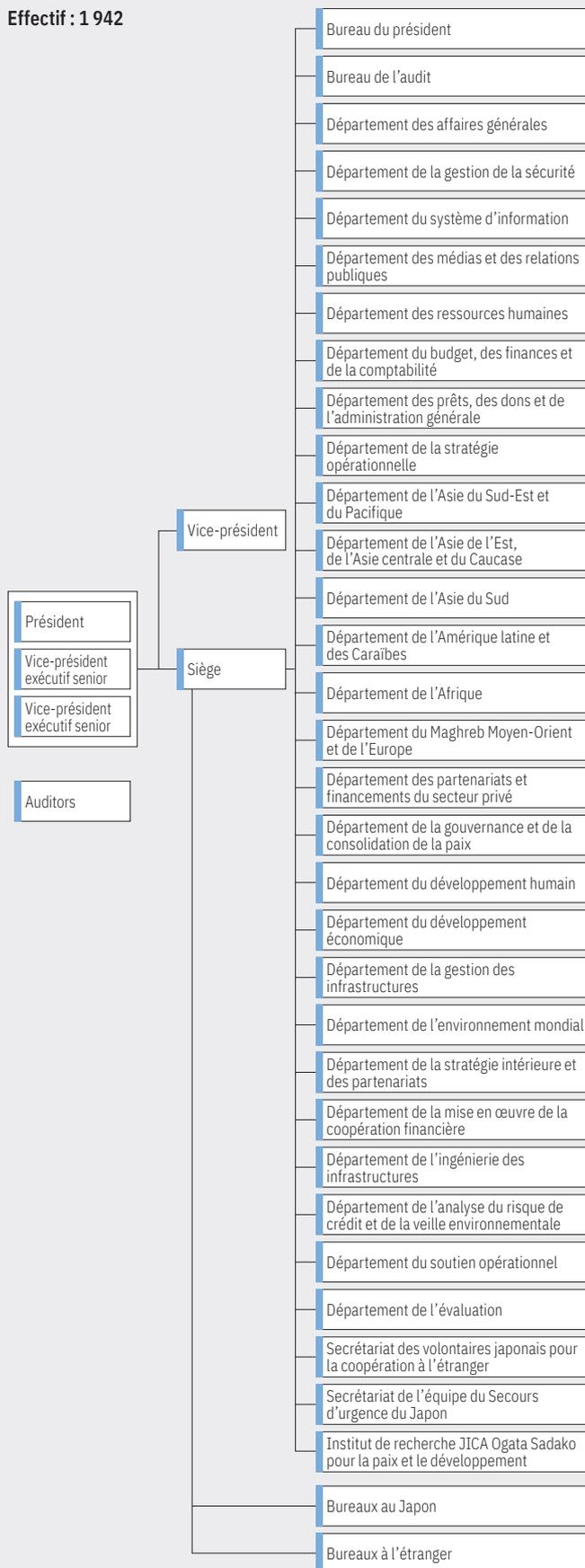
En outre, la JICA poursuivra ses efforts visant à réduire la consommation d'énergie dans ses bureaux et installations au Japon avec des objectifs spécifiques.



# Informations sur l'organisation

# Organigramme / Hauts dirigeants et auditeurs (au 1<sup>er</sup> juillet 2021)

Effectif : 1 942



1. Nombre de hauts dirigeants et d'auditeurs : L'article 7 de la loi JICA prévoit de désigner un président et trois auditeurs, le cas échéant un vice-président exécutif senior et jusqu'à huit vice-présidents seniors.
2. Mandat des hauts dirigeants et des auditeurs : En vertu de l'article 21 de la loi sur les règles générales applicables aux institutions administratives indépendantes, le mandat du président va de la date de sa nomination jusqu'au dernier jour du plan à moyen terme en vigueur au moment de sa nomination, et le mandat des auditeurs va de la date de leur nomination à la date d'approbation des états financiers du dernier exercice du plan à moyen terme dont ils sont responsables. En vertu de l'article 9 de la loi JICA, la durée du mandat du vice-président exécutif senior est de quatre ans et celle des vice-présidents seniors est de deux ans.
3. Noms et fonctions des hauts dirigeants et auditeurs au 1<sup>er</sup> juillet 2021 :

Titre	Nom	Date de nomination
Président	Shinichi Kitaoka	1 <sup>er</sup> octobre 2015 (renouvellement de mandat)
<b>Fonctions précédentes :</b> Président, Université internationale du Japon		
Vice-président exécutif senior	Junichi Yamada	23 mai 2020
<b>Fonctions précédentes :</b> Vice-président senior, JICA		
Vice-président senior	Takumi Ueshima	1 <sup>er</sup> décembre 2018 (renouvellement de mandat)
<b>Fonctions précédentes :</b> Premier secrétaire, Bureau du président, JICA		
Vice-président senior	Nobuko Kayashima	1 <sup>er</sup> octobre 2019
<b>Fonctions précédentes :</b> Vice-présidente, JICA / chargée de recherche principale Institut de recherche de la JICA		
Vice-président senior	Tadashi Yokoyama	1 <sup>er</sup> octobre 2019
<b>Fonctions précédentes :</b> Vice-ministre adjoint aux affaires internationales, ministère des Finances		
Vice-président senior	Keiichiro Nakazawa	23 mai 2020
<b>Fonctions précédentes :</b> Directeur général, département de la stratégie opérationnelle, JICA		
Vice-président senior	Hironori Shibata	1 <sup>er</sup> juillet 2020
<b>Fonctions précédentes :</b> Directeur général adjoint pour la politique commerciale internationale du Bureau de la politique commerciale, ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie.		
Vice-président senior	Nakamura Toshiyuki	1 <sup>er</sup> octobre 2020
<b>Fonctions précédentes :</b> Directeur général, département de la gouvernance et de la consolidation de la paix, JICA		
Vice-président senior	Yamanaka Shinichi	1 <sup>er</sup> octobre 2020
<b>Fonctions précédentes :</b> Représentant résident du bureau de la JICA en Indonésie		
Vice-président senior	Onodera Seiichi	1 <sup>er</sup> juillet 2021
<b>Fonctions précédentes :</b> Conseiller pour les stratégies globales, Secrétariat du ministre, ministère du Territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme		
Auditeur	Hiroshi Machii	1 <sup>er</sup> janvier 2014 (renouvellement de mandat)
<b>Fonctions précédentes :</b> Responsable de la vérification de la conformité, SG ASSETMAX CO., LTD.		
Auditeur	Nobuhiro Hayamichi	1 <sup>er</sup> juillet 2017
<b>Fonctions précédentes :</b> Contrôleur de gestion senior, Bureau de l'audit interne, Panasonic Healthcare Holdings Corporation		
Auditeur	Masato Togawa	1 <sup>er</sup> février 2019
<b>Fonctions précédentes :</b> Directeur général, département du personnel, JICA		

(La liste est établie par ordre chronologique en fonction de l'ancienneté des vice-présidents et des auditeurs.)

(Note) Voir la liste des bureaux de la JICA, pages 80 et 81.

Voir [le site internet de la JICA](#) pour les données actualisées.

# Budget

## 1 Compte général : Opérations budgétaires en recettes et en dépenses (exercice 2021)

(Unité : millions JPY)

Postes	Ex. 2021
<b>Recettes</b>	<b>152 260</b>
Subventions de fonctionnement	150 660
Subventions d'équipement, etc.	991
Intérêts créditeurs et recettes accessoires	281
Programmes contractés	298
Donations	30
Autres recettes	—
Reprise des fonds de réserve reportés de la période précédente des objectifs à moyen terme	—
<b>Dépenses</b>	<b>152 260</b>
Dépenses de fonctionnement	140 646
Domaines prioritaires de la coopération au développement	106 752
Partenariats avec le secteur privé	6 106
Partenariats avec divers acteurs du développement	22 230
Renforcement des bases de la mise en œuvre opérationnelle	5 557
Installations	991
Programmes contractés	298
Programmes de donation	30
Frais généraux administratifs	10 295

Notes : 1. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.  
 2. La programmation budgétaire des dons étant déterminée par décision du Cabinet, le budget, le plan des recettes et des dépenses, et le plan financier prévus à l'article 13, paragraphe 1, alinéa 3 (i) de la loi sur la JICA (loi n° 136 de 2002) ne sont pas inclus.

## 2 Plan financier du compte de financement et d'investissement (exercice 2021)

(100 millions JPY)

	Ex. 2021	
Investissements et prêts	Prêts d'APD	14 400
	Financement des investissements du secteur privé	600
	Total	15 000
Sources de financement	Apport de capital du compte général du gouvernement japonais	470
	Emprunts du programme budgétaire d'investissements et de prêts (FILP)	6 784
	Obligations FILP	1 400
	Fonds propres, etc.	6 346
	Total	15 000

## Bureaux (au 1<sup>er</sup> juillet 2021)

### Siège de la JICA

#### (Kojimachi)

TÉL. : +81-3-5226-6660  
Nibancho Center Building, 5-25 Niban-cho, Chiyoda-ku,  
Tokyo 102-8012

#### (Takebashi)

TÉL. : +81-3-5226-6660  
Takebashi Building, 4-1 Ohtemachi 1-chome, Chiyoda-ku,  
Tokyo 100-0004

#### (Ichigaya/JICA Global Plaza)

TÉL. : +81-3-3269-2911  
Ichigaya Building, 10-5 Ichigayahonmuracho, Shinjuku-ku,  
Tokyo 162-8433

### Bureaux au Japon

#### Hokkaido Center

##### (Sapporo/Hokkaido Global Plaza)

TÉL. : +81-11-866-8333  
4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,  
Hokkaido 003-0026

#### (Obihiro)

TÉL. : +81-155-35-1210  
1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,  
Hokkaido 080-2470

#### Tohoku Center

TÉL. : +81-22-223-5151  
20th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg.,  
6-1, Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City,  
Miyagi 980-0811

#### Nihonmatsu Training Center

TÉL. : +81-243-24-3200  
4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,  
Fukushima 964-8558

#### Tsukuba Center

TÉL. : +81-29-838-1111  
3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

#### Tokyo Center

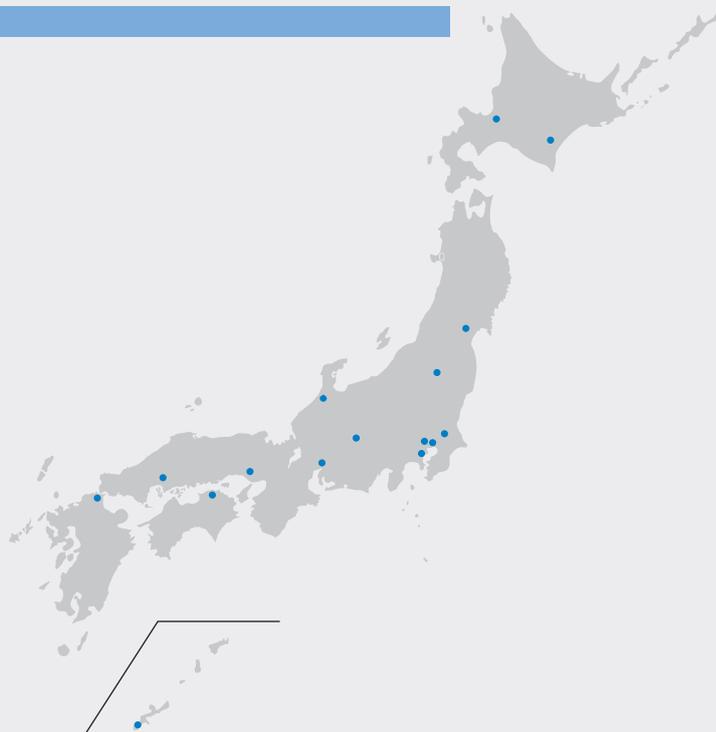
TÉL. : +81-3-3485-7051  
49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

#### Yokohama Center

TÉL. : +81-45-663-3251  
3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City,  
Kanagawa 231-0001

#### Komagane Training Center

TÉL. : +81-265-82-6151  
15, Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117



#### Hokuriku Center

TÉL. : +81-76-233-5931  
4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2, Honmachi 1-chome,  
Kanazawa City, Ishikawa 920-0853

#### Chubu Center/Nagoya Global Plaza

TÉL. : +81-52-533-0220  
60-7, Hiraike-cho 4-chome, Nakamura-ku, Nagoya City,  
Aichi 453-0872

#### Kansai Center

TÉL. : +81-78-261-0341  
1-5-2, Wakinohama Kaigandori, Chuo-ku, Kobe City,  
Hyogo 651-0073

#### Chugoku Center

TÉL. : +81-82-421-6300  
3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City,  
Hiroshima 739-0046

#### Shikoku Center

TÉL. : +81-87-821-8824  
First Floor, Kagawa Sanyu Bldg., 3 Kajiya-machi, Takamatsu City,  
Kagawa 760-0028

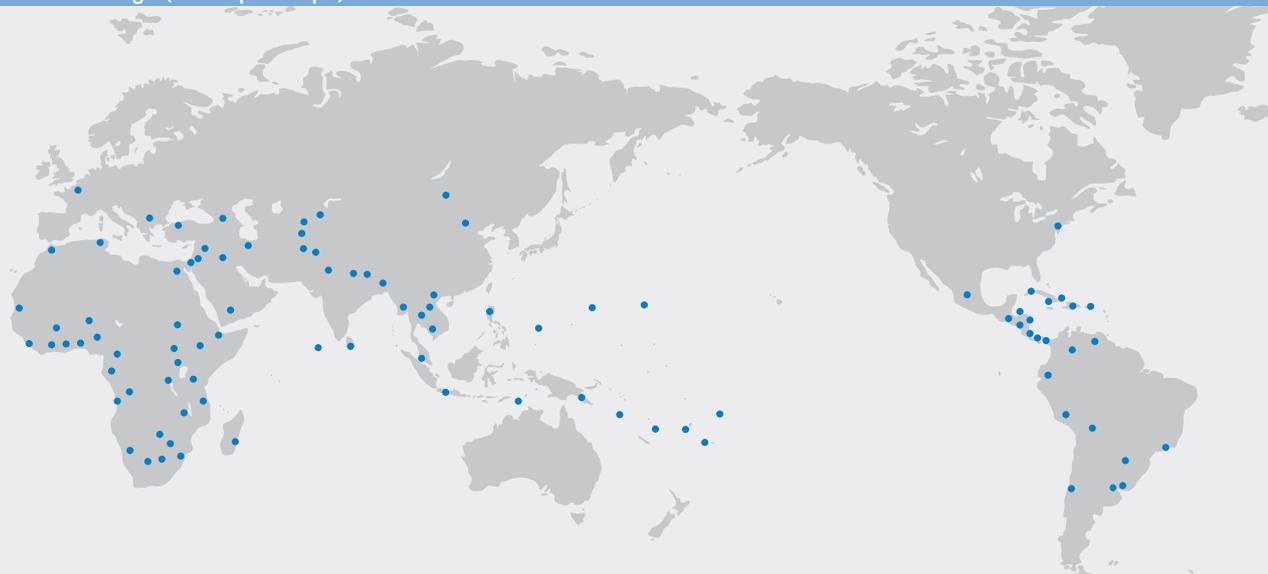
#### Kyushu Center

TÉL. : +81-93-671-6311  
2-1, Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,  
Fukuoka 805-8505

#### Okinawa Center

TÉL. : +81-98-876-6000  
1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

Bureaux à l'étranger (ordre alphabétique)



**Asie**

- Bureau en Afghanistan
- Bureau au Bangladesh
- Bureau au Bhoutan
- Bureau au Cambodge
- Bureau en Chine
- Bureau en Géorgie
- Bureau en Inde
- Bureau en Indonésie
- Bureau au Kirghizstan
- Bureau au Laos
- Bureau en Malaisie
- Bureau aux Maldives
- Bureau en Mongolie
- Bureau au Myanmar
- Bureau au Népal
- Bureau en Ouzbékistan
- Bureau au Pakistan
- Bureau aux Philippines
- Bureau au Sri Lanka
- Bureau au Tadjikistan
- Bureau en Thaïlande
- Bureau au Timor-Est
- Bureau au Vietnam

**Pacifique**

- Bureau aux Fidji
- Bureau aux Îles Marshall
- Bureau en Micronésie
- Bureau aux Palaos
- Bureau en Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Bureau aux Samoa
- Bureau aux Îles Salomon
- Bureau aux Tonga
- Bureau au Vanuatu

**Amérique du Nord et Amérique latine**

- Bureau en Argentine
- Bureau au Belize
- Bureau en Bolivie
- Bureau au Brésil
- Bureau au Chili
- Bureau en Colombie
- Bureau au Costa Rica
- Bureau à Cuba
- Bureau en Équateur
- Bureau aux États-Unis
- Bureau au Guatemala
- Bureau en Haïti
- Bureau au Honduras
- Bureau en Jamaïque
- Bureau au Mexique
- Bureau au Nicaragua
- Bureau au Panama
- Bureau au Paraguay
- Bureau au Pérou
- Bureau en République dominicaine
- Bureau à Sainte-Lucie
- Bureau au Salvador
- Bureau en Uruguay
- Bureau au Venezuela

**Afrique**

- Bureau en Afrique du Sud
- Bureau en Angola
- Bureau au Bénin
- Bureau au Botswana
- Bureau au Burkina Faso
- Bureau au Cameroun
- Bureau en Côte d'Ivoire
- Bureau en République démocratique du Congo

- Bureau à Djibouti
- Bureau en Éthiopie
- Bureau au Gabon
- Bureau au Ghana
- Bureau au Kenya
- Bureau à Madagascar
- Bureau au Malawi
- Bureau au Mozambique
- Bureau en Namibie
- Bureau au Niger
- Bureau au Nigéria
- Bureau au Rwanda
- Bureau au Sénégal
- Bureau en Sierra Leone
- Bureau au Soudan
- Bureau au Soudan du Sud
- Bureau en Tanzanie
- Bureau en Ouganda
- Bureau en Zambie
- Bureau au Zimbabwe

**Maghreb Moyen-Orient**

- Bureau en Égypte
- Bureau en Iran
- Bureau en Irak
- Bureau en Jordanie
- Bureau au Maroc
- Bureau en Palestine
- Bureau en Syrie
- Bureau en Tunisie
- Bureau au Yémen

**Europe**

- Bureau dans les Balkans
- Bureau en France
- Bureau en Turquie

## Organisation

Titre	Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Président	KITAOKA Shinichi
	Siège (Kojimachi) Nibancho Center Building, 5-25 Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon Tél. : +81-3-5226-6660
	Siège (Takebashi) Takebashi Building, 4-1 Ohtemachi 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100-0004, Japon Tél. : +81-3-5226-6660
	Siège (Ichigaya) Ichigaya Building, 10-5, Ichigayahonmuracho, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8433, Japon Tél. : +81-3-3269-2911
Création	1 <sup>er</sup> octobre 2003
Capital	8 271 milliards JPY (en mai 2021)
Personnel à plein temps	1 942 personnes (au 1 <sup>er</sup> juillet 2021)
Objectifs	Établie en tant qu'institution administrative indépendante en vertu de la loi sur l'agence administrative indépendante—Agence japonaise de coopération internationale (loi n° 136, 2002), la JICA a pour objectif de promouvoir la coopération internationale et le développement durable de l'économie au Japon et dans le monde en contribuant au développement socio-économique, au rétablissement ou à la stabilité économique des régions en développement.

## **AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE RAPPORT ANNUEL 2021**

---

Publié en décembre 2021

Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

Nibancho Center Building, 5-25 Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon

Tél. : +81-3-5226-9781

<https://www.jica.go.jp/french/>

Édité en coopération avec

Takayama Printing Co., Ltd.

2nd Floor, NT Bldg., 1-1-12 Yushima, Bunkyo-ku, Tokyo 113-0034, Japon

Tél. : +81-3-3257-0231

Traduit par Camille Richou, traducteur indépendant, et Marie-Christine Taldir du bureau de la JICA en France.

POLICY DESIGN Inc.

20th Floor, Shinjuku-I-Land Tower, 6-5-1 Nishi-Shinjuku, Shinjuku-ku,

Tokyo 163-1320, Japon

Tél. : +81-3-6880-3072

---

Si cette publication vous parvient endommagée, veuillez nous contacter pour en recevoir un nouvel exemplaire.

© 2021 Japan International Cooperation Agency

Imprimé au Japon



De la part du  
Peuple japonais

